Quatre-vingt-treizième année. — N° 294. Le Numéro : 0,50 NF Vendredi 15 Décembre 1961.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES



| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Textes d'intérêt général | Documents administratifs | DÉBATS | | Documents | | Conseil économique et social |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Assemblée nationale | Sénat | Assemblée nationale | Sénat | Avis et Rapports |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | TROIS MOIS | SIX MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| Métropole et Outre-mer | 18 NF | 35 NF | 65 NF | 40 NF | 9 NF | 22 NF | 16 NF | 30 NF | 30 NF | 8 NF |
| Etranger | 27 NF | 53 NF | 100 NF | 55 NF | 12 NF | 40 NF | 24 NF | 40 NF | 40 NF | 12 NF |

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent le compte rendu intégral des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Les Éditions des DOCUMENTS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition du CONSEIL ÉCONOMIQUE et SOCIAL comprend les avis et rapports.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, Paris (15e). — Tél. : FON 51-00



*** Les textes qui, dans le sommaire, sont suivis d'un astérisque seront édités en fascicules spéciaux du format in-8° carré.**

## AVIS

En dernière page de ce numéro est publiée la liste des brochures et des fascicules spéciaux édités au cours des mois d'**octobre** et **novembre 1961** ; les commandes sont à adresser à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, à Paris (15e) (règlement par mandat, chèque bancaire ou chèque postal [C. C. P. n° 9063-13 Paris]).

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

#### PREMIER MINISTRE

**Administration des services de la France d'outre-mer.**

*Tableaux* d'avancement et *arrêtés* portant promotions (conseillers aux affaires administratives) (p. 11507).

(1 f.)

#### MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES ALGERIENNES

*Décret* n° 61-1364 du 13 décembre 1961 portant modification du décret n° 56-691 du 13 juillet 1956 relatif à la réforme agraire en Algérie (p. 11507).

*Décret* n° 61-1365 du 13 décembre 1961 portant aménagement du régime fiscal applicable aux apports partiels d'actif des sociétés ayant leur siège dans les départements algériens (p. 11508).

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

*Décret* n° 61-1366 du 11 décembre 1961 modifiant l'article R. 30 du code pénal (p. 11508).

*Décret* du 11 décembre 1961 fixant le montant et la répartition des indemnités dues à raison de la suppression de greffes de tribunaux d'instance (p. 11509).

*Arrêtés* approuvant le budget autonome du musée national de la Légion d'honneur pour 1961 et 1962 (p. 11509).

*Arrêtés* portant inscriptions à des tableaux d'avancement (personnels des services judiciaires) (p. 11509).

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

*Décret* du 11 décembre 1961 portant approbation d'une délibération du conseil municipal de Paris relative à un avenant à la convention du 30 juillet 1931 liant la ville de Paris à la Compagnie parisienne de gestion (p. 11510).

*Arrêté* du 8 décembre 1961 approuvant la participation du département du Bas-Rhin à la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du Bas-Rhin (p. 11510).

*Arrêté* portant détachement (sûreté nationale) (p. 11510).

*Liste* d'admission au concours de recrutement de secrétaires administratifs de préfecture (p. 11510).

**MINISTERE DES ARMEES**

*Décrets* portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (rectificatif) (p. 11513).

*Décrets* portant promotions, nominations et report de prise de rang (armées de terre et de l'air [active et réserve] et services communs) (p. 11513).

**MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

*Décret* n° 61-1367 du 11 décembre 1961 modifiant les dispositions de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 relative à la majoration des pensions de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse (p. 11511).

*Décret* n° 61-1368 et *circulaire* du 14 décembre 1961 relatifs à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux personnels civils et militaires de l'Etat (p. 11511).

*Arrêté* du 30 novembre 1961 portant affectation définitive au ministère des finances et des affaires économiques d'un bâtiment sis sur le territoire de la commune de Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes) (p. 11511).

*Arrêtés* des 8, 9 et 14 décembre 1961 portant ouverture et répartition de crédits (p. 11512).

*Arrêté* approuvant le transfert du portefeuille de contrats d'une société de capitalisation (p. 11512).

*Arrêté* portant remise de débets (rectificatif) (p. 11512).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

*Décret* n° 61-1369 du 11 décembre 1961 relatif à l'exclusion des étudiants à la suite d'échecs aux examens (p. 11519).

**MINISTERE DU TRAVAIL**

*Arrêtés* du 30 novembre 1961 fixant des barèmes de cotisations d'accidents du travail:

Activités du groupe interprofessionnel (p. 11519).

Industries et commerces de l'alimentation (p. 11522).

Industries du bâtiment et des travaux publics (p. 11523).

Industries du caoutchouc, papier et carton (p. 11525).

Industries chimiques (p. 11526).

*Arrêté* du 30 novembre 1961 portant approbation du tarif des risques applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles (p. 11527).

*Circulaire* du 24 novembre 1961 relative aux tarifs d'honoraires en matière de soins aux assurés sociaux (p. 11533).

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

*Décret* n° 61-1370 du 11 décembre 1961 relatif à l'hébergement et à la réadaptation des vagabonds (p. 11535).

*Décret* n° 61-1371 du 12 décembre 1961 relatif aux conditions d'intégration dans le corps des fonctionnaires de l'inspection de la santé des médecins inspecteurs de la santé contractuels assurant les fonctions de médecin inspecteur de la santé en Algérie (p. 11535).

*Arrêté* fixant la liste des praticiens autorisés à participer aux épreuves du concours pour l'établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de médecin des services antituberculeux publics et privés (tuberculose extrapulmonaire) (p. 11535).

**MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

*Décret* n° 61-1372 du 12 décembre 1961 portant suppression et création d'emplois dans les services extérieurs de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre (p. 11534).

**MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

*Arrêté* portant détachement (services extérieurs) (p. 11535).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Documents parlementaires mis en distribution. — Candidatures à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe. — Nomination de représentants de la France à l'Assemblée parlementaire européenne. — Nomination d'un membre d'un organisme extraparlementaire. — Nomination des membres de la commission de contrôle sur l'union générale cinématographique. — Commissions *ad hoc*. — Convocation de commissions. — Réunion de commissions (p. 11536).

**Sénat.** — Ordre du jour. — Listes des documents mis en distribution. — Assemblée unique des Communautés européennes. — Convocation de commission. — Réunion de commissions. — Avis de concours pour l'emploi de secrétaire des débats (p. 11538).

**Commission mixte paritaire.** — Nomination de membres (p. 11540).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Machines à timbrer:* Autorisations et retraits (p. 11541).

**Ministère de l'agriculture.**

*Avis* de concours pour le recrutement de vétérinaires inspecteurs contractuels d'abattoirs industriels (p. 11540).

**Ministère du travail.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'attachés d'administration à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (p. 11546).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'un adjoint des cadres hospitaliers (rédacteur) à l'hôpital-hospice d'Abbeville (Somme) (p. 11546).

**Situation** de la Banque de France (p. 11547).

**Annonces** (p. 11548).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**Assemblée nationale. — N° 105.**

Compte rendu intégral des débats du 14 décembre 1961 (p. 5617).

**Sénat. — N° 69.**

Compte rendu intégral des débats du 14 décembre 1961 (p. 2577).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### ADMINISTRATION DES SERVICES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Conseillers aux affaires administratives.**

TABLEAU D'AVANCEMENT POUR L'ANNÉE 1960
(Par ordre de mérite.)

*Pour le grade de conseiller de classe exceptionnelle.*

1 MM. Nicolas (André).
2 Gariod (Louis).
3 Legouy (René).
4 Machenaud (Maurice).
5 MM. Armengaud (Francis).
6 Lemonnier (Henri).
7 Gardair (Joseph).

*Pour le grade de conseiller de 1re classe, 1er échelon.*

1 MM. Mistral (Jean).
2 Chaumeil (Pierre).
3 Dutemps (Gabriel).
4 Terneaud (Auguste).
5 Roux (Lucien).
6 Cros (Jean).
7 MM. Luquet (Omer).
8 Carli (Antoine).
9 Miara (Marcel).
10 Roure (Albert).
11 Verite (Michel).

PROMOTIONS

Par arrêté du 9 décembre 1961, ont été promus, pour compter du 1er janvier 1960, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, les conseillers aux affaires administratives dont les noms suivent :

*Au grade de conseiller de classe exceptionnelle.*

MM. Nicolas (André).
Gariod (Louis).
Legouy (René).
Machenaud (Maurice).
Armengaud (Francis).
MM. Lemonnier (Henri) (ancienneté non utilisée : 3 ans 6 mois 2 jours de services militaires).
Gardair (Joseph).

*Au grade de conseiller de 1re classe, 1er échelon.*

MM. Mistral (Jean).
Chaumeil (Pierre).
Dutemps (Gabriel).
Terneaud (Auguste).
Roux (Lucien).
Cros (Jean).
Luquet (Omer).
MM. Carli (Antoine).
Miara (Marcel) (ancienneté non utilisée : 1 an 2 mois 2 jours de services militaires).
Roure (Albert).
Verite (Michel).

TABLEAU D'AVANCEMENT POUR L'ANNÉE 1961
(Par ordre de mérite.)

*Pour le grade de conseiller de classe exceptionnelle.*

1 MM. Riddell (Marcel).
2 Berrod (François).
3 Deluz (Georges).
4 MM. Hérisson (Claude).
5 Bollon (Jean).
6 Mourer (Roger).

*Pour le grade de conseiller de 1re classe, 1er échelon.*

1 MM. Biasini (Emile).
2 Courot (Roger).
3 Volait (André).
4 Taillardat (Albert).
5 Merle (Fernand).
6 Massieux (Jean).
7 Zeller (Jean).
8 MM. Fau (Bernard).
9 Boraud (Claude).
10 de Heaulme (Roland).
11 Ducrest (Georges).
12 Fraisse (André).
13 Taravant (Jacques).

PROMOTIONS

Par arrêté du 9 décembre 1961 ont été promus, pour compter des dates ci-après, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, les conseillers aux affaires administratives dont les noms suivent :

*Au grade de conseiller de classe exceptionnelle.*

Pour compter du 1er janvier 1961.

MM. Riddell (Marcel).
Berrod (François).
Deluz (Georges).
Hérisson (Claude).
Bollon (Jean).
M. Mourer (Roger) (ancienneté non utilisée : 2 ans 3 mois 29 jours de services militaires).

*Au grade de conseiller de 1re classe, 1er échelon.*

Pour compter du 1er janvier 1961.

MM. Biasini (Emile).
Courot (Roger).
Volait (André).
Taillardat (Albert).
Merle (Fernand).
Massieux (Jean).
Zeller (Jean).
Fau (Bernard).
MM. Boraud (Claude).
de Heaulme (Roland).
Ducrest (Georges).
Fraisse (André) (ancienneté non utilisée : 3 ans 3 mois 17 jours de services militaires).

Pour compter du 1er août 1961.

M. Taravant (Jacques).

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES ALGERIENNES

**Décret n° 61-1364 du 13 décembre 1961 portant modification du décret n° 56-691 du 13 juillet 1956 relatif à la réforme agraire en Algérie.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 modifiée et prorogée autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative ;

Vu le décret n° 56-291 du 26 mars 1956 portant création en Algérie d'une caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales ;

Vu le décret n° 56-691 du 13 juillet 1956 relatif à la réforme agraire en Algérie ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — L'article 5 du décret susvisé du 13 juillet 1956 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les indemnités sont à la charge de la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales. Elles sont payées par la remise aux ayants droit d'obligations dont les caractéristiques sont fixées par l'article 9 *bis* ci-après. »

Art. 2. — L'article 8 du décret susvisé du 13 juillet 1956 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales est habilitée à acquérir à l'amiable et à recevoir par donation ou testament les biens qui lui sont nécessaires pour s'acquitter de sa mission.

« Le prix des acquisitions amiables est payé aux vendeurs partie en espèces, et partie en obligations dont les caractéristiques sont fixées par l'article 9 *bis* ci-après. »

Art. 3. — Il est ajouté en tête du titre V (Dispositions diverses) du décret susvisé du 13 juillet 1956 un article 9 *bis* ainsi conçu :

« Les obligations prévues aux articles 5 et 8 ci-dessus sont garanties par l'Etat.

« Elles forment des séries caractérisées par l'année de leur émission.

« Elles sont amortissables au pair en dix ans, sans qu'il y ait lieu à aucune distinction entre les titres remis aux différents propriétaires.

« L'amortissement global annuel de chaque série est égal au dixième du capital nominal des obligations émises au titre de cette série. Les titres à rembourser sont désignés par tirages au sort.

« La caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales peut, à tout moment, procéder au remboursement anticipé des titres restant en circulation.

« Les obligations portent intérêt au taux de 5,50 p. 100 l'an payable à terme échu le 1er janvier de chaque année. Le premier coupon est réduit à concurrence de la période courue entre le 1er janvier de l'année précédente et la date de la liquidation de l'indemnité de transfert ou de la fixation du prix amiable.

« Les intérêts sont payés et les titres amortis sont remboursables net de tous impôts présents et futurs, à l'exception de ceux que la loi pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

« Des arrêtés du délégué général en Algérie fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application des articles 5, 8 et 9 *bis* du présent décret. »

Art. 4. — Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au Recueil des actes administratifs de la délégation générale en Algérie.

Fait à Paris, le 13 décembre 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*
LOUIS JOXE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
BERNARD CHENOT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le ministre de l'agriculture,*
EDGARD PISANI.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

---

**Décret n° 61-1365 du 13 décembre 1961 portant aménagement du régime fiscal applicable aux apports partiels d'actif des sociétés ayant leur siège dans les départements algériens.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative, ensemble l'ordonnance n° 58-915 du 7 octobre 1958 portant reconduction et modification de ladite loi ;

Vu la loi n° 59-785 du 2 juillet 1959 portant dispositions financières intéressant l'Algérie ;

Vu le code fiscal algérien de l'enregistrement, et notamment l'article 445 *bis* ;

Vu le code fiscal algérien des valeurs mobilières, et notamment l'article 104 *ter* ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — L'article 445 *bis* du code fiscal algérien de l'enregistrement est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art.* 445 bis. — Sont assimilés à une fusion de sociétés pour l'application des deux premiers alinéas de l'article qui précède les actes qui constatent l'apport par une société anonyme, en commandite par actions ou à responsabilité limitée, à une autre société, constituée sous l'une de ces formes, d'une partie de ses éléments d'actif, à condition que la société bénéficiaire de l'apport soit de nationalité française au sens de l'article précédent ».

Art. 2. — L'article 104 *ter* du code fiscal algérien des valeurs mobilières est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art.* 104 ter. — Est soumise au régime fiscal des fusions de sociétés l'opération par laquelle une société anonyme, en commandite par actions ou à responsabilité limitée apporte :

1° Soit l'intégralité de son actif à deux ou plusieurs sociétés constituées à cette fin sous l'une de ces formes ;

2° Soit une partie de ses éléments d'actif à une autre société également constituée sous l'une de ces formes.

Le bénéfice des dispositions qui précèdent est subordonné à la condition que la ou les sociétés bénéficiaires des apports soient de nationalité française au sens de l'article 445 du code algérien de l'enregistrement et qu'en outre, en ce qui concerne les opérations visées au 1° ci-dessus, les apports résultent de conventions prenant effet à la même date pour les différentes sociétés qui en sont bénéficiaires et entraînent, dès leur réalisation, la dissolution immédiate de la société apporteuse ».

Art. 3. — Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et le délégué général en Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au Recueil des actes administratifs de la délégation générale en Algérie.

Fait à Paris, le 13 décembre 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*
LOUIS JOXE.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

---

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret n° 61-1366 du 11 décembre 1961 modifiant l'article R. 30 du code pénal.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu le code pénal, et notamment ses articles R. 25 et R. 30 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Le 2° de l'article R. 30 du code pénal est modifié comme suit :

« 2° Les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, les gestionnaires de droit ou de fait de terrains de camping aménagés qui auront négligé d'inscrire dès l'arrivée, sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les nom, prénoms, qualités, domicile habituel et date d'entrée de toute personne couchant ou passant tout ou partie de la nuit dans leurs maisons ou sur leurs terrains, ainsi que, lors de son départ, la date de sa sortie ; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les règlements ou lorsqu'ils en auraient été requis aux maires, adjoints, commissaires ou officiers de police ou aux citoyens commis à cet effet ; le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'article 68 du code pénal, relativement aux crimes ou aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits ».

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 décembre 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
BERNARD CHENOT.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

**Décret du 11 décembre 1961 fixant le montant et la répartition des indemnités dues à raison de la suppression de greffes de tribunaux d'instance.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu l'article 36 du décret n° 58-1282 du 22 décembre 1958 ;
Vu les décisions des commissions prévues par ledit article,

Décrète :

Article 1er.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance de Meaux, à la résidence de Dammartin-en-Goële, supprimé le 2 septembre 1959, due à compter de cette date à M. Courland ou à ses ayants droit par M. Montarnal, greffier du même tribunal, au siège de la juridiction, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 3.000 NF.

Cette somme sera versée à la caisse des dépôts et consignations dans les deux mois de la publication du présent décret et demeurera consignée pendant un délai de six mois au profit de qui de droit.

M. Montarnal ou ses ayants droit en devront les intérêts au taux légal en matière civile à compter de la date du décret de suppression jusqu'au jour du versement à la caisse des dépôts et consignations.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance de Rennes, à la résidence de Hédé, supprimé le 11 juillet 1960, due à compter de cette date à M. Tertre ou à ses ayants droit par Mme Renault, greffier du même tribunal, au siège de la juridiction, ou par ses ayants droit, et par Mme Glon, greffier de police du tribunal d'instance de Rennes, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 8.500 NF.

Mme Renault paiera 7.650 NF et Mme Glon paiera 850 NF.

Ces sommes seront versées à la caisse des dépôts et consignations dans les deux mois de la publication du présent décret et demeureront consignées pendant un délai de six mois au profit de qui de droit.

Mme Renault et Mme Glon ou leurs yaants droit en devront, chacune en ce qui la concerne, les intérêts, au taux légal en matière civile, à compter de la date du décret de suppression jusqu'au jour du versement à la caisse des dépôts et consignations

Article 2.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance de Château-Gontier, à la résidence de Cossé-le-Vivien, supprimé le 13 février 1961, due à compter de cette date à M. Boudet ou à ses ayants droit par M. Pomies, greffier du même tribunal, à la résidence de Craon, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 8.000 NF, sous réserve de l'évaluation ultérieure de l'indemnité qui pourrait être éventuellement due à raison des produits des ventes mobilières aux enchères publiques.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance de Vichy, à la résidence du Donjon, supprimé le 9 août 1960, due à compter de cette date à M. Drijard ou à ses ayants droit par M. Van-Hezel, greffier du même tribunal, à la résidence de la Palisse, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 6.050 NF.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance d'Epernay, à la résidence d'Avize, supprimé le 2 septembre 1959, due à compter de cette date à M. Gauvin ou à ses ayants droit par M. Pelthier, greffier du même tribunal, au siège de la juridiction, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 11.500 NF.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance d'Epernay, à la résidence de Fère-Champenoise, supprimé le 25 juin 1959, due à compter de cette date à M. Gauvin ou à ses ayants droit par M. Bucher, greffier du même tribunal, à la résidence de Sézanne, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 7.000 NF.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance d'Angoulême, à la résidence de Montbron, supprimé le 9 août 1960, due à compter de cette date aux ayants droit de M. Lafarge par M. Jolivet, greffier du même tribunal, au siège de la juridiction, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 1.580 NF, sous réserve de l'évaluation ultérieure de l'indemnité qui pourrait être éventuellement due à raison des produits des ventes mobilières aux enchères publiques.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance de Bergerac, à la résidence de Montpazier, supprimé le 2 septembre 1959, due à compter de cette date à M. de Latour ou à ses ayants droit par M. Hebrard, greffier du même tribunal, à la résidence de Lalinde, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 940 NF, sous réserve de l'évaluation ultérieure de l'indemnité qui pourrait être éventuellement due à raison des produits des ventes mobilières aux enchères publiques.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance de Tours, à la résidence de Neuillé-Pont-Pierre, supprimé le 13 février 1961, due à compter de cette date à M. Podevin ou à ses ayants droit par M. Pignier, greffier du même tribunal, au siège de la juridiction, ou par ses ayants droit, et par M. Laloum, greffier de police du tribunal d'instance de Tours, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 10.928,88 NF.

M. Pignier paiera 10.476,96 NF et M. Laloum paiera 451,92 NF.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance de Tours, à la résidence de Neuvy-le-Roi, supprimé le 13 février 1961, due à compter de cette date à M. Podevin ou à ses ayants droit par M. Pignier, greffier du même tribunal, au siège de la juridiction, ou par ses ayants droit, et par M. Laloum, greffier de police du tribunal d'instance de Tours, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 11.156,24 NF.

M. Pignier paiera 10.594,08 NF et M. Laloum paiera 562,16 NF.

L'indemnité de suppression du greffe du tribunal d'instance d'Abbeville, à la résidence de Rue, supprimé le 4 juillet 1960, due à compter de cette date aux ayants droit de M. Thiery par Mlle Durlez, greffier du même tribunal, au siège de la juridiction, ou par ses ayants droit, est fixée à la somme de 22.000 NF, sous réserve de l'évaluation ultérieure de l'indemnité qui pourrait être éventuellement due à raison des produits des ventes mobilières aux enchères publiques.

Les sommes spécifiées à l'article 2 du présent décret produiront intérêt au taux légal en matière civile à compter de la publication du décret de suppression de l'office dont elles fixent l'indemnisation.

Article 3.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 décembre 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :
*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
BERNARD CHENOT.

**Budget autonome du musée national de la Légion d'honneur.**

Par arrêté en date du 5 décembre 1961, le budget autonome additionnel du musée national de la Légion d'honneur, pour 1961, a été approuvé, en recettes et en dépenses, à la somme de 655.000 NF.

Par arrêté en date du 5 décembre 1961, le budget autonome primitif du musée national de la Légion d'honneur, pour 1962, a été approuvé, en recettes et en dépenses, à la somme de 196.000 NF.

**Personnels des services judiciaires.**

Par arrêté du 12 décembre 1961, sont inscrits, par ordre de mérite, au tableau d'avancement de l'année 1961, pour la classe principale, les greffiers de 1re classe dont les noms suivent :

| | |
|---|---|
| MM. Dibet (Clermont-Ferrand). | MM. Bodin (C. A. Paris). |
| Heim (Seine). | Lefebvre (Jules) (Péronne). |
| Menneteau (Toulon). | Gabry (Besançon). |
| Mazet (Grasse). | Barras (Digne). |
| Petit (Robert) (Pontoise). | Le Page (Draguignan). |
| Alberti (Bastia). | Bouillaud (la Roche-sur-Yon). |
| Millet (Georges) (Vesoul). | Monsallier (Laval). |
| Dezulier (Clermont-Ferrand). | Leclère (Châlons-sur-Marne). |
| Demariaux (Montbrison). | Bouteille (C. A. Paris). |

Par arrêté du 12 décembre 1961, sont inscrits, par ordre de mérite, au tableau d'avancement de l'année 1961, pour la 1re classe, les greffiers de 2e classe dont les noms suivent :

| | |
|---|---|
| MM. Thuilier (Jacques) (Fontainebleau). | MM. Larrede (Pau). |
| Dejust (Fontainebleau). | Paillou (le Havre). |
| Kim (Seine). | Eysseric (Alès). |
| Savary (C. A. Douai). | Bègue (Libourne). |
| Chevet (Tours). | Cid (Versailles). |
| Mlle Philippe (Marguerite) (Brest). | Bouhadiba (C. A. Paris). |
| | Delsalle (C. A. Orléans). |
| | Bonnemayre (Nîmes). |
| Mme Courbet, épouse Wagner (Argentan). | Mme Pallier, épouse Desfeux (Coutances). |
| MM. André (Douai). | MM. Daulne (C. A. Paris). |
| Aubry (Seine). | Casali (Riom). |
| Goulesque (Montpellier). | Nicolas (Roger) (Privas). |
| Moulin (Versailles). | Pallière (Seine). |
| Gaubet (C. A. Douai). | Noiret (Amiens). |

Par arrêté du 12 décembre 1961, sont inscrits, par ordre de mérite, au tableau d'avancement de l'année 1961, pour la classe principale, les secrétaires de parquet de 1re classe dont les noms suivent :

M. Morana (Toulon), Mlle Leleu (cour d'appel de Paris).

---

Par arrêté du 12 décembre 1961, sont inscrits, par ordre de mérite, au tableau d'avancement de l'année 1961, pour la 1re classe, les secrétaires de parquet de 2e classe dont les noms suivent :

MM. Maugenest (Bourges).
Eymard (Valence).
Mme Masson, épouse Besnard (Brest).
Mlle Dumont (Seine).
M. Alexis (Seine).
Mlle Breton (Seine).

---

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 11 décembre 1961 portant approbation d'une délibération du conseil municipal de Paris relative à un avenant à la convention du 30 juillet 1931 liant la ville de Paris à la Compagnie parisienne de gestion.**

Par décret en date du 11 décembre 1961, sont approuvés :

1° La délibération du 22 décembre 1959 par laquelle le conseil municipal de la ville de Paris a autorisé le préfet de la Seine à conclure, avec la Compagnie parisienne de gestion, un avenant à la convention du 30 juillet 1931, en vue de permettre la construction de cent quarante logements à Villejuif ;

2° L'avenant susvisé en date du 10 mai 1960 passé par la ville de Paris avec la Compagnie parisienne de gestion.

---

**Approbation de la participation du département du Bas-Rhin à la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du Bas-Rhin.**

Par arrêté en date du 8 décembre 1961, a été approuvée la délibération du conseil général du Bas-Rhin en date du 27 janvier 1961 décidant de participer pour une somme de 26.000 NF au capital social de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du Bas-Rhin qui est fixé à 100.000 NF.

---

**Sûreté nationale.**

Par arrêté du 11 décembre 1961, M. Serra (Jean), inspecteur principal de classe exceptionnelle de la police d'Indochine, reclassé dans les cadres de la sûreté nationale en qualité d'inspecteur de la sûreté nationale de 1re classe, 1er échelon, et promu inspecteur de police de la sûreté nationale de 1re classe, 2e échelon, est placé en position de détachement, pour la période du 12 février 1958 au 31 décembre 1959, auprès du Premier ministre (administration générale des services de la France d'outre-mer) pour servir en la même qualité auprès de la République malgache.

M. Serra (Jean), intégré officier de police adjoint de la sûreté nationale de 2e classe, 6e échelon, à compter du 1er janvier 1960, est maintenu en position de détachement en la même qualité auprès du ministre de la coopération, pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 1960, pour être mis à la disposition de la République malgache (régularisation).

---

**Liste d'admission au concours de recrutement de secrétaires administratifs de préfecture.**

Par arrêté en date du 7 décembre 1961, les candidats dont les noms suivent sont déclarés définitivement admis à la suite des épreuves orales du concours de secrétaire administratif de préfecture :

Au titre du premier concours.

1 Prevost (Danielle).
2 Vanoverschelde (Pierre).
3 Le Corvaisier (Monique).
4 Cahuzac (Michel).
5 Sabin (Marie-Lucie).
6 Trepeu (Josèphe).
7 Tanneur (Marguerite).
8 Rived (Mariano).
9 Canet (Nicole).
10 Pons (Simone).
11 Alirol (Nicole).
12 Gaussel (Maryse).
13 Tribord (Jean-Pierre).
14 François (Gabriel).
15 Cerdan (Jacques).
16 Laffont (Simone).
17 Boistault (Nicole).
18 Corrieu (Pierre).
19 Laumier (Odile).
20 Saint-André (Maryse).
21 Hoarau (Anselme).
22 Jourde (Marie-Thérèse).
23 Chapacou (Paulette).
24 Pauty (Colette).
25 Klipfel (Anita).
26 Chourrot (Jacqueline).
27 Reissier (Christiane).
28 Rouault (Marie-Paule).
29 Delsouc (Geneviève).
30 Ramadour (Marie-Claude).
31 Pasquier (Daniel).
32 Vergnole (Danièle).
33 Robbes (Annick).
34 Pierre-Charles (Frantz).
35 Chasseur (Christian).
36 Garcia (Josette).
37 Rey (Jean-Louis).
38 Voiton (Jocelyne).
39 Dols (Alain).
40 Claisse (Nicole).
41 Gondral (Pierre).
42 Alarcon (Martin).
43 Chapus (Jeannine).
44 Leclere (Aliette).
45 Heckmann (Anny).
46 Conde (Monique).
47 Eggermann (Marlyse).
48 Nenert (Roland).
49 Gargar (Yolande).
50 Mompechin (Marie-Thérèse).
51 Pourel (Georges).
52 Loyrion (René).

Au titre du deuxième concours.

1 Schlatter (Louis).
2 Golmard (Pierre).
3 Marchand (Solange).
4 Minart (Jules).
5 Bœuf (Lucette).
6 Le Lay (Jeanne).
7 Clouche (Jacques).
8 Barrière (Jacqueline).
9 Brimeur (Eliette).
10 François-Haugrin (Zacharie).
11 Erard (Yvonne).
12 Milleville (Georges).
13 Thomasson (Jean).
14 Cazaux (Marie-Rose).
15 Pichon (René).
16 Le Moine (Marcelle).
17 Jolly (Françoise).
18 Fourneau (Josiane).
19 Heintz (Marie-Thérèse).
20 Troudet (Raymonde).
21 Roche (Mireille).
22 Choley (Jeanne).
23 Coulomb (Micheline).
24 Debar (Gabrielle).
25 Rouyer (Josèphe).
26 Maire (Suzanne).
26 Mathis-Devigne (Madeleine).
28 Muller (Suzanne).
29 Rayon (Michelle).
30 Bruneteau (Michelle).
31 Rivere (Elise).
32 Baron (Pierre).
33 Marchand (Janine).
34 Becouze (Jean).
34 Chantelat (Gérard).
36 Bourgoin (Georges).
37 Morel (Lucie).
38 Castro (Monique).
39 Galtaud (Josiane).
40 Vaussanvin (Nicole).
41 Cherrier (Jeannine).
42 Lévêque (André).
43 Guinet (Roger).
44 Martinet (Marthe).
45 Zingerle (Cyrille).
46 Patrigeon (Michèle).
47 Audouit (Paule).
48 Girard (Henry).
49 Bertin (Jean-Pierre).
50 Dubois (Thérèse).
51 Pastor (Jeanne).
52 Guilloux (François).
53 Seznec (Christiane).
54 Nayrolles (Aimée).
55 Legros (Anne-Marie).
56 Legros (Monique).
57 Cassez (Marcel).
58 Fedini (Jean).
59 Sorrodje (Marie-Antoinette).
60 Huet (Edmond).
61 Cornibe (Simone).
62 Hazebroucq (Liliane).
63 Baille (Odile).
64 Stoll (Marthe).
65 Mazières (Isabelle).
66 Patigniez (Claude).
67 Georges (Marcelle).
67 Trocellier (Léopold).
69 Lagneau (Marie).
70 Français (Janine).
71 Marquet (Henriette).
72 Gasmi Mohamed.
73 Decambron (Ghislaine).
73 Michel (Josette).
75 Laurans (Jacqueline).
76 Deleau (Marcelle).
77 Vernon (Elisabeth).
78 Brillat (Jean).
78 Guarino (Charles).
80 Erb (Julien).
81 Rouch (Firmine).
82 Baudot (Micheline).
83 Assemat (Jacques).
83 Serandour (Emile).
85 Pons (Germaine).
86 Teuma (Christiane).
87 Amsalhem (Paul).
88 Perruchot (Colette).
89 Gauchard (Christiane).
90 Sonnery (Maryse).
91 Baha Sidi Abed.
92 Beauvais (Germaine).
93 Rauzy (Yvette).
94 Pere (Jacqueline).
94 Royet (Edith).
96 Halopeau (Bernard).
96 Lahmer Mohamed.
98 Le Puil (Albert).
99 Pagneux (Colette).
100 Monnier (Simone).
101 Fourchon (Jacqueline).
102 Ganivet (André).
103 Besnier (Claude).
103 Pierson (Monique).
105 Ales (Jean).
106 Falhon (René).
107 Mommeja (Josette).
108 Malarbet (Georges).
109 Fontaine (Lucienne).
110 Dialbi (Marguerite).
111 Bizouard (Antoinette).
112 Bozo (Louise).
112 Ouvry (Laurence).
114 Marel (Arlette).
115 Roux (Marie-José).
116 Millet (Emilienne).
117 Devidal (Régine).
118 Uro (Isabelle).
119 Magnan (Jean-Marie).

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**Décret n° 61-1367 du 11 décembre 1961 modifiant les dispositions de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 relative à la majoration des pensions de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu la loi du 20 juillet 1886 relative à la caisse nationale de retraites pour la vieillesse ;

Vu la loi du 31 décembre 1895 relative à la majoration des pensions de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les dispositions des alinéas 1 et 3 de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 susvisée sont abrogées et remplacées par les dispositions réglementaires suivantes.

Art. 2. — L'actif du fonds de dotation créé par l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 pour le service des bonifications allouées aux titulaires des pensions exceptionnelles prévues par l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886, sera versé au Trésor et imputé à la ligne « Recettes accidentelles à différents titres » de produits divers du budget général pour l'année 1962.

Art. 3. — A partir du 1er janvier 1962, les sommes nécessaires pour assurer le service des bonifications visées à l'article 1er seront imputées sur le chapitre du budget du ministère des finances et des affaires économiques (Charges communes) afférent aux majorations de rentes viagères.

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 décembre 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Décret n° 61-1368 du 14 décembre 1961 relatif à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux personnels civils et militaires de l'Etat.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre délégué auprès du Premier ministre, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation des crédits pour 1961 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Il est attribué aux personnels civils et militaires de l'Etat se trouvant au 30 novembre 1961 en position d'activité ou détachés auprès d'une administration de l'Etat ou d'un établissement public de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel ou commercial une prime unique non soumise aux retenues pour pension au taux uniforme de 60 NF.

Le montant de cette prime est réduit dans la proportion où la rémunération principale afférente au mois de novembre 1961 se trouve réduite pour quelque cause que ce soit.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre délégué auprès du Premier ministre, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*
PIERRE GUILLAUMAT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Circulaire du 14 décembre 1961 du ministre délégué auprès du Premier ministre, n° 539 F. P., du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances, n° 59 F. 1, relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux personnels civils et militaires de l'Etat.**

Paris, le 14 décembre 1961.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances à Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat (directions chargées du personnel).*

Le décret n° 61-1368 du 14 décembre 1961 accorde à l'ensemble des personnels civils titulaires et non titulaires et militaires de l'Etat une prime unique non soumise aux retenues pour pensions d'un montant uniforme de 60 NF

Cette prime n'est attribuée qu'aux seuls personnels en position d'activité, au sens du chapitre Ier du titre VI de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ou détachés dans un emploi conduisant ou non à pension du régime général des retraites d'une administration de l'Etat ou d'un établissement public de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel ou commercial.

Les fonctionnaires en position de disponibilité ou en position hors cadre ne peuvent prétendre à l'attribution de cette prime unique.

Si les agents se trouvent dans une situation ouvrant droit au bénéfice de la prime mais dans laquelle ils ne perçoivent qu'un traitement réduit, fonctionnaires en congé de maladie ou de longue durée à demi-traitement par exemple, le montant de la prime est réduit dans la proportion où la rémunération principale elle-même se trouve réduite.

La constatation du droit à la prime de 60 NF se faisant au 30 novembre 1961, le droit à celle-ci est ouvert à tous les agents dont la cessation d'activité s'est produite postérieurement au 30 novembre 1961. Par contre, n'y ont aucun droit les agents recrutés après cette date.

L'attention des administrations est tout spécialement appelée sur l'intérêt qu'attache le Gouvernement au paiement immédiat de la prime unique de 60 NF. Cette prime sera payée pour sa valeur brute, les retenues pour la sécurité sociale auxquelles sa perception peut éventuellement donner lieu devant être précomptées ultérieurement sur le montant des rappels qui seront versés aux intéressés au titre de l'augmentation résultant du relèvement du traitement de base prenant effet du 1er janvier 1962.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*
PIERRE GUILLAUMAT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Affectation définitive au ministère des finances et des affaires économiques d'un bâtiment sis sur le territoire de la commune de Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes).**

Par arrêté du 30 novembre 1961, est affectée au ministère des finances et des affaires économiques (direction générale des douanes et droits indirects), en vue de l'installation d'un refuge pour les agents de la brigade locale des douanes, la construction d'un simple rez-de-chaussée, d'une superficie de 50 mètres carrés, édifiée au col des Fenestres, commune de Saint-Martin-Vésubie, sur la parcelle inscrite au cadastre sous le numéro 1 p de la section XV, tel au surplus que ce bâtiment figure sur le plan annexé au présent arrêté.

**Répartition de crédits.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 7 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1961,

Arrête

Art. 1er. — Est annulé sur 1961 un crédit de 925.000 NF applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrête

Art. 2. — Sont ouverts sur 1961 une autorisation de programme de 925.000 NF et un crédit de paiement de 925.000 NF applicables au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 1961.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du budget,*
RAYMOND MARTINET.

TABLEAU A

| SERVICE | CHAPITRE | CRÉDIT annulé. |
|---|---|---|
| | | Nouveaux francs. |
| FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES | | |
| I. — CHARGES COMMUNES | | |
| Participation de l'Etat à la réparation des dommages causés par la rupture du barrage de Malpasset..... | 37-96 | 925.000 |

TABLEAU B

| SERVICE | CHAPITRE | AUTORISATION de programme accordée. | CRÉDIT de paiement ouvert. |
|---|---|---|---|
| | | Nouveaux francs. | |
| TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS | | | |
| I. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS | | | |
| Routes et ponts. — Reconstruction et grosses réparations..... | 53-20 | 925.000 | 925.000 |

**Ouverture de crédits.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 21 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1961,

Arrête :

Art. 1er. — Les évaluations de recettes du budget annexe « Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles » pour 1961 sont augmentées d'une somme de 200.000.000 NF applicable à la ligne mentionnée dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1961 un crédit de 200.000.000 NF applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 1961.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du budget,*
RAYMOND MARTINET.

TABLEAU A

| SERVICE | LIGNE | MAJORATION de recettes. |
|---|---|---|
| | | Nouveaux francs |
| FONDS D'ORIENTATION ET DE RÉGULARISATION DES MARCHÉS AGRICOLES | | |
| Prélèvement sur le compte de réserve..... | 10 | 200.000.000 |

TABLEAU B

| SERVICE | CHAPITRE | CRÉDIT ouvert. |
|---|---|---|
| | | Nouveaux francs |
| FONDS D'ORIENTATION ET DE RÉGULARISATION DES MARCHÉS AGRICOLES | | |
| Régularisation et orientation des marchés.... | 44-91 | 200.000.000 |

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 25 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1961,

Arrête :

Art. 1er. — Les évaluations de recettes du compte d'affectation spéciale « Allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré » pour 1961 sont majorées d'une somme de 8.800.000 NF applicable à la ligne 1 (« Ventilation du produit de la taxe sur la valeur ajoutée ») de ce compte.

Art. 2. — Est ouvert, sur 1961, un crédit de paiement de 8.800.000 NF applicable au chapitre Ier (« Versement de l'allocation de scolarité ») du compte d'affectation spéciale « Allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement du premier degré ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 1961.

WILFRID BAUMGARTNER.

**Transfert du portefeuille de contrats d'une société de capitalisation.**

Par arrêté du 11 décembre 1961, est approuvé, dans les conditions prévues à l'article 11 du décret-loi du 14 juin 1938, le transfert à la société anonyme de capitalisation La Capitalisation, dont le siège social est à Paris, 3, rue Louis-le-Grand, de la totalité du portefeuille de contrats de capitalisation avec ses droits et obligations, de la société anonyme de capitalisation La Nation, dont le siège social est à Paris, 3, rue Louis-le-Grand.

**Remise de débets.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 novembre 1961 : page 10878, 1re colonne, 26e ligne, au lieu de : « 7.381,79 NF », lire : « 7.831,79 NF ».

## MINISTERE DES ARMEES

### Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 novembre 1961 :

Au grade d'officier.

Page 10297, 1re colonne :

Au lieu de :

« Cellier (Pierre-Joseph), maréchal des logis, artillerie, classe 1917, recrutement de Montpellier, mle 989. Chevalier de la Légion d'honneur du 28 juillet 1961 »,

Lire :

« Cellier (Pierre-Joseph), maréchal des logis, artillerie, classe 1917, recrutement de Montpellier, mle 989. Chevalier de la Légion d'honneur du 28 juillet 1918 ».

Au lieu de :

« Lenain (Ulysse-Emile), brigadier, artillerie, classe 1904, recrutement d'Avesnes, mle 2168. Chevalier de la Légion d'honneur du 5 novembre 1961 »,

Lire :

« Lenain (Ulysse-Emile), brigadier, artillerie, classe 1904, recrutement d'Avesnes, mle 2168. Chevalier de la Légion d'honneur du 5 novembre 1916 ».

Au grade de chevalier.

Page 10298, 1re colonne :

Au lieu de :

« Carré (Florentin), soldat, infanterie, classe 1917, recrutement de Soissons, mle 491. Médaillé militaire du 8 novembre 1926 »,

Lire :

« Carré (Florentin), soldat, infanterie, classe 1917, recrutement de Soissons, mle 491. Médaillé militaire du 7 juin 1928 ».

Page 10299, 2e colonne :

Au lieu de :

« Cusson (Edmond-René-Léon), soldat, infanterie, classe 1913, recrutement d'Argentan, mle 13-617-00130. Médaillé militaire du 7 octobre 1953 »,

Lire :

« Cusson (Edmond-René-Léon), soldat, infanterie, classe 1913, recrutement d'Argentan, mle 13-617-00180. Médaillé militaire du 7 octobre 1933 ».

Page 10300, 2e colonne :

Au lieu de : « Gabaron (Justin-Jean-Baptiste) », lire : « Garabron (Justin-Jean-Baptiste) ».

Au lieu de : « Gouinguenet (Jean-Marie-François) », lire : « Gouingeunet (Jean-Marie-François ».

Au lieu de : « Graillard (Pierre-Louis-Augustin-Eugène) », lire : « Grailard (Pierre-Louis-Augustin-Eugène) ».

Page 10301, 1re colonne :

Au lieu de : « Gyejasquot (Léon-Emile) », lire : « Gyejacquot (Léon-Emile) ».

Au lieu de :

« Jean (Louis-Auguste-Camille), sergent, infanterie de marine, classe 1914, recrutement de Mamers, mle 14-727-00120. Médaillé militaire du 8 novembre 1939 »,

Lire :

« Jean (Louis-Auguste-Camille), sergent, infanterie de marine, classe 1914, recrutement de Mamers, mle 14-727-00120. Médaillé militaire du 8 novembre 1929 ».

Page 10304, 1re colonne :

Au lieu de : « Raffali (Pierre) », lire : « Raffalli (Pierre) ».

Au grade d'officier.

Page 10306, 1re colonne :

Au lieu de : « Cathalifaud (François), infanterie », lire : « Cathalifaud (François), lieutenant, infanterie ».

Au lieu de : « Cerbellaud (Félix-Auguste) », lire : « Cerbellaud (Félix-Gustave) ».

Page 10307, 2e colonne :

Au lieu de :

« Labussière (Adrien-Nicolas), capitaine, infanterie. Chevalier de la Légion d'honneur du 28 octobre 1918 »,

Lire :

« Labussière (Adrien-Nicolas), capitaine, infanterie. Chevalier de la Légion d'honneur du 16 juin 1920 ».

Au lieu de :

« Leca (Dominique), capitaine, infanterie. Chevalier de la Légion d'honneur du 4 juin 1919 »,

Lire :

« Leca (Dominique), capitaine, infanterie. Chevalier de la Légion d'honneur du 14 juin 1919 ».

Page 10309, 1re colonne :

Après « Wargny (Ernest), lieutenant, infanterie. Chevalier de la Légion d'honneur du 20 août 1918. A été blessé et cité », rayer « Welter (François-Lucien), lieutenant, infanterie. Chevalier de la Légion d'honneur du 20 août 1918. A été blessé et cité ».

Au grade de chevalier.

Page 10316, 1re colonne :

Au lieu de :

« Vieubled (Marie-Eugène), sergent, infanterie, classe 1914, recrutement de Rouen, mle 964. Médaillé militaire du 9 octobre 1929 »,

Lire :

« Vieubled (Marie-Eugène), sergent, infanterie, classe 1914, recrutement de Rouen-Nord, mle 964. Médaillé militaire du 9 octobre 1918 ».

Même page, 2e colonne :

Au lieu de :

« Bigot (Maurice-Jules-René), sergent, infanterie, classe 1911, recrutement d'Argentan, mle 11-617-00237. Médaillé militaire du 29 décembre 1925 »,

Lire :

« Bigot (Maurice-Jules-René), sergent, infanterie, classe 1911, recrutement d'Argentan, mle 11-617-00237. Médaillé militaire du 29 décembre 1924 ».

### Décret du 29 novembre 1961 portant report de prise de rang d'officiers de l'armée active (armée de terre).

Par décret en date du 29 novembre 1961, la date de prise de rang dans leur grade est reportée au 1er octobre 1960 en ce qui concerne les officiers dont les noms suivent :

*Service du matériel de l'armée de terre.*

Cadre de direction.

MM. les ingénieurs de 3e classe :

Lerat (Noël-Nicolas).
Toulouse (David-Alberic-Achille).
Garnier (René-Jean).
Bouloc (Pierre-Robert).
Langlois (Jean-Claude-René-Yves-Marie).

### Décret du 29 novembre 1961 portant nominations et admissions dans les cadres des officiers de réserve de l'armée de terre.

Par décret du 29 novembre 1961 :

Sont nommés dans les cadres des officiers de réserve et affectés pour administration aux état-majors désignés ci-après, à compter du jour de leur radiation des cadres de l'armée active, les officiers retraités dont les noms suivent :

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

AU GRADE DE LIEUTENANT-COLONEL

1re *région militaire.*

Subdivision autonome de la Seine.

M. Rodier (Gabriel-Ferdinand). Vient de l'état-major de la zone Nord algérois.

8e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Clermont-Ferrand.

M. Tiersonnier (Jean). Vient du centre mobilisateur n° 80.

**Arme blindée et cavalerie.**

AU GRADE DE COLONEL

9e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Montpellier.

M. Noharet (Gustave-Albert-Philippe). Vient du centre d'instruction des divisions blindées.

AU GRADE DE CHEF D'ESCADRONS

3e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Nantes.

M. Brunet (Louis-Joseph-Pierre). Vient de l'école d'application de l'arme blindée-cavalerie.

6e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Nancy.

M. Rouy (Pierre). Vient du centre de tir d'engins blindés.

**Artillerie.**

AU GRADE DE COLONEL

2e *région militaire.*

Groupe de subdivisions d'Amiens.

M. Delannoi (Marcel-Paul). Vient du centre d'instruction des 35e régiment d'infanterie et 61e régiment d'artillerie antiaérienne.

5e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Perpignan.

M. Mariot (Lucien-Paul). Vient du commandement en chef des forces françaises en Allemagne.

**Train.**

AU GRADE DE COLONEL

8e *région militaire.*

Etat-major de région.

M. Bonnaire (Maurice-Alfred-Arsène), B. E. M. Vient de l'état-major de la 8e région militaire.

AU GRADE DE LIEUTENANT-COLONEL

3e *région militaire.*

Groupe de subdivisions du Mans.

M. Turlan (Jacques-Jean-Gabriel). Vient du centre d'instruction du train n° 153.

5e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Toulouse.

M. Latry (Georges-Ernest). Vient du commandement du train et de la direction des transports de la région territoriale et du corps d'armée de Constantine.

**Génie.**

Arme.

AU GRADE DE COLONEL

2e *région militaire.*

Subdivision autonome du Nord.

M. Peinnequin (André-Julien-Adolphe). Vient du commandement et de la direction régionale du génie de la 4e région militaire.

9e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Nice.

M. Veauville (André-Jean-Marie). Vient du commandement et de la direction régionale du génie de la 9e région militaire.

Sont admis dans les cadres des officiers de réserve, avec leur grade, et affectés pour administration aux états-majors désignés ci-après, à compter du jour de leur radiation des cadres de l'armée active, les officiers démissionnaires dont les noms suivent :

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

AVEC LE GRADE DE CAPITAINE

Rang du 1er juillet 1959.

1re *région militaire.*

Etat-major de région.

M. Maillard (Jean-Eugène-Marie), D. E. M. Vient du 81e régiment d'infanterie alpine.

Rang du 1er juillet 1960.

9e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Nice.

M. de Mercoyrol de Beaulieu (Henry-Alexandre-Marcel). Vient du 36e bataillon d'infanterie.

AVEC LE GRADE DE LIEUTENANT

Rang du 11 mai 1957.

4e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Limoges.

M. Ducoux (François-Louis). Etait en congé, administré par l'état-major du groupe de subdivisions de Limoges.

**Arme blindée et cavalerie.**

AVEC LE GRADE DE CAPITAINE

Rang du 31 décembre 1959.

1re *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Versailles.

M. Colin (Jean-René-Yves-Henri-Marie). Vient de la compagnie administrative régionale n° 1.

Rang du 1er avril 1961.

M. Viotte (Michel-Charles-Germain). Vient du 1er régiment de chasseurs à cheval.

**Artillerie.**

AVEC LE GRADE DE CAPITAINE

Rang du 1er avril 1961.

3e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Caen.

M. de Morel (Louis-Marie-Joseph-Jean). Vient de la compagnie administrative régionale n° 3.

**Génie.**

Arme.

AVEC LE GRADE DE CAPITAINE

Rang du 1er juillet 1959.

*Région territoriale et corps d'armée d'Alger.*

M. Gaeremynck (Pierre-Henri-Charles). Vient de la 67e compagnie du génie de zone.

Rang du 1er octobre 1960.

1re *région militaire.*

Subdivision autonome de la Seine.

M. Gazet (Jean-Louis). Vient du 6e régiment du génie.
M. Martin (Yves-André). Vient du 25e bataillon du génie de l'air.
M. Vecchiali (Paul). Vient de l'école polytechnique.

3e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Nantes.

M. Toublanc (Gabriel-André-Marie). Vient de l'école d'application du génie.

Rang du 1er avril 1961.

2e *région militaire.*

Groupe de subdivisions d'Amiens.

M. Leprince (Hubert-Roger-Michel). Vient du 25e bataillon du génie de l'air.

AVEC LE GRADE DE LIEUTENANT

Rang du 1er octobre 1958.

7e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Besançon.

M. Marin (Charles-Michel). Vient du 9e bataillon du génie.

Rang du 1er octobre 1960.

4e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Poitiers.

M. Boutineau (Claude-Adrien-Jean-Marie). Vient du 13e régiment du génie.

**Transmissions.**

Arme.

1re *région militaire.*

Subdivision autonome de la Seine.

AVEC LE GRADE DE CAPITAINE

Rang du 1er octobre 1959.

M. Courteix (Jacques-Roger). Vient de la compagnie administrative régionale n° 1.

Rang du 1er octobre 1960.

M. Cornille (Bernard-Raymond-Edouard). Vient de l'école polytechnique.

**Décret du 29 novembre 1961 portant report de la date de prise de rang d'un officier (armée de terre, active).**

Par décret en date du 29 novembre 1961, la date de prise de rang de M. Le Coz (Jean-Marc) dans le grade de capitaine d'administration du service de santé des troupes de marine est reportée et fixée au 1er janvier 1959.

**Décret du 29 novembre 1961 portant promotions et nominations dans les cadres des réserves de l'armée de l'air.**

Par décret en date du 29 novembre 1961, sont promus ou nommés, à compter du 1er juin 1961, aux grades ci-après les officiers et sous-officiers de réserve de l'armée de l'air dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement de l'année 1961 :

I. — CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DE L'AIR

A. — Cadre navigant.

*Au grade de colonel.*

M. le lieutenant-colonel Giraud (Eugène-Marcel), X. 2255, C. M. 223.

*Au grade de lieutenant-colonel.*

M. le commandant Chameroy (Jean-Gustave), X. 1034, C. M. 222.

*Au grade de commandant.*

M. le capitaine Maulandi (Pierre-Jacques), X. 3512, C. M. R. G. 229.

*Au grade de capitaine.*

MM. les lieutenants :

Cessou (André-Michel), X. 58730, C. M. 222.
Gorecki (Alain-Bernard), X. 52364, C. M. 221.
Chanoine (Pierre-Jean-Louis), X. 51908, C. M. 222.
Piquemal (Pierre-Félix), X. 53889, C. M. R. G. 229.
Lassus (Oscar-Jean), X. 56772, C. M. 222.
Barbier (Pierre-Charles-Jean), X. 56259, C. A. 02/210.
Nottéghem (Louis-Henri-Alfred), X. 50584, C. M. 221.
Durand (Georges-Emile-Gabriel), X. 54735, C. A. 02/106.
Perez (Fernand-Gabriel), X. 56368, C. M. 225.
Farman (Lexis-Francis), X. 53679, B. A. 01/107.

*Au grade de sous-lieutenant.*

L'adjudant-chef Pratz (Yves), X. 70940, C. M. 222.
L'adjudant Crole (Charles-Louis), X. 70941, C. M. 225.
Le sergent-chef Alet (Roger-Alfred-Mathieu), X. 70942, C. M. 225.

B. — Cadre sédentaire.

*Au grade de colonel.*

MM. les lieutenants-colonels :

Lefebvre de Maurepas (Jean-Gabriel-Georges-Armand), X. 10020, C. M. 224.
Varry (Jean-Auguste-Henri), X. 5145, C. M. 224.
Cecille (Maurice-Jules-Arthur), X. 996, C. M. 223.

*Au grade de lieutenant-colonel.*

MM. les commandants :

Rodet (Paul), X. 54098, C. M. 223.
Vanheirbeck (René-Jean), X. 5133, C. M. 224.
Genet (Gustave-Sosthène-Olivier), X. 2171, C. M. 221.
Revel (Guy-Antoine), X. 4410, C. M. 223.
Houde (Jean-François-Edmond), X. 2624, C. A. T. A. 860.

*Au grade de commandant.*

MM. les capitaines :

Georgeon (Roger-Etienne), X. 6101, C. M. 224.
Villaume (Aimé-Gaston-Roger), X. 7062, C. M. 221.
Larrieu (Joseph-Auguste-Léo), X. 2975, C. M. 225.
Fouque (Emile-Georges-Victor), X. 2001, C. M. 223.
Dupuch-Drances (Norbert), X. 1746, C. M. 223.
Bonhivers (Jacques), X. 592, C. M. 222.
Juif (Albert-Henri), X. 6273, C. M. 224.
Petitpain (Pierre-Louis-Fernand), X. 4091, C. M. 222.
Troquereau (Fabien-Pierre-Jacques-Christian), X. 5072, C. M. 223.

*Au grade de capitaine.*

MM. les lieutenants :

Vidal (Guillaume-Marius), X. 55694, C. M. 224.
Boyer (Pierre-Emile-Dominique), X. 746, C. M. 225.
D'Herbemont (Roland-Marie-Stanislas-Guy-Bérenger), X. 52130, C. M. 222.
Dejean (Jacques-Guillaume), X. 1464, C. M. 223.
Picot (Joseph-Valentin-Henri), X. 55837, C. M. 224.
Argagnon (Armand-Isidore), X. 51571, C. M. 222.
Benait (Pierre-Stéphane), X. 55096, C. M. 224.
Milan (Henri-Robert-Camille), X. 3659, C. M. 221.
Marais (Roger-Emile-Lucien), X. 55476, C. M. 223.
Lecerf (Roger), X. 52651, C. M. 222.
Carion (Gaston-René), X. 51870, C. M. 222.
Watbled (Marius-René), X. 50508, C. M. 221.

II. — CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DES BASES DE L'AIR

*Au grade de commandant.*

MM. les capitaines :

Didelle (Fernand-Georges), X. 5940, C. M. 222.
Goumard (Ernest-Roger-Raymond), X. 2322, C. M. 223.
Maginot (Henri-René), X. 6455, C. M. 221.

*Au grade de capitaine.*

MM. les lieutenants :

Clapier (Bernard-Alexandre), X. 51948, C. M. 222.
Marault (Louis-Adrien), X. 60025, C. M. 224.
Christophe de Lamotte Guery (Jean-Roger), X. 60040, D. T. O. 30/540.
Gallot (Michel-Jean-Pierre), X. 60942, C. M. 222.
Delagoutte (André), X. 55248, C. M. 224.
Foret (Gaston-Georges), X. 54432, C. M. R. G. 229.
Louvet (Léon-Martin-François), X. 67088, C. M. 225.
Journe (Henri-Octave-Edmond), X. 52535, C. M. 222.
Glandas (Raymond-Louis-Pierre), X. 52358, C. M. 222.
Lefevre (Francis-Auguste), X. 52674, C. M. 222.
Depuiset (René-André-Camille), X. 52095, C. M. R. G. 229.
Leclercq (Albert-Christian), X. 53779, C. M. 225.
Balenbois (Jacques-Jean-Georges), X. 65676, C. M. 222.
Popoff (Georges), X. 53894, C. M. 222.
Roucoux (Jean-René-Marie), X. 53919, C. M. 222.
Young (Yves-Harry), X. 53999, C. M. 222.
Boide (André-Jules-Urbain), X. 10308, C. M. 223.
Hawadier de Saint-Jean-d'Acre (Yvan-Marie-Henri-Joseph), X. 55779, C. M. 224.
Dévernois (Guy-Jean-Barthélemy), X. 53637, C. M. 222.
Allegre (Jean-Charles-Léon), X. 55706, C. M. 224.
Danielou (Roland-Charles-Yves), X. 53606, C. M. 222.
Frebet (Claude-Julien-Lucien), X. 57259, C. M. 222.
Boucly (Raymond-Marcel-Charles), X. 57253, C. M. 222.
Bihan (Jean-Louis), X. 57251, C. M. 222.
Levi (Jacques), X. 58218, C. M. 225.
Roy (Dominique), X. 59359, C. M. 222.
Leclercq (Guy-Gustave), X. 57904, C. M. R. G. 229.
Decaillet (Guy-Ernest-Eugène), X. 58213, C. M. 225.
Villiers (Maxence-Jules-Marie-Albert), X. 59006, C. M. 222.
Godlewski de Gozdawa (Stanislas-Michel-Marie-François-André), X. 58953, C. M. 222.
Mole (Claude-Raymond-Jacques), X. 57941, C. M. 222.
Germain (Jacques-Henri), X. 58947, C. M. 222.
Pellevoizin (Guy-Jacques-Roger), X. 57963, C. M. 222.
Haizet (Patrick-Félix-Ernest), X. 57875, C. M. 222.
Terrentroy (Georges-Louis-Fortuné), X. 58195, C. M. R. G. 229.
Miellet (Gabriel), X. 57726, C. M. 223.
Klein (Pascal), X. 58342, C. M. 222.
Clement (Gaston-Serge), X. 58126, C. M. 221.
Payet (Maurice-Jean), X. 58989, C. M. 222.
Secretain (Pierre-Emmanuel-Jean), X. 58004, C. M. 222.
Capitrel (Claude), X. 57800, C. M. 224.
Varlet (Jean-Pierre-Henri), X. 57747, C. M. 221.
Aillot (Jacques-Victor-Henri), X. 57652, C. M. 222.
Cornaglia (Dominique-Louis-Joseph), X. 58605, C. M. 224.

*Au grade de sous-lieutenant.*

L'aspirant Jegu (Jean-Marie-Paul-Henri), X. 70943, C. M. 222.

Les adjudants-chefs :

Gabriel (Georges-Maurice), X. 70944, C. M. 222.
Meynsan (Jean-Maxime-Abraham), X. 70945, C. M. 223.
Cornuau (Jacques-Robert-Christian), X. 70946, C. M. 225.
Marie (Henri-Léon), X. 70947, C. M. 222.
Cazac (Abel-Jean-Baptiste), X. 70948, C. M. 224.

III. — CORPS DES OFFICIERS MÉCANICIENS DE RÉSERVE DE L'AIR

*Au grade de colonel.*

MM. les lieutenants-colonels :

Morel (Henri-Charles-Jean), X. 3760, C. M. 224.
Vidal (Jean-Pierre), X. 7053, C. M. 224.

*Au grade de lieutenant-colonel.*

MM. les commandants :

Bougnoux (Aimé-Marcel), X. 659, C. M. 223.
Dispot (Marcel-Marie-André), X. 1614, C. M. 223.

*Au grade de commandant.*

MM. les capitaines :

Jego (Georges-Léon-Henri), X. 2723, C. M. 222.
Andrau (Charles-Georges), X. 076, C. M. 224.
Maignal (Elie-René-Thierry), X. 03323, C. M. 224.
Hubac (René-Camille), X. 6226, C. M. 222.
Jeannin (Henri-Georges-Emile), X. 6263, C. M. 221.
Nadaud (Henri-Jean), X. 3839, C. M. 221.
Quinemant (Roger-Jean), X. 4302, C. M. 221.
Bouvet (François-Georges-Edouard), X. 0735, C. M. 222.
Bouriau (Robert), X. 701, C. M. 223.
Brunier (Jean), X. 5696, C. M. 223.

*Au grade de capitaine.*

MM. les lieutenants :

Delangre (Claude-Roger), X. 52070, C. M. 225.
Armand (Georges-Jean-Marius), X. 55061, C. M. 224.
Guilhembaque (Pierre), X. 53725, C. M. 223.
Faugier (Georges-Emile-Marie), X. 55754, C. M. R. G. 229.
Jacquot (Jean-André), X. 50558, C. M. 221.
Lecuyer (Louis-René-Paul), X. 53784, C. M. 222.
Guyot (Marcel-Henri), X. 10115, C. M. 223.
Mathieu (Marcel-Etienne), X. 58220, C. M. 225.
Penna (Guy-Alphonse-Antonin), X. 59088, C. M. 223.
Marcus (Guy-Roger), X. 57925, C. M. 221.
Chabrolles (Lucien-Marcel), X. 58120, C. M. 221.
De Fouquet (Marie-Gaston-Francisco-Jacques), X. 58061, C. M. 223.
Issanchou (Marcel-Gilbert), X. 60048, C. M. 225.

*Au grade de sous-lieutenant.*

Les adjudants-chefs :

Boutet (Maurice), X. 70949, C. M. 222.
Richard (Jean-Marc), X. 70950, C. M. 223.
Campo (Gabriel-Xavier), X. 70951, Z. O. M. 3.
Imbert (Pierre-Charles), X. 70952, C. M. 224.
Bernasconi (René-Edgard), X. 70593, C. M. 224.
Boudon (Rolland-Henri-Marcelin), X. 70954, C. M. 222.
Brau (Armand-Jean), X. 70955, C. M. R. G. 229.
Lastapis (Raymond-Henri-Jean), X. 70956, C. M. 222.
Girodolle (Jean), X. 70957, C. M. 223.
Pecher (Fernand-Louis-Félix), X. 70958, C. M. 222.
Grimoult (Henri-Alphonse), X. 70959, C. M. 225.
Umbert (Robert-Nicolas), X. 70960, C. M. 225.
Melin (Félix-Jean-Henri), X. 70961, C. M. 225.
Jacono (Roger-Louis), X. 70962, C. M. 225.

IV. — CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'AIR

*Au grade de lieutenant-colonel.*

M. le commandant Rolland (André-Henri-Octave), X. 4514, C. M. 224.

*Au grade de commandant.*

MM. les capitaines :

Trotreau (Pierre), X. 5073, C. M. 224.
Laffargue (Pierre-Paul-Jean-Germain), X. 2878, C. M. 223.
Leproux (Robert-Victor), X. 06408, C. M. 222.
Teule (Victor-Edouard), X. 4951, C. M. 223.

*Au grade de capitaine.*

MM. les lieutenants :

Seon (Pierre), X. 8388, C. M. R. G. 229.
Deiber (Edgard-Alfred), X. 56303, C. M. 225.
Dobrousse (Roger-Pierre), X. 53641, C. M. 222.

*Au grade de sous-lieutenant.*

Les adjudants-chefs :

Puissant (Roger-Etienne), X. 70963, C. M. 223.
Broussou (René-Louis-Maurice), X. 70964, C. M. 223.

V. — CORPS DES COMMISSAIRES DE RÉSERVE DE L'AIR

*Au grade de commissaire capitaine.*

MM. les commissaires lieutenants :

Reyman (Michel-Boris), X. 59912, C. M. 222.
Levy (Gérard-Francis), X. 60451, C. M. 222.
Jamet (Jacques-Maurice-Louis), X. 60968, C. M. 224.

---

**Décret du 29 novembre 1961 portant nominations au grade de sous-lieutenant de réserve de l'armée de l'air.**

Par décret en date du 29 novembre 1961, sont nommés au grade de sous-lieutenant de réserve, pour prendre rang aux dates ci-après, les aspirants dont les noms suivent :

I. — CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DE L'AIR

Cadre navigant.

Rang du 1er juin 1961.

MM.

Terrisse (Jacques-Louis-Henri), X. 70965, C. M. 228.
Arnaud (Louis-Etienne-Ernest-Marie), X. 70966, C. M. 223.
Lelchat (Yves), X. 70967, C. M. 222.

Rang du 1er décembre 1961.

MM.

Fieschi (Ambroise-Ferdinand-Henri), X. 70968, C. M. 224.
Satge (Georges-Henri), X. 70969, C. M. 228.
Postel (Michel), X. 70970, C. M. R. G. 229.

II. — CORPS DES OFFICIERS DE RÉSERVE DES BASES DE L'AIR

Rang du 1er juin 1961.

MM.

Muzio (Léonard-Albert), X. 70971, C. M. 223.
Cormier (Jean-Emile), X. 70972, C. M. 222.
Jorandon (Marc-Louis), X. 70973, C. M. 225.
Pavy (Daniel-Gustave-Gabriel), X. 70974, C. M. 222.
Baumann (André-Emile-René), X. 70975, C. M. 221.
Coulot (Gilbert-François-Auguste), X. 70976, C. M. 221.
Depasse (Edouard-Antoine), X. 70977, C. M. 222.
Mercier (Yves-Robert-François), X. 70978, C. M. 221.
Ottaviani (Marius-Michel-Albert), X. 70079, C. M. 224.
Vidal (Marcel-Louis), X. 70980, C. M. R. G. 229.
Merle (Georges-Marius), X. 70981, C. M. R. G. 229.
Dubois (Maurice-Francis-Augustin), X. 70982, C. M. 222.
Pic (Adrien-Raphaël), X. 70.983, C. M. 224.
Girard (Paul-Charles-Marie), X. 70.984, C. M. R. G. 229.
Jamet (Guy-André-Simon), X. 70.985, C. M. 222.
Billard (André-Eugène), X. 70.986, C. M. 222.
Plait (Jacques), X. 70.987, C. M. 222.
Becker (Etienne-Bernard), X. 70.988, C. M. 224.
Yelnik (Georges-Vladimir), X. 70.989, C. M. R. G. 229.
Frey (Michel-Dory), X. 70.990, C. M. R. G. 229.
Greaud (Pierre-Jacques), X. 70.991, C. M. 225.
Roland (Raymond), X. 70.992, C. M. 222.
Buisson (Paul-Auguste), X. 70.993, C. M. 223.
Calvet (Jacques-François-Ellen), X. 70.994, C. M. 223.
Collin (Yves-Armel-Eugène-Marie), X. 70.995, C. M. 222.
Bidault (René-Stéphane-Claude), X. 70.996, C. M. R. G. 229.
Pradier (Pierre-Antoine-Louis-Jean-Marie), X. 70.997, C. M. 223.
Latrasse (Roger), X. 70.998, C. M. R. G. 229.
Grandmougin (Pierre), X. 70.999, C. M. R. G. 229.
Neyrinck (Jacques-Henri), X. 71.000, C. M. 222.
Vallet (Henri-Joseph-Constant), X. 71.001, C. M. 222.
Brogniart (Léon), X. 71.002, C. M. 222.
Baratier (Edouard-Marie-Georges), X. 71.003, C. M. 224.

Rang du 1er décembre 1961.

MM.
Davy (Henri-Jean-Marie), X. 71.004, C. M. 224.
Guieu (Gaston-Jean-Baptiste-Marius), X. 71.005, C. M. 224.
Pourtier (Jacques-Marius), X. 71.006, C. M. 224.
Cathagne (André-Louis), X. 71.007, C. M. 224.
Maubert (Jean-Marie-Paul), X. 71.008, C. M. 224.
Lasolgne (Lucien-Adrien-Auguste), X. 71.009, C. M. 225.
Couturier (Jean-Louis), X. 71.010, C. M. 224.
Catinaud (Jean-Roger), X. 71.011, C. M. 222.
Gabet (Hyppolite-Jean-Baptiste), X. 71.012, C. M. 222.
Menard (Roger-Adophe), X. 71.013, C. M. 222.
Dire (Paul), X. 71.014, C. M. 222.
Plateau (Claude-Nicolas-Charles), X. 71.015, C. M. 222.
Chevrot (Jean-Marie-François), X. 71.016, C. M. 224.
Rouyer (Roger-Henri), X. 71.017, C. M. 224.
Aubree (Louis-Paul-Léon), X. 71.018, C. M. 222.
Husson (André), X. 71.019, C. M. 221.
Nicol (Robert), X. 71.020, C. M. R. G. 229.
Blanc (Pascal-Sylvain), X. 71.021, C. M. 222.
Bouilloud (Pierre-Constant-Julien), X. 71.022, C. M. 224.
Bourdin (Raymond-Emile), X. 71. 023, C. M. 224.
Besson (Robert-Louis-Antonin), X. 71.024, C. M. 224.
Brun (Gabriel-Henri-Noël), X. 71.025, C. M. R. G. 229.
Termoz-Mazan (Maurice-Joseph), X. 71.026, C. M. 224
Andreetti (Guy-Henri), X. 71.027, C. M. R. G. 229.
Donnadieu (Henri), X. 71.028, C. M. 224.
Thibaud (Jacques-Jean), X. 71.029, C. M. 224.
Vergnes (Maurice-Edouard), X. 71.030, C. M. R. G. 229.
Cousteau (Yves-Marc-Pascal), X. 71.031, C. M. 224.
Magniez (Jean-Etienne), X. 71.032, C. M. 222.
Peyron (Louis-Laurent), X. 71.033, C. M. 224.
Escande (Jacques), X. 71.034, C. M. 223.
Roussel (Robert-Henri-Louis), X. 71.035, C. M. 222.
Pomerance (Robert), X. 71.036, C. M. 222.
Durenne (Jean-Baptiste), X. 71.037, C. M. 221.
Belle (Emmanuel), X. 71.038, C. M. 222.
Fanton (Paul-Louis), X. 71.039, C. M. 224.
Hiver (Marcel-Henri), X. 71.040, C. M. 222.
Coffin (Joseph-Victor-Louis), X. 71.041, C. M. 222.
Buchotte (Jean-Claude), X. 71.042, C. M. 222.
Caux (Gérard-Pierre-Albert), X. 71.043, C. M. 222.
Constant (François-Alexandre-Jean), X. 71.044, C. M. 222.
Cremer (Philippe-Jean-Marie-Robert), X. 71.045, C. M. 222.
Cuisin (Robert-Marcel), X. 71.046, C. M. 222.
Ginet (Robert-Georges-Pierre), X. 71.047, C. M. 224.
Goux (Robert-Etienne-Edmond), X. 71.048, C. M. 224.
Lenfant (Michel-Henri), X. 71.049, C. M. 222.
Minot (Didier-Charles-Félix), X. 71.050, C. M. 222.
Morellet (Joseph-André), X. 71.051, Z. O. M. 2.
Pujol-Latour (Fernand-Etienne-Louis), X. 71.052, C. M. 222.
Richard (Emile-Jean), X. 71.053, C. M. 221.
Vallon (Pierre), X. 71.054, C. M. 224.
Vibert (Jules-Paul), X. 71.055, C. M. 222.
Affre de Saint-Rome (Denis-Marie-Joseph-Louis), X. 71.056, C. M. 222.
Aubert (Marcel-Henri), X. 71.057, C. M. 221.
Bayard (Roger-Louis-Jean), X. 71.058, C. M. 224.
Bouteloup (Gustave-Gaston-Louis-Bernard), X. 71.059, C. M. 222.
Dhuesme (Jacques-Félix), X. 71.060, C. M. 222.
Imbault (Jacques-André-Ignace), X. 71.061, C. M. 222.
Lollier (Pierre-Edmond), X. 71.062, C. M. 222.
Rouchaleau (Robert), X. 71.063, C. M. 222.
Evrard (Henri-Roger), X. 71.064, C. M. 222.
Rollet (Jean-Maurice-Louis), X. 71.065, C. M. 222.
Barrau (Jean-Henri-David), X. 71.066, C. M. 222.
Becker (Guy-Jean-Pierre), X. 71.067, C. M. 222.
Langneaux (Pierre-Roger-François), X. 71.068, C. M. 222.
Rolion (Bernard-André-Lucien), X. 71.069, C. M. 222.
Bruel (Robert-Paul), X. 71.070, C. M. 224.
Petit (Pierre-Lucien-Antoine), X. 71.071, C. M. 221.
Beuriat (Maurice), X. 71.072, C. M. 222.
Baldeck (Albert-Edmond), X. 71.073, C. M. 221.
Beslier (Alain-Marie-Joseph), X. 71.074, C. M. 222.
Bonnichon (Serge), X. 71.075, C. M. 222.
Bouhier (Charles-Augustin-Jean-Marie), X. 71.076, C. M. 222.
Brias (Claude-Jean-Marie-Léon), X. 71.077, C. M. 223.
Briquet (Yves-François-Célestin-Joseph), X. 71.078, C. M. 222.
Cram (Jean-René-Eugène), X. 71.079, C. M. 222.
Di Roma (Paul-Lucien-Janvier), X. 71.080, C. M. 222.
Duclay (Jacques-Eugène-Léon), X. 71.081, C. M. R. G. 229.
Farthouat (Bernard-Raoul), X. 71.082, C. M. R. G. 229.
Geeraert (Guy-Edmond-Louis), X. 71.083, C. M. 222.
Kieffer (Marc-Georges-Marie), X. 71.084, C. M. 222.
Laitem (François-Isidore-Alfred), X. 71.085, C. M. 222.
Leroy (Antoine-Marie-Paul), X. 71.086, C. M. 221.
Matra (Maurice), X. 71.087, C. M. 224.
Mazoyer (Edmond-Ode-Roger-Maxime), X. 71.088, C. M. 224.
Meeus (Claude-Henri), X. 71.089, C. M. 222.
Meyer (Lucien-Antoine-Henri), X. 71.090, C. M. 221.
Muckensturm (Joseph-Louis-François), X. 71.091, C. M. 221.
Robiquet (Edouard-Etienne), X. 71.092, C. M. 222.
Roth (Pierre-Louis), X. 71.093, C. M. 221.
Tenenbaum (William), X. 71.094, C. M. 221.
Tourne (Gilbert-Jean), X. 71.095, C. M. 222.
Veyret (Raymond-Maurice-Georges), X. 71.096, C. M. 224.
Vial (Claudius-Raymond), X. 71.097, C. M. 222.
Cabedoce (Bernard-François-Jacques), X. 71.098, C. M. 222.
Armand (Daniel-Robert), X. 71.099, C. M. 222.
Hebinger (Joseph-Marie), X. 71.100, C. M. 221.
Mourey (Claude-Lucien), X. 71.101, C. M. 224.
Oberndorfer (Louis-Joseph-Jules), X. 71.102, C. M. 225.

III. — Corps des officiers mécaniciens de réserve de l'air

Rang du 1er juin 1961.

MM.
Gros (Maurice-Georges-Marie-Marcel), X. 71.103, C. M. R. G. 229.
Martel (Jean-Baptiste-Pierre-Fabien-André), X. 71.104, C. M. 224.
Vernet (Jean), X. 71.105, C. M. R. G. 229.
Poinsard (Henri-Charles-Gaston), X. 71.106, C. M. 222.
Borne (Jean-Paul-Georges), X. 71.107, C. M. R. G. 229.
Pommerolle (Georges), X. 71.108, C. M. 222.
Heubes (Claude-Paul), X. 71.109, C. M. 222.

Rang du 1er décembre 1961.

MM.
Guggemos (Jean-Charles), X. 71.110, C. M. R. G. 229.
Heubes (Jean-Jacques), X. 71.111, C. M. R. G. 229.
Michaud (Hubert-Georges-Roger), X. 71.112, C. M. 222
Ognier (Elie-Fernand), X. 71.113, C. M. 222.
Stutzmann (Louis-Auguste), X. 71.114, C. M. 221.
Vançon (Gilbert-Paul), X. 71.115, C. M. 222.
Boizard (Robert-André), X. 71.116, C. M. 222.
Fournier (Antony-Pierre-André), X. 71.117, C. M. 222.
Petricenko (Michel), X. 71.118, C. M. 222.
Deneuville (Jehan-Marie-André), X. 71.119, C. M. 222.
Ansel (Robert-Yves-René), X. 71.120, C. M. 224.
Desurvire (Raymond-Auguste-Louis-Eugène), X. 71.121, C. M. 222
Gerardin (Jean-Jacques), X. 71.122, C. M. 221.
Mersch (Roger-Séraphin), X. 71.123, C. M. 222.
Raibaut (Emile-Michel-Louis), X. 71.124, C. M. 221.
Thomas (Pierre-Emile), X. 71.125, C. M. 222.
Gaufres (Henry-Elie), X. 71.126, C. M. 224.
Pradere (André-Jean-Siméon), X. 71.127, C. M. 224.
Brasset (Yves-Pierre-Marie), X. 71.128, C. M. 222.

IV. — Corps des officiers de réserve des services administratifs de l'air

Rang du 1er juin 1961.

MM.
Even (Emile), X. 71.129, C. M. 222.
Frenkel (Alexandre), X. 71.130, C. M. 222.
Roussin (Henri-Georges-Alexandre), X. 71.131, C. M. 224.

Rang du 1er décembre 1961.

MM.
Georgeault (Louis-Joseph-Henry), X. 71.132, C. M. 222.
Stoquart (Michel-Léon), X. 71.133, C. M. 222.
Vatin (Michel-Albert), X. 71.134, C. M. 222.
Bitot (Lucien-Klébert), X. 71.135, C. M. 223.
Lamy (Jean-Jacques-Pierre), X. 71.136, C. M. 221.
Marchal (Gaston-Louis), X. 71.137, C. M. 222.
Sem (Jean-Claude), X. 71.138, C. M. 223.

---

**Décret du 29 novembre 1961 portant promotion d'officiers de l'armée active.**

Par décret en date du 29 novembre 1961 :

Sont promus, à titre définitif, pour prendre rang du 1er décembre 1961, les officiers de l'armée active désignés ci-après :

**Service de santé des armées.**

ARMEE DE TERRE

I. — Médecins

*Au grade de médecin colonel.*

Les médecins lieutenants-colonels :

MM. Bigou (Dominique-Pierre). — Organisation.
Dumont (René-Marie-Maurice). — Organisation.
Maupin (Bernard). — Organisation.

*Au grade de médecin lieutenant-colonel.*

Les médecins commandants :

M. Peretti (Joseph-Pierre-Sabien-Noël-Antoine), en remplacement de M. Bigou, promu.

M. Receveur (Emile-Albert-René), en remplacement de M. Dumont, promu.

M. Renault (Roger-Henri), en remplacement de M. Maupin, promu.

M. Vittori (Jean-Baptiste), en remplacement de M. Pourpre, retraité.

II. — PHARMACIENS

*Au grade de pharmacien commandant.*

Les pharmaciens capitaines :

(Choix.) M. Goguillot (Jean-René-Marie). — Organisation.

(Ancienneté.) M. Hubert (Michel-Jules-Eugène-André). — Organisation.

(Choix.) M. Douzou (Pierre-Jules), hors cadres.

ARMEE DE MER

MÉDECINS

*Au grade de médecin en chef de 1re classe.*

M. le médecin en chef de 2e classe Michel (Victor-Jean), port matriculaire Toulon. — Organisation.

*Au grade de médecin en chef de 2e classe.*

M. le médecin principal Boisson (Georges-Henri), port matriculaire Brest, en remplacement de M. Michel, promu.

ARMEE DE L'AIR

PHARMACIENS

*Au grade de pharmacien commandant.*

2e tour (choix). M. le pharmacien capitaine Krebel (Paul). — Organisation.

**Service des essences des armées.**

CORPS DES INGÉNIEURS DES TRAVAUX

*Au grade d'ingénieur de 2e classe des travaux.*

Les ingénieurs de 3e classe des travaux :

MM. Gaudin (Roger-François-Pierre).
Corcuff (Charles).

Est promu, à titre définitif, pour prendre rang du 1er décembre 1961, dans les cadres de l'armée active :

**Service de santé des armées.**

ARMEE DE TERRE

*Au grade de pharmacien commandant.*

Hors tour (ancienneté). M. le pharmacien capitaine Richard (André-Félix-Raoul), en disponibilité.

---

**Décret du 29 novembre 1961 portant nominations dans le corps des ingénieurs militaires des essences (active).**

Par décret en date du 29 novembre 1961, sont nommés au grade d'ingénieur militaire ordinaire des essences (active) :

Pour prendre rang du 1er octobre 1961.

Les ingénieurs des travaux des essences :

MM. Nirascou (Lucien-Claude-Justin).
Guillaume (René-Léon-Marie-Michel).
Couillaud (Christian-Francis).

---

**Décret du 29 novembre 1961 portant promotions dans le cadre de réserve du service des poudres.**

Par décret en date du 29 novembre 1961, sont promus, pour prendre rang du 1er juillet 1961 :

*Au grade d'ingénieur militaire de 1re classe de réserve des poudres.*

M. l'ingénieur militaire de 2e classe de réserve Besnard (Maurice-Charles), de la poudrerie nationale de Toulouse.

*Au grade d'ingénieur chimiste en chef de réserve du service des poudres.*

M. l'ingénieur chimiste principal de réserve Boivin (Marcel-Jules-René), du laboratoire central des poudres.

*Au grade d'ingénieur chimiste principal de réserve du service des poudres.*

M. l'ingénieur chimiste de 1re classe de réserve Appert (Jean-Marie-Henri), de la poudrerie nationale de Bergerac.

*Au grade d'ingénieur principal des travaux de poudrerie de réserve.*

MM. les ingénieurs de 1re classe des travaux de poudrerie de réserve :

Feugère des Forts (Jacques-Joseph-Maurice), de la poudrerie nationale de Toulouse.
Jayles (Paul), de la poudrerie nationale de Toulouse.
Billiault (Marc-Eugène), de la poudrerie nationale de Sorgues.
Morlock (Jean-Louis), de la poudrerie nationale de Saint-Chamas.
Gayer (Georges-Marcel), de la poudrerie nationale de Sorgues.

*Au grade d'ingénieur de 1re classe des travaux de poudrerie de réserve.*

MM. les ingénieurs de 2e classe des travaux de poudrerie de réserve :

Le Tellier (Paul-Adolphe), de la poudrerie nationale de Toulouse.
Castagnet (Gustave-Maurice), de la poudrerie nationale de Saint-Chamas.
Fric (Marcel-Pierre), du centre d'études du Bouchet.
Avice (Marcel-Emile-Auguste), de la poudrerie nationale de Saint-Médard.
Antonelli (Charles-Claude-Louis), de la poudrerie nationale de Sevran-Livry.
Champeau (André-Albert-Jean), du centre d'études du Bouchet.
Werner (Raoul-César), de la poudrerie nationale d'Angoulême.
Morin (Lucien-Charles-Joseph), de la poudrerie nationale de Sevran-Livry.
Surmely (Ernest-Joseph-Charles), de la poudrerie nationale de Bergerac.

*Au grade d'officier d'administration en chef de réserve du service des poudres.*

MM. les officiers d'administration principaux de réserve :

Valette (Roger-Vincent-André), de la poudrerie nationale de Saint-Médard.
Couton (Paul-Gaëtan), de la poudrerie nationale de Sorgues.

*Au grade d'officier d'administration principal de réserve du service des poudres.*

M. l'officier d'administration de 1re classe de réserve Meyrignac (Marie-Marcel-Philippe), du laboratoire central des poudres.

*Au grade d'officier d'administration de 1re classe de réserve du service des poudres.*

MM. les officiers d'administration de 2e classe de réserve :

Geerts (Fernand-André), de la poudrerie nationale de Sevran-Livry.
Durr (Maurice-Alexandre), de la poudrerie nationale de Sevran-Livry.
Merlen (Eugène-Arnould-Joseph), de la poudrerie nationale d'Esquerdes.

---

**Décret du 29 novembre 1961 portant promotion d'officiers d'active du service de la justice militaire.**

Par décret en date du 29 novembre 1961, sont promus à titre définitif, pour prendre rang du 1er décembre 1961, les officiers de l'armée active désignés ci-après :

**Justice militaire.**

CORPS DES MAGISTRATS MILITAIRES

*Au grade de magistrat militaire de 1re classe.*

M. le magistrat militaire de 2e classe Rosbert (Henri), en remplacement de M. Viboud, retraité.

*Au grade de magistrat militaire de 2e classe.*

M. le magistrat militaire de 3e classe Gremaud (Xavier-Paul-Pierre-Marie), en remplacement de M. Rosbert, promu.

CORPS DES OFFICIERS GREFFIERS

*Au grade d'officier greffier principal.*

M. l'officier greffier de 1re classe Dugas (Gustave-Pierre). — Organisation.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret n° 61-1369 du 11 décembre 1961 relatif à l'exclusion des étudiants à la suite d'échecs aux examens.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 49-697 du 24 mai 1949 portant réforme des études de chirurgie dentaire (art. 6 et 12) ;

Vu le décret n° 52-293 du 5 mai 1952 modifiant le décret du 6 mars 1934 relatif aux études médicales ;

Vu le décret n° 52-294 du 5 mars 1952 modifiant le décret du 4 mai 1937 relatif au régime des études afférentes au diplôme de pharmacien ;

Vu le décret du 23 janvier 1934 (art. 8) modifié par le décret n° 52-295 du 5 mars 1952 et le décret n° 54-605 du 5 juin 1954 relatif au certificat d'études physiques, chimiques et biologiques ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1953 modifiant l'arrêté du 5 novembre 1948 portant application du décret du 9 août 1948 relatif à l'organisation de certificats d'études supérieures dans les facultés des lettres (art. 6) ;

Vu le décret n° 54-343 du 27 mars 1954 modifiant le régime des études et des examens en vue de la licence en droit (art. 22) ;

Vu le décret n° 56-348 du 30 mars 1956 modifiant le régime des études et des examens en vue du certificat de capacité en droit (art. 16) ;

Vu l'arrêté du 15 juin 1959 fixant le régime des études et des examens en vue des diplômes d'études supérieures dans les facultés de droit et des sciences économiques (art. 5) ;

Vu le décret n° 59-1570 du 22 décembre 1959 relatif aux candidats aux certificats d'études supérieures préparatoires de la licence ès sciences ;

Vu le décret n° 61-864 du 4 août 1961 organisant le régime des études et des examens de la première année en vue de la licence en droit et de la licence ès sciences économiques et de la deuxième année en vue de la licence en droit (art. 10) ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1961 relatif aux examens conduisant au diplôme de docteur en médecine ;

Vu le décret n° 56-349 du 30 mars 1956 relatif à une dispense du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue de la licence en droit (art. 7) ;

Vu les arrêtés du 5 avril 1957 modifiés par les arrêtés du 20 juin 1961 fixant les modalités des examens spéciaux d'entrée dans les facultés (art. 9) ;

Vu le décret n° 61-440 du 5 mai 1961 modifiant les conditions d'accès aux facultés et établissements d'enseignement supérieur en vue de favoriser la promotion sociale (art. 2) ;

Vu la loi n° 59-960 du 31 juillet 1959 relative à diverses dispositions tendant à la promotion sociale (section V) ;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Décrète :

Art. 1er. — A titre provisoire, les étudiants qui, après avoir été exclus définitivement ou temporairement d'une branche d'études déterminée, à la suite d'échecs successifs à un examen, ont accompli leur service militaire pourront à leur libération se présenter une fois supplémentaire au même examen après avoir accompli à nouveau la scolarité réglementaire.

Pour bénéficier de cette mesure les candidats devront avoir été maintenus au-delà de la durée légale du service militaire ou rappelés sous les drapeaux pour servir en Algérie.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 décembre 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'éducation nationale,*

LUCIEN PAYE.

## MINISTERE DU TRAVAIL

**Barèmes de cotisations accidents du travail.**

ACTIVITES DU GROUPE INTERPROFESSIONNEL

Le ministre du travail,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article 132 ;

Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale, notamment l'article 33 (2e alinéa) ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959, relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles, notamment les articles 2 et 3 ;

Vu l'avis du comité technique national interprofessionnel,

Arrête :

Art. 1er. — Pour les activités du groupe interprofessionnel, le taux de la cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1954 modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959, est fixé dans les conditions du présent arrêté.

Art. 2. — Les établissements appartenant au groupe interprofessionnel acquittent leur cotisation d'après le tarif annexé au présent arrêté, quel que soit le nombre de leurs salariés.

Toutefois, le taux de la cotisation applicable aux établissements dont l'activité relève des branches professionnelles suivantes :

Attractions foraines, avec montage de manège (risque n° 721.02).

Collectivités locales (risque n° 906.02) et qui occupent un effectif habituel de salariés au moins égal à l'un des effectifs minimaux visés au tableau de l'article 5 de l'arrêté du 19 juillet 1954 modifié est fixé dans les conditions prévues aux articles 4 et 5 dudit arrêté.

Pour lesdites activités, les coûts moyens des accidents définis à l'article 5 (§ *a* du 2°) de l'arrêté du 19 juillet 1954 sont fixés respectivement à 903 NF et 408 NF pour les risques nos 721.02 et 906.02.

Le coût moyen des accidents définis à l'article 5 (§ *b* du 2°) de l'arrêté du 19 juillet 1954 est fixé à 8.089 NF pour lesdits risques.

Les coûts moyens précités ont été déterminés compte tenu des charges prévues au 3° de l'article 4 de l'arrêté du 19 juillet 1954.

Art. 3. — En application de l'article 5 (dernier alinéa) de l'arrêté du 19 juillet 1954, le nombre de salariés des administrations communales est obtenu, le cas échéant, en divisant par 300 le nombre total de journées de travail accomplies au cours de la dernière année civile connue

Art. 4. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1961.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

FRANÇOIS WATINE.

BARÈME DES TAUX DE COTISATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL POUR LES ACTIVITÉS DU GROUPE INTERPROFESSIONNEL

*Comité technique national n° 45.*

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation e. t. n. |
|---|---|---|---|
| | Section 38. — *Tabac et allumettes.* | | |
| 382 | Manufacture privée d'allumettes..... | 382.00 | 1,3 |
| 383 | Manufacture privée de tabac..... | 383.00 | 1,3 |
| | Section 58. — *Instruments de musique.* | | |
| 582.6 | Exploitation de studios d'enregistrement sonore reliés ou non à un poste de radiodiffusion (tout le personnel sauf les artistes). | 582.02 | 1,3 |

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation « a. t. ». |
|---|---|---|---|
| | Section 60. — *Industries diverses et mal désignées.* | | |
| 601.7 | Travail du cheveu, fabrication de postiches, d'articles en cheveux | 601.07 | 0,8 |
| | Section 67. — *Auxiliaire des transports.* | | |
| 677.2 | Syndicat d'initiative | 677.01 | 1,1 |
| | Section 68. — *Transmission.* | | |
| 681 | Entreprise privée de transmission, entreprise étrangère d'exploitation de câbles, taxiphones privés | 681.00 | 1,3 |
| | Section 72. — *Commerces et spectacles non sédentaires.* | | |
| 721 | Attractions foraines: | | |
| | Sans montage de manège (*a*) | 721.01 | 2,0 |
| | Avec montage de manège (*b*) | 721.02 | 8,8 |
| 722 | Commerce non sédentaire. Marchand ambulant (s. a. i.) (y compris camion-magasin) | 722.00 | 2,0 |
| 723.1 et 723.2 | Colporteurs et démonstrateurs ambulants; marchands des quatre-saisons | 723.00 | 2,0 |
| 724 | Petits métiers de la rue : repasseurs de couteaux, de ciseaux, rempailleurs, rétameurs, etc. | 724.00 | 2,0 |
| | Section 77. — *Hôtellerie.* | | |
| 771 | Hôtel, hôtel-restaurant, maison meublée, garni, pension de famille | 771.01 | 2,0 |
| 772 | Restaurant, café-restaurant, brasserie, etc. | 772.00 | 2,0 |
| 773.1 | Foyer de marin, de soldat | 773.01 | 2,0 |
| 773.2 | Cantine, restaurant pour personnel d'administration ou d'entreprises; restaurant universitaire, cantine militaire, cercle, etc. | 773.02 | 2,0 |
| 775 | Auberges de la jeunesse, camps de vacances (y compris terrains de camping) | 775.01 | 2,0 |
| | Section 78. — *Débits de boissons, de tabac.* (A l'exception du n° 784, qui relève des commerces.) | 780.00 | 2,0 |
| | Section 79. — *Industries et commerces de récupération.* | | |
| 791 | Chiffonniers; ramasseurs non spécialisés de produits de récupération | 791.00 | 8,8 |
| 792 | Commerce de gros des ferrailles, vieux fers, riblons (collecte, préparation, classement) | 792.00 | 15,8 |
| 793 | Commerce de gros des vieux métaux non ferreux (collecte, préparation, classement) | 793.00 | 8,8 |
| 794 | Commerce de gros des vieux papiers, déchets de carton (collecte, préparation, classement) | 794.00 | 5,7 |
| 795 | Commerce de gros des chiffons neufs, usagés, d'essuyage (collecte, préparation, etc.) | 795.00 | 5,7 |
| 796 et 797.5 | Commerce de gros de tous produits de récupération. Récupération de produits divers: caoutchouc, cuir, bouteilles, verre cassé, déchets de matières plastiques, etc. | 796.00 | 8,8 |
| 797.1 | Récupération de déchets animaux: équarrissage, boyaux, etc. (*c*) | 797.00 | 8,8 |
| 797.2 | Récupération de glandes pour produits opothérapiques | 797,01 | 1,1 |
| 797.3 | Récupération de déchets végétaux: commerce de lies de vin, de marc, d'olives, etc. | 797.02 | 5,7 |
| 797.4 | Récupération de tous déchets industriels (y compris la récupération dans les crassiers de fonderies) | 797.03 | 8,8 |
| 798 | Désamorçage, démolition de munitions et récupération (n. d. a.) | 798.01 | 20,3 |
| | Sections 80 et 81. — *Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie.* | | |
| 801 | Expertise | 801.00 | 1,3 |
| 802 (sauf 802.2) (*d*) | Entreprises de recherches techniques. Bureau d'essais. Agences de brevets | 802.00 | 1,3 |
| 803 | Entreprises de travaux spéciaux à façon dessin, mécanographie, statistiques, traduction, etc.) | 803.00 | 1,3 |
| 804.1 (*e*) | Location de machines et de matériel (sans fabrication) | 804.01 | 3,8 |
| 804.3 | Location de compteurs | 804.03 | 3,8 |
| 805 | Locations diverses (n. d. a.), mobilier, linge, etc. | 805.00 | 3,8 |
| 806 | Concessions diverses: chaises sur la voie publique, etc. | 806.00 | 3,8 |
| 807 | Entreprise de conditionnement non spécialisé. | 807.00 | 2,0 |
| 809 | Entreprise de timbres-réclame : timbres-escompte et autres primes payables en marchandises | 809.00 | 1,3 |
| 810 à 813 | Intermédiaires (s. a. i.), commissionnaires, groupements d'achats, courtiers, etc.: | | |
| | Sans manutention de marchandises | 810.03 | 1,3 |
| | Avec manutention de marchandises | 810.04 | 2,0 |
| 814 | Bourse de commerce | 814.00 | 0,9 |
| 815 | Agent commercial | 815.00 | 1,3 |
| 816 | Représentant | 816.00 | 1,3 |
| 817 | Comptables, conseils fiscaux, entreprises de comptabilité | 817.01 | 0,9 |
| 818 | Entreprise d'enquêtes. Etudes de marchés, conseils en organisation | 818.01 | 0,9 |
| 819 | Publicité (*f*): | | |
| | Sans affichage | 819.01 | 1,3 |
| | Avec affichage | 819.02 | 2,0 |
| | Section 82 (sauf 824). — *Cession et gestion de biens et de droits industriels et commerciaux* | 820.00 | 2,0 |
| 824 | Gérant, administrateur d'immeubles, régie immobilière, administrateurs de biens, etc. | 824.00 | 1,3 |
| | Section 83. — *Etablissements financiers, banques, bourses de valeurs.* | | |
| 830 à 839 | Etablissements financiers, banques, bourses de valeurs | 830.00 | 0,9 |
| | Section 84. — *Assurances.* | | |
| | Assurances | 840.00 | 1,1 |
| | Section 86. — *Radiodiffusion et télévision.* | | |
| 862 | Entreprise privée ou étrangère de radiodiffusion et télévision (tout le personnel sauf les artistes) | 862.00 | 1,3 |
| | Section 87. — *Production cinématographique.* | | |
| 871 | Production cinématographique (tout le personnel sauf les artistes) | 871.00 | 4,9 |
| 872 (partiel) | Entreprises de travaux à façon de cinéma, laboratoires, développement et tirage des films | 872.00 | 1,3 |
| 872 (partiel) | Studios | 872.01 | 4,9 |
| 873 | Distribution de films | 873.00 | 1,3 |

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation « a. t. ». |
|---|---|---|---|
| | **Section 88. — *Spectacles sédentaires.*** | | |
| 880 | Théâtre national, municipal (tout le personnel sauf les artistes) | | |
| 881 (sauf 881.3) | Théâtre privé, tournée théâtrale, théâtre subventionné (tout le personnel sauf les artistes) | 881.00 | 2,4 |
| 881.3 | Entreprise de concert public, salle de concert. | 881.01 | 1,8 |
| 882.1 | Music-hall, cabaret de chansonniers, boîte de nuit (tout le personnel sauf les artistes) | 882.01 | 2,4 |
| 882.2 | Salle d'audition phonographique | 882.03 | 1,8 |
| 883 | Cirque fixe (tout le personnel sauf les artistes) | 883.00 | 2,4 |
| 884 | Cinéma | 884.00 | 1,8 |
| 885 | Bal, dancing, patinage | 885.00 | 1,8 |
| 886 | Casino, salle de jeu | 886.03 | 1,3 |
| 887 | Autres spectacles, curiosités naturelles, spectacle son et lumière, etc | 887.00 | 1,8 |
| 888 | Auxiliaires des spectacles | 888.00 | 1,3 |
| | **Section 89. — *Hygiène.*** | | |
| 891 | Salon de coiffure, institut de beauté, etc | 891.00 | 0,8 |
| 892 | Etablissements de bains, bains-douches, bains-coiffeurs | 892.00 | 2,0 |
| 893 | Toilette : lavatory, w.-c. public, cireur | 893.00 | 2,0 |
| 895 | Nettoyage de locaux et d'objets divers, désinsectisation, dératisation, etc | 895.00 | 4,9 |
| | **Section 91. — *Santé.*** | | |
| 911 (partiel) | Médecine (sauf ordre des médecins) | 911.00 | 1,6 |
| 911.1 | Ordre des médecins | 911.01 | 1,1 |
| 912 | Stomatologie et soins dentaires | 912.00 | 1,1 |
| 913 | Auxiliaires médicaux | 913.00 | 1,6 |
| 914 | Etablissement de soins privé | 914.00 | 1,6 |
| 915 | Etablissement privé d'assistance, colonie de vacances privée | 915.00 | 1,6 |
| 916 | Etablissement thermal | 916.00 | 1,6 |
| 917 | Vétérinaires, auxiliaires vétérinaires | 917.00 | 1,6 |
| 918 | Pharmacie et commerce de la santé | 918.00 | 1,1 |
| | **Section 92. — *Administration générale.*** | | |
| 925.2 | Administration départementale (y compris les établissements publics départementaux) | 906.01 | 2,4 |
| 926 | Collectivités locales (administration communale, y compris les établissements publics communaux) | 906.02 | 2,4 |
| Ajouté | Administration de l'Etat (agents de toutes catégories, membres des cabinets ministériels). | 908.00 | 2,4 |
| Ajouté | Nourrices et gardiennes relevant des services départementaux d'aide sociale à l'enfance | 925.03 | 1,6 |
| 929 | Représentation diplomatique étrangère en France, ambassades, consulats, etc. et organismes internationaux | 929.00 | 1,3 |
| | **Section 93. — *Justice, auxiliaires de justice, contentieux* (police exclue).** | | |
| 930 à 938 (sauf 937) | Justice, auxiliaires de justice, contentieux | 930.00 | 0,9 |
| 937 | Police privée, surveillance | 937.00 | 4,9 |
| | **Section 94. — *Cultes*** | 940.00 | 1,3 |
| | **Section 95. — *Enseignement.*** | | |
| | Enseignement privé (supérieur, premier et second degré, technique et artistique) : | | |
| | *a*) Personnel administratif et enseignant | 950.00 | 1,3 |
| | *b*) Elèves d'écoles d'enseignement technique | 950.01 | 1,1 |
| | *c*) Elèves stagiaires des centres d'apprentissage et de formation professionnelle | 950.02 | 2,2 |
| | **Section 96. — *Education physique et sport.*** | | |
| (à l'exclusion de 964) (sauf 964.2 et 965.3) | *a*) Personnel administratif | 960.00 | 1,1 |
| | *b*) Sportifs professionnels et personnel enseignant | 960.01 | 14,8 |
| | *c*) Cadets de golf | 960.02 | 1,3 |
| 964 (sauf 964.2) | Course de chevaux, courses de taureaux | 964.01 | 1,1 |
| 965.3 | Association de tourisme | 965.01 | 7,5 |
| Ajouté | Société de sports aéronautiques (y compris le voi à voile) | 965.03 | 1,3 |
| | **Section 97. — *Lettres, sciences et arts. Professions libérales diverses.*** | | |
| 970 971 (sauf 971.4) 973 (partiel) 974 975 et 979 | Activités intellectuelles, littéraires et artistiques | 970.04 | 1,8 |
| 972.2 972.3 et 972.4 | Bibliothèque dépendant d'un organisme privé ou étranger. Monument privé. — Musée privé | 972.01 | 1,3 |
| 972.1 | Etablissement privé de recherches et d'études. | 972.00 | 1,3 |
| 975 | Sociétés savantes, savants | 975.00 | 1,3 |
| Ajouté | Artistes (pour toutes leurs activités) | 870.00 | 2,3 |
| Ajouté | Caisse de congés payés des spectacles (en ce qui concerne les indemnités versées par cet organisme) | 870.01 | 0,6 |
| | **Section 98. — *Administration économique (production, échanges, transports). — Administration sociale, associations, syndicats.*** | | |
| 986 | Organisation professionnelle, économique et sociale | 986.00 | 1,1 |
| 987 | Sécurité sociale | 987.00 | 1,1 |
| Ajouté | Centres de réadaptation fonctionnelle et de rééducation professionnelle | 987.01 | 1,6 |
| 988.1 | Etablissements d'assistance et de bienfaisance | 988.00 | 1,1 |
| 989 | Associations, groupements confessionnels ou philosophiques, etc | 989.00 | 1,1 |
| | **Section 99 — *Armées.*** | | |
| 990.9 | Service des armées alliées en France. — S. H. A. P. E | 990.00 | 2,6 |

(*a*) Sous cette rubrique sont également compris les manèges destinés à l'usage exclusif des enfants et les cinémas ambulants.

(*b*) Sous cette rubrique sont également compris les cirques ambulants, les ménageries et toutes attractions mues par la force motrice, mécanique ou électrique.

(*c*) A l'exclusion des glandes pour produits opothérapiques.

(*d*) L'activité des ingénieurs conseils et des bureaux d'études techniques relève des industries du bâtiment (numéro de risque 802.01).

(*e*) La location de matériel de travaux publics et de bâtiment relève des industries du bâtiment (numéro de risque 804.02).

(*f*) La fabrication d'affiches peintes et d'enseignes (pose exclue) relève des industries du livre (numéro de risque 336.16) ; la pose desdites affiches et enseignes ainsi que la publicité par affiches peintes directement sur les murs relève des industries du bâtiment (numéro de risque 336.15).

## INDUSTRIES ET COMMERCES DE L'ALIMENTATION

Le ministre du travail,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article 132 ;

Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale, notamment l'article 33 (deuxième alinéa) ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, et notamment les articles 2 et 3 ;

Vu l'avis du comité technique national de l'alimentation,

Arrête :

Art. 1er. — La cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles, visée à l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959, est fixée d'après le tarif annexé au présent arrêté, pour les établissements dont l'effectif habituel de salariés est inférieur à l'un des effectifs minimaux visés au tableau de l'article 5 de l'arrêté du 19 juillet 1954, sous réserve des modalités prévues à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Les établissements dont l'activité relève des branches professionnelles suivantes :

Porcherie industrielle (numéro de la nomenclature : 046) ;
Boulangerie (numéros de la nomenclature : 411, 415 et 416) ;
Boulangerie, pâtisserie (numéro de la nomenclature : 412) ;
Pâtisserie (numéro de la nomenclature : 413) ;
Conserverie de fruits et légumes (numéro de la nomenclature : 441) ;
Fabrication de confitures (numéro de la nomenclature : 443),

et l'ensemble des commerces agricoles et alimentaires (section 69 et 70) à l'exclusion des commerces identifiés sous les numéros de nomenclature 699.1, 699.2 et 699.3 acquittent leur cotisation d'après le tarif annexé au présent arrêté-quel que soit le nombre de leurs salariés.

Art. 3. — Les coût moyens des accidents définis à l'article 5 (§ *a* du 2°) de l'arrêté du 19 juillet 1954 sont donnés par le barème annexé au présent arrêté.

Le coût moyen des accidents définis à l'article 5 (§ *b* du 2°) de l'arrêté du 19 juillet 1954 est fixé à 7.960 NF.

Les coûts moyens susvisés comprennent les charges prévues au 3° de l'article 4 de l'arrêté du 19 juillet 1954.

Art. 4. — En application de l'article 5 (dernier alinéa) de l'arrêté du 19 juillet 1954, le nombre des salariés des établissements relevant des branches professionnelles suivantes est déterminé suivant les règles particulières ci-après :

Dans la sucrerie et la distillerie (numéros de la nomenclature : 420, 421 et 427), l'effectif des établissements est égal à la moyenne des nombres de salariés présents au dernier jour des mois de janvier, avril, juillet et octobre de la dernière année connue.

Dans la conserverie (section 44 de la nomenclature), l'effectif des établissements est égal à la moyenne des nombres de salariés présents au dernier jour de chaque mois de la dernière année connue.

Art. 5. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
FRANÇOIS WATINE.

### BARÈME DES TAUX DE COTISATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL DES INDUSTRIES ET COMMERCES DE L'ALIMENTATION

*Comité technique national n° 11.*

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation « a. t. ». | COUTS MOYENS (en nouveaux francs.) |
|---|---|---|---|---|
| | Section 04. — *Production animale.* | | | |
| 046 | Porcherie industrielle, engraissement des porcs | 046.00 | 5,2 | » |
| | Section 40. — *Travail des grains et farine.* | | | |
| 401.1 à 401.3 | Meunerie, moulin à blé, etc. | 401.00 | 4,0 | 547 |
| 401.4 | Fabrication de semoule | 401.01 | 4,0 | 547 |
| 403 (à l'exception de 403.03) | Fabrication de pâtes alimentaires | 403.00 | 3,5 | 547 |
| 403.03 | Fabrication de pâtes farcies à cuire. | 403.03 | 3,0 | 547 |
| 404 | Décorticage et triage de grains et graines : | | | |
| | A la main | 404.01 | 4,0 | 547 |
| | A la machine | 404.02 | 4,0 | 547 |
| 405 | Produits amylacés | 405.00 | 4,0 | 547 |
| | Section 41. — *Boulangerie, pâtisserie.* | | | |
| 411 415 et 416 | Boulangerie (seule ou avec vente de confiserie) | 411.00 | 2,1 | » |
| 412 | Boulangerie, pâtisserie (avec ou sans confiserie) | 412.00 | 2,1 | » |
| 413 | Pâtisserie (seule ou avec vente de confiserie, glaces, plats cuisinés, etc.) | 413.00 | 2,1 | » |
| 414 | Biscuiterie et produits de régime | 414.00 | 2,5 | 461 |
| | Section 42. — *Sucrerie, distillerie, fabrication de boissons.* | | | |
| 421 | Sucrerie | 421.00 | 4,0 | 524 |
| 422 | Industrie de la levure | 422.00 | 2,5 | 547 |
| 423 | Vinification, conservation et manutention du vin | 423.00 | 3,2 | 461 |
| 424 | Préparation de vins spéciaux | 424.00 | 3,2 | 461 |
| 425.01 | Brasserie | 425.01 | 5,1 | 461 |
| 425.02 | Malterie | 425.02 | 5,1 | 461 |
| 426 | Cidrerie | 426.00 | 4,7 | 524 |
| 420 et 427 | Distillerie (à l'exclusion de la distillerie de liqueurs) | 427.01 | 4,7 | 524 |
| 428 | Distillerie de liqueurs et fabrication d'apéritifs | 428.00 | 2,7 | 547 |
| 429 (à l'exception de 429.3) | Fabrication de boissons non alcoolisées, etc. | 429.00 | 3,2 | 461 |
| 429.3 | Fabrication de boissons gazeuses | 429.01 | 3,2 | 461 |
| | Section 43. — *Industries du lait.* | 430.00 | 2,5 | 461 |
| | Section 44. — *Conserverie.* | | | |
| 440 et 442.5 | Fabrication de conserves de toutes sortes, de conserves d'escargots | 440.00 | 3,0 | 377 |
| 441 | Conserverie de fruits et légumes | 441.01 | 3,0 | » |
| 442 (sauf 442.5) | Conserves de viandes, foies gras, plats cuisinés : | | | |
| | Avec abattage | 442.01 | 3,8 | 377 |
| | Sans abattage | 442.02 | 4,0 | 377 |
| 443 | Fabrication de confitures | 443.00 | 3,0 | 377 |
| 444 | Conserverie de poissons | 444.00 | 3,0 | 377 |
| | Section 45. — *Industries alimentaires diverses.* | | | |
| 451 | Industrie de la confiserie | 451.00 | 2,8 | 377 |
| 452 | Industrie de la chocolaterie | 452.00 | 2,4 | 461 |
| 453 (sauf 453.03) | Fabrication de condiments divers | 453.00 | 3,0 | 461 |
| 453.03 | Trituration et conditionnement de poivre, épices, safran | 453.01 | 2,7 | 461 |
| 454.1 | Brûlerie de café, torréfaction de café, triage de café | 454.01 | 2,7 | 461 |
| 454.2 | Préparation de chicorée, de café, torréfaction de chicorée | 454.02 | 2,7 | 461 |
| 454.3 | Préparation de thé | | | |
| 454.4 | Préparation de vanille | 454.03 | 2,7 | 461 |
| 454.5 | Préparation de plantes à infusion | | | |
| 455 | Fabrication de bouillons et potages. | 455.00 | 3,0 | 547 |
| 456 | Fabrication de produits pour l'alimentation des animaux | 456.00 | 4,5 | 547 |

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation « a. t. ». | COUTS MOYENS (en nouveaux francs.) |
|---|---|---|---|---|
| | Section 46. — *Industrie du froid.* | | | |
| 461 | Fabrique de glace, glacière..... | 461.00 | 5,2 | 461 |
| 462 | Entrepôts frigorifiques..... | 462.00 | 5,2 | 461 |
| | Section 60. — *Industries diverses et mal désignées.* | | | |
| 605 | Boyauderie, préparation de boyaux dits non comestibles (intestins et vessies) ..... | 605.01 | 3,0 | 461 |
| | Sections 69 et 70. — *Commerces agricoles et alimentaires.* | | | |
| 691.1 | Commerce de détail de semences, graines et plants et autres produits horticoles..... | 691.08 | 2,0 | » |
| 692 | Commerce de gros et importation de fruits, légumes, tubercules..... | 692.00 | 3,4 | » |
| 693 | Commerce de détail de produits laitiers, œufs..... | 693.01 | 2,0 | » |
| 694 | Commerce de détail des viandes: | | | |
| | Sans abattage..... | 694.03 | 3,0 | » |
| | Avec abattage..... | 694.04 | 3,0 | » |
| 695 | Commerce de détail des poissons, coquillages ..... | 695.02 | 2,0 | » |
| 696 | Commerce de détail des fruits et légumes ..... | 696.01 | 2,0 | » |
| 697 (sauf 697.2 et 697.5) | Commerce de détail d'épicerie et alimentation générale..... | 697.01 | 2,0 | » |
| 697.2 | Entreprises d'épicerie et d'alimentation générale à succursales multiples (entrepôts et succursales).. | 697.03 | 2,0 | » |
| 697.5 | Commerce de détail de glace à rafraîchir (sans transport ni livraison) ..... | 697.08 | 2,0 | » |
| 698 | Commerce de détail de la confiserie, de la pâtisserie..... | 698.00 | 2,0 | » |
| 699.1 | Commerce de gros des vins, spiritueux et liqueurs..... | 699.00 | 3,2 | 461 |
| 699.2 | Commerce de gros des boissons, cidres, poirés, bières, boissons gazeuses, eaux minérales, etc..... | 699.01 | 3,2 | 461 |
| 699.3 | Exploitation d'eaux minérales naturelles, d'eaux gazeuses naturelles (sans établissement thermal)..... | 699.02 | 3,7 | 461 |
| 700 | Coopérative d'entreprise ou d'administration, coopérative de consommateurs vendant principalement de l'alimentation..... | 700.01 | 2,0 | » |
| 701.2 à 701.4 | Commerce de bovins, ovins, caprins et porcins..... | 701.02 | 4,8 | » |
| 702 (sauf 702.3) | Commerce de gros de produits agricoles ou destinés à l'agriculture.. | 702.01 | 3,4 | » |
| 703 | Commerce de gros des produits laitiers, œufs, volailles, gibier, etc.. | 703.00 | 2,0 | » |
| 704.1 et 704.9 | Abattoirs, coopérative d'abattage... | 704.01 | 6,5 | » |
| 704.2 à 704.7 | Commerce de gros des viandes..... | 704.02 | 4,6 | » |
| 705 (sauf 705.1) | Commerce de gros des poissons et coquillages ..... | 705.00 | 3,3 | » |
| 705.1 | Expédition de produits de la mer et d'eau douce, mareyeur..... | 705.01 | 3,3 | » |
| 707.1 | Importation et commerce de gros des denrées d'origine coloniale et étrangère ..... | 707.01 | 2,0 | » |
| 707.2 et 707.3 | Commerce de gros d'épicerie, commerce de gros des sucres..... | 707.02 | 2,0 | » |
| 708 | Commerce de gros des farines et produits pour la boulangerie..... | 708.01 | 2,0 | » |
| 709 | Commerce de gros de la confiserie et de la crème glacée..... | 709.00 | 2,0 | » |

## INDUSTRIES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

**Le ministre du travail,**

**Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article 132 ;**

**Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale, notamment l'article 33 (deuxième alinéa) ;**

**Vu l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, notamment les articles 2 et 3 ;**

**Vu l'avis du comité technique national des industries du bâtiment et des travaux publics,**

**Arrête :**

**Art. 1er. — La cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles visée à l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959, est fixée, pour les industries du bâtiment et des travaux publics, d'après le tarif annexé au présent arrêté pour tous les établissements, quel que soit le nombre de leurs salariés.**

**Art. 2. — Les chantiers dont l'activité ressortit des numéros de risques 330.01, 331.03, 331.05 et 340.00 doivent être regardés comme constituant des établissements indépendants qui font l'objet d'une tarification établie en fonction de leur activité propre, sans qu'il soit tenu compte de l'activité principale de l'entreprise dont ils relèvent.**

**Art. 3. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de la République française.**

**Fait à Paris, le 30 novembre 1961.**

**Pour le ministre et par délégation :**
***Le directeur du cabinet,***
**FRANÇOIS WATINE.**

BARÈME DES TAUX DE COTISATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL POUR LES INDUSTRIES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

*Comité technique national n° 2.*

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation « a. t. ». |
|---|---|---|---|
| | Sections 33 et 34 — *Bâtiment et travaux publics.* | | |
| 330.3 | Entreprise générale de bâtiment..... | | |
| 331.1 (sauf 331.12 à 331.16 inclus). | Entreprise de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment..... | 330.01 | 7,9 |
| 331.12 (partiel) | Entreprise de pose de carrelages, dallages, mosaïque (à l'exclusion des revêtements).. Entreprise de parquets sans joints..... | 331.04 | 3,8 |
| 331.12 (partiel) et 331.13 | Entreprise de pierres de taille, ravalement, gargouillage, etc., revêtements..... | 331.05 | 7,9 |
| 331.14 | Entreprise de démolition de bâtiments..... | 331.07 | 7,9 |
| 331.15 | Entreprise d'échafaudage pour le bâtiment... | 331.08 | 14,9 |
| 331.16 | Entreprise de pose et façonnage de marbrerie de bâtiment, marbriers poseurs..... | 331.10 | 7,9 |
| 331.2 | Entreprise de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment..... | 331.03 | 7,9 |
| 331.3 | Entreprise de plâtrerie, cloisons en plâtre, plafonnage, etc..... | 331.06 | 4,9 |
| 332.1 | Entreprise de charpente en bois..... | 332.01 | 9,6 |
| 332.11 | Entreprise de montage de maisons en bois (préfabriquées) ..... | 332.06 | 9,2 |
| 332.2 (partiel) | Entreprise de fabrication à façon et pose de menuiserie de bâtiment, etc..... | 332.02 | 6,3 |
| 332.2 (partiel) | Replanissage et vernissage de parquets (entreprise spécialisée)..... | 332.03 | 3,8 |

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation a. t. %. |
|---|---|---|---|
| 332.2 (partiel) | Pose de parquets (pose seule et sans outillage mécanique) | 332.08 | 3,8 |
| 332.2 (partiel) | Fabrication à façon et pose de treillages et clôtures en bois | 332.04 | 6,3 |
| 332.2 (partiel) | Fabrication à façon et pose de jalousies, volets, persiennes, etc | 332.05 | 3,9 |
| 332.2 (partiel) | Fabrication à façon et pose de mains courantes d'escaliers | 332.07 | 6,3 |
| 332.3 | Entreprise de charpente et de menuiserie associées | 332.09 | 6,5 |
| 333.1 | Couverture en tous matériaux (sans plomberie) | 333.01 | 10,0 |
| 333.2 | Plomberie (sans couverture), installations sanitaires | 333.02 | 4,5 |
| 333.3 | Entreprise de couverture, plomberie (mixte) (sans entreprise de chauffage) | 333.00 | 7,7 |
| 333.4 | Entreprise de couverture, plomberie et chauffage (travaux associés) | 333.06 | 5,8 |
| 333.5 | Plomberie, installations de chauffage et d'électricité (travaux associés) | 333.03 | 4,5 |
| 333.6 | Etanchéité | 333.05 | 9,7 |
| 334.1 | Serrurerie de bâtiment (fabrication et pose associées ou pose seulement) | 334.04 | 4,7 |
| 334.2 à 334.6 | Serrurerie et charpente métallique courante, y compris la pose | 334.03 | 7,6 |
| 335.1 | Fumisterie de bâtiment | 335.01 | 5,7 |
| 335.2 (sauf 335.21 partiel et 335.24) | Installation de chauffage central, de ventilation, de climatisation | 335.11 | 4,9 |
| 335.21 (partiel) | Installation de chauffage central (seule) | 335.13 | 4,9 |
| 335.24 | Installation d'isolation | 335.05 | 6,7 |
| 335.3 | Construction et entretien de fours de boulangerie en maçonnerie | 335.12 | 8,1 |
| 336.1 | Peinture, peinture de bâtiment application d'enduits, entreprise d'ignifugation | 336.01 | 5,2 |
| 336.11 | Ravalement en peinture avec échafaudage volant ou corde à nœuds | 336.02 | 14,9 |
| 336.12 | Peinture industrielle | 336.03 | 14,4 |
| 336.13 | Collage de papiers peints, de papiers de tenture, marouflage | | |
| 336.14 | Filage et décoration | 336.04 | 2,5 |
| 336.15 | Peinture de lettres et attributs | | |
| 336.16 | Dorure en bâtiment | | |
| 336.17 | Revêtements muraux liquides | | |
| 336.18 | Publicité sur les bâtiments et affiches peintes (pose) | 336.15 | 14,9 |
| 336.21 | Pose de vitres, de glaces, de vitrines | 336.09 | 8,2 |
| 336.22 | Pose de linoléum, de lincrusta et autres revêtements plastiques | 336.12 | 3,8 |
| 336.23 | Installations diverses dans les immeubles | 336.11 | 3,3 |
| 336.3 | Peinture, plâtrerie, vitrerie (associées) | 336.14 | 5,2 |
| 337.01 337.03 et 337.06 | Installation et aménagement de locaux commerciaux: magasins, boutiques, etc. Pose d'enseignes, stores, agencement et installation de cuisines | 337.13 | 4,7 |
| 337.02 (partiel) | Travaux généraux pour exposition | 337.05 | 7,0 |
| 337.02 (partiel) | Fabrication de maquettes, plans en relief | 337.07 | 4,9 |
| 337.04 | Travaux en plâtre, staff et stuc: | | |
| | Fabrication en atelier | 337.09 | 4,9 |
| | Fabrication et pose | 337.10 | 4,9 |
| 337.05 (partiel) et 338.5 | Travaux d'aménagements spéciaux (installation de laboratoires, revêtements muraux spéciaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches) | 337.11 | 3,8 |
| 337.05 (partiel) | Pose de paratonnerres et d'antennes de télévision (à l'exclusion de la fabrication) | 337.12 | 10,0 |
| 338.1 | Construction métallique pour le bâtiment, maisons métalliques (fabrication et pose associées) | 338.03 | 7,6 |
| 338.2 | Construction métallique pour les travaux publics et le génie civil (fabrication et pose associées) | 338.02 | 11,4 |
| 338.3 et 338.4 | Construction métallique pour le bâtiment. Construction métallique pour les travaux publics et le génie civil (pose seulement) | 338.01 | 23,4 |
| 339 (sauf 339.02 partiel). | Installation d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments | 339.01 | 4,9 |
| 339.02 (partiel) | Pose d'enseignes lumineuses | 339.02 | 4,3 |
| 340 à 347 | Entreprise de travaux publics et de génie civil, terrassements, travaux ruraux et souterrains, etc. Chantiers de pose de conduites forcées | 340.00 | 9,5 |
| Ajouté | Caisses de congé payés du bâtiment et des travaux publics (en ce qui concerne les indemnités versées par ces organismes) | 340.01 | 0,60 |
| Ajouté | Bureau indépendant de tout autre établissement tel que chantier, magasin, atelier, dépôt (occupant du personnel qui n'est appelé à se déplacer qu'exceptionnellement) | 99 | 1,7 |
| 348.1 | Construction de fours industriels en matériaux réfractaires | 348.01 | 8,1 |
| 348.2 (sauf 348.21 partiel). | Fumisterie industrielle en matériaux réfractaires | 348.02 | 8,1 |
| 348.21 (partiel) | Construction de cheminées d'usines en briques | 348.03 | 25,2 |
| 348.3 | Construction de chambres froides principalement en maçonnerie | 348.04 | 7,9 |
| | Sections 80 et 81. — *Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie.* | | |
| 802.2 | Ingénieur conseil. — Bureau d'études techniques | 802.01 | 1,1 |
| 804.2 | Location de matériel de travaux publics et de bâtiments | 804.02 | 9,5 |
| | Sections 73 et 74. — *Commerce des matières premières, matériaux..., machines, etc.* | | |
| 742.4 (partiel) | Commerce d'appareils de radio, de télévision, associé à la pose d'antennes extérieures | 742.16 | 3,0 |
| | Section 97. — *Lettres, sciences, arts, professions libérales diverses.* | | |
| 976.1 à 976.3 | Architectes. — Ordre des architectes, urbanistes privés | 976.01 | 1,1 |
| 976.4 (1) | Décorateur d'ameublement (sans commerce d'ameublement) | 976.02 | 1,1 |
| 976.5 | Paysagiste (sauf horticulteur) | 976.03 | 7,9 |
| 977 | Cabinet de métreur (indépendant) | 977.00 | 1,1 |
| 978 | Cabinet de géomètre, topographe, arpenteur | 978.00 | 1,1 |

(1) Classer sous le n° 763-2 (comité technique national n° 14) les décorateurs d'ameublement (commerçants).

*N. B.* — Les travaux de montage, démontage, entretien de matériels divers dans les usines (n° de risque 220.01) sont classés parmi les industries de la métallurgie.

## INDUSTRIES DU CAOUTCHOUC, PAPIER ET CARTON

Le ministre du travail,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article 132;

Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale, notamment son article 33 (deuxième alinéa);

Vu l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, et notamment l'article 2;

Vu l'avis du comité technique national des industries du caoutchouc, papier et carton,

Arrête :

Art. 1er. — La cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles, visée à l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959, est fixée, pour les industries du caoutchouc, papier et carton, d'après le tarif annexé au présent arrêté pour les établissements dont l'effectif habituel de salariés est inférieur à l'un des effectifs minimaux visés au tableau de l'article 5 de l'arrêté du 19 juillet 1954.

Art. 2. — L'établissement formé par l'ensemble des travailleurs à domicile d'une entreprise acquitte sa cotisation d'après le tarif annexé au présent arrêté, quel que soit le nombre de ses salariés.

Art. 3. — Les coûts moyens des accidents définis au paragraphe *a* du 2° de l'article 5 de l'arrêté du 19 juillet 1954 sont donnés pour chaque risque par le barème annexé au présent arrêté.

Le coût moyen des accidents définis au paragraphe *b* du 2° de l'article 5 dudit arrêté est fixé à 8.540 NF pour tous les risques des industries du caoutchouc, papier et carton.

Les coûts moyens susvisés comprennent le montant des charges énumérées au 3° de l'article 4 de l'arrêté du 19 juillet 1954.

Art. 4. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du premier jour du trimestre civil suivant sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
FRANÇOIS WATINE.

### BARÈME DES TAUX DE COTISATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL POUR LES INDUSTRIES DU CAOUTCHOUC, PAPIER, CARTON

*Comité technique national n° 6.*

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale) | TAUX NET de cotisation « a. t. n. | COUTS MOYENS (en nouveaux francs.) |
|---|---|---|---|---|
| | Sections 35 et 36. — *Industries chimiques.* | | | |
| 354.53 | Fabrication de dérivés de la cellulose : celluloïd | 354.06 | 3,4 | 506 |
| | Section 37. — *Caoutchouc et amiante.* | | | |
| 371 | Fabrication de poudrette de caoutchouc et de caoutchouc régénéré. | 371.00 | 3,4 | 506 |
| 372 | Fabrication de pneumatiques et bandages | 372.00 | 3,0 | 506 |
| 373 | Rechapage et réparation de pneumatiques (hors garage) | 373.00 | 3,0 | 506 |
| 374.12 et 374.13 | Fabrication de tissus caoutchoutés, fabrication d'adhésifs | 374.03 | 3,1 | 506 |
| 374.2 | Fabrication de chaussures en caoutchouc et d'articles chaussants en caoutchouc | 374.02 | 3,4 | 506 |
| 374.4 et 374.5 | Fabrication d'articles d'hygiène et de chirurgie en caoutchouc, etc.; fabrication de jouets et articles de sports et de camping à base de caoutchouc | 374.13 | 3,1 | 444 |
| 374.11 374.14 374.3 374.6 374.8 374.9 | Fabrication par calandrage ou tout autre procédé de feuilles ou de bandes en caoutchouc; fabrication d'articles divers en caoutchouc, tuyaux, courroies, etc.; fabrication de caoutchouc cellulaire; fabrication d'ébonite, de colles et dissolution | 374.12 | 3,4 | 506 |
| 347.7 | Fabrication à partir du caoutchouc liquide (latex, fabrication de tous articles en latex, y compris les dispersions et colles) | 374.10 | 3,1 | 444 |
| Ajouté | Transformation et confection d'articles en caoutchouc à partir d'ouvrages semi-ouvrés | 374.11 | 3,1 | 444 |
| 375.11 | Fabrication d'articles de filature à base d'amiante brut: fils, tresses, tissus, etc. | 375.01 | 3,4 | 444 |
| 375.12 et 375.14 | Fabrication de papier et carton d'amiante, de plaques filtrantes en amiante | 375.03 | 3,4 | 444 |
| 375.13 | Fabrication de feuilles pour joints en amiante | 375.04 | 3,4 | 506 |
| 375.2 (sauf 375.21) | Industrie de transformation de produits en amiante | 375.06 | 3,4 | 506 |
| 375.21 | Transformation d'articles de filature. | 375.02 | 3,1 | 444 |
| 375.3 | Fabrication de garniture de friction en amiante | 375.05 | 3,4 | 444 |
| | Section 48. — *Industries annexes des textiles.* | | | |
| 487.01 (partiel) et 487.02 | Enduction de tissus à base d'huiles siccatives (tissus imperméabilisés, huilés, vernis, à l'exclusion des toiles cirées et des moleskines) et à base de dérivés de la cellulose ou de résines synthétiques thermoplastiques | 487.04 | 3,1 | 506 |
| 487.01 (partiel) | Enduction de tissus à base d'huiles siccatives (toiles cirées, moleskines) | 487.07 | 4,5 | 506 |
| 487.03 | Fabrication de linoléum | 487.06 | 4,5 | 506 |
| | Section 54. — *Industrie du papier et carton.* | | | |
| 540 | Fabrication de pâtes de papier associée à la fabrication de papier et carton et à la transformation du papier | 540.00 | 3,4 | 584 |
| 541 | Fabrication de pâtes à papier | 541.00 | 6,1 | 584 |
| 542 | Fabrication de pâtes à papier associée à la fabrication de papier | 542.00 | 4,2 | 584 |
| 543 | Fabrication de papier (sans fabrication de pâte) | 543.00 | 4,3 | 584 |
| 544 | Fabrication de papier associée à la transformation de papier | 544.00 | 3,5 | 459 |
| 545.1 (à l'exception de 545.13) | Fabrication de papier transformé par couchage, imprégnation ou travail mécanique (à l'exclusion du papier carbone, stencils) | 545.01 | 3,5 | 459 |
| 545.2 | Fabrication de papiers peints, de vitrauphanie, de lincrusta | 545.02 | 3,5 | 459 |
| 545.3 | Fabrication d'articles façonnés à base de papier d'impression et d'écriture | 545.03 | 2,8 | 459 |
| 545.4 | Fabrication d'articles en papier d'emballage | 545.04 | 2,8 | 459 |
| 545.5 | Fabrication de cartonnages: | | | |
| | 1° En atelier | 545.05 | 2,8 | 459 |
| | 2° A domicile sans outillage mécanique | 545.08 | 1,2 | » |
| 545.6 | Fabrication d'articles divers en papier | 545.06 | 2,8 | 459 |
| | Section 57. — *Jeux, jouets, articles de sport et de puériculture.* | | | |
| 571.11 | Fabrication de jeux et jouets en papier et carton, masques et mirlitons | 571.01 | 2,8 | 459 |
| 571.2 | Fabrications de cartes à jouer | 571.02 | 2,8 | 459 |

## INDUSTRIES CHIMIQUES

Le ministre du travail,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article 132 ;

Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale, notamment l'article 33 (deuxième alinéa) ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, et notamment l'article 2 ;

Vu l'avis du comité technique national des industries chimiques prévu à l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1954 susvisé,

Arrête :

Art. 1er. — La cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles visée à l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 1954, modifié par l'arrêté du 20 octobre 1959, est fixée, pour les industries chimiques, d'après le tarif annexé au présent arrêté pour les établissements dont l'effectif habituel de salariés est inférieur à l'un des effectifs minimaux visés au tableau de l'article 5 de l'arrêté du 19 juillet 1954.

Art. 2. — Les coûts moyens des accidents définis au paragraphe *a* du 2° de l'article 5 de l'arrêté du 19 juillet 1954 sont donnés pour chaque risque par le barème annexé au présent arrêté. Le coût moyen des accidents définis au paragraphe *b* du 2° de l'arrêté du 19 juillet 1954 est fixé à 9.610 NF pour tous les risques des industries chimiques. Les coûts moyens susvisés comprennent le montant des charges énumérées au 3° de l'article 4 de l'arrêté du 19 juillet 1954.

Art. 3. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
FRANÇOIS WATINE.

### BARÈME DES TAUX DE COTISATION D'ACCIDENTS DU TRAVAIL POUR LES INDUSTRIES CHIMIQUES

*Comité technique national n° 4.*

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation « a. t. ». | COUTS MOYENS (en nouveaux francs.) |
|---|---|---|---|---|
| | Section 10. — *Pétrole et carburants.* | | | |
| 101 à 109 | Recherche et extraction de pétrole, de gaz naturel ..... Raffinage de pétrole brut, etc..... | 100.00 | 3,0 | 633 |
| | Section 15. — *Extraction et préparation de minéraux divers.* | | | |
| 152.2 | Salines ignigènes..... | 152.00 | 2,0 | 366 |
| 156.2 | Préparation de produits asphaltés.. | 156.00 | 3,2 | 635 |
| | Section 17. — *Production de métaux non ferreux.* | | | |
| 171 | Production d'aluminium et autres métaux légers..... | 171.00 | 4,6 | 829 |
| 172 | Production de ferro-alliages (en dehors des hauts fourneaux) au four électrique ou par aluminothermie ..... | 172.00 | 4,6 | 829 |
| 178 | Fabrication d'électrodes pour l'électrométallurgie et l'électrochimie en graphite, en carbone amorphe. | 178.00 | 4,6 | 829 |
| 179 | Electrométallurgie et électrochimie associées (*a*)..... | 179.00 | 4,6 | 829 |
| | Sections 35 et 36. — *Industries chimiques.* | | | |
| 350.1 | Chimiste expert..... | 350.00 | 2,0 | 613 |
| 350.2 | Laboratoire de recherches chimiques ..... | | | |
| 351.1 | Fabrication d'acide sulfurique et de produits sulfurés..... | 351.00 | 3,5 | 613 |
| 351.6 | Soudières: fabrication de carbonate de soude, de soude à la chaux de bicarbonate de soude, de chlorure de calcium..... | 351.06 | 3,2 | 640 |
| 351.7 | Fabrication de gaz comprimés liquéfiés, dissous ou solidifiés..... | 351.07 | 3,6 | 606 |
| 351.81 et 351.82 | Fabrication de carbure et siliciure de calcium. — Fabrication de carbure de silicium et corindon artificiel ..... | 351.08 | 4,6 | 829 |
| 351.83 | Fabrication de chlorure et soude électrolytique : lessive de soude électrolytique, etc..... | 351.09 | 3,6 | 606 |
| 351.84 | Fabrication de chlore et de sodium (électrolyse ignée)..... | | | |
| 351.85 | Fabrication électrolytique de chlore, de potasse caustique..... | | | |
| 351.86 | Fabrication de chlorate et perchlorates ..... | 351.10 | 3,5 | 651 |
| 352.1 | Fabrication de certains métaux et dérivés métalliques..... | | | |
| 352.3 | Fabrication de pigments minéraux et de composition de base de pigments ..... | 352.01 | 3,5 | 613 |
| 352.21 | Fabrication de chlorures de métalloïdes (sauf phosphore), etc..... | | | |
| 352.22 | Fabrication de fluor, d'acide fluorhydrique, etc..... | | | |
| 352.23 | Fabrication de brome, d'acide bromhydrique, etc..... | 352.09 | 3,5 | 613 |
| 352.24 | Fabrication d'iode sublimé, d'acide iodhydrique, etc..... | 352.14 | 3,2 | 613 |
| 352.32 | Fabrication de compositions et couleurs vitrifiables pour émaux..... | 352.18 | 3,6 | 512 |
| 352.4 | Fabrication de phosphore et dérivés. | 352.17 | 3,5 | 613 |
| 352.5 | Fabrication d'eau oxygénée, de persels, de peroxydes..... | 352.16 | 3,5 | 651 |
| 352.6 | Fabrication de silicates et d'anhydride silicique..... | 352.12 | 3,5 | 613 |
| 352.7 | Fabrication de certains métalloïdes et de leurs dérivés..... | 352.13 | 3,5 | 613 |
| 352.8 | Fabrication de produits minéraux divers (n. d. a.)..... | 352.15 | 3,2 | 613 |
| 353.1 | Industrie de l'azote..... | 353.08 | 3,2 | 613 |
| 353.2 à 353.4 | Fabrication d'engrais phosphaté, transformation chimique de sels de potasse naturels. — Fabrication d'engrais autres..... | 353.09 | 3,5 | 613 |
| 354.4 | Fabrication de matières colorantes et produits intermédiaires)..... | 354.01 | 3,6 | 851 |
| 354 (sauf 354.4 354.5 et 354.72) | Industries de la synthèse organique. | 354.02 | 3,2 | 640 |
| 354.72 | Fabrication de produits odoriférants et d'arômes de synthèse..... | 354.03 | 2,7 | 512 |
| 354.5 (sauf 354.53 et 354.56) | Fabrication de matières plastiques et d'élastomères..... | 354.05 | 3,6 | 606 |
| 354.56 | Fabrication de caoutchoucs synthétiques, et autres élastomères : butyl, butadiène-styrène, etc..... | 354.07 | 3,2 | 640 |
| 355.1 | Carbonisation du bois en usine fixe (alcool méthylique, méthylène, etc.) ..... | 355.01 | 3,2 | 613 |
| 355.2 | Fabrication d'alcaloïdes, de glucosides et dérivés : alcaloïdes de l'opium, etc..... | 355.02 | 3,2 | 613 |
| 355.3 (sauf 355.33) | Fabrication de produits dérivés du bois ..... | 355.03 | 3,2 | 613 |

| NUMÉROS de la nomenclature. | NATURE DU RISQUE | NUMÉROS du risque (sécurité sociale). | TAUX NET de cotisation « a. t. ». | COUTS MOYENS (en nouveaux francs.) |
|---|---|---|---|---|
| 355.33 | Fabrication de pâtes de réglisse, de glycyrrhisine, de glycyrrhizate, etc. | 355.05 | 2,0 | 640 |
| 355.41 | Fabrication de térébenthine et dérivés | 355.07 | 3,2 | 613 |
| 355.42 | Fabrication de dérivés de la colophane, etc. | | | |
| 355.43 | Fabrication d'agglomérants : agglomérants pour noyaux de fonderie, etc. | 355.09 | 3,2 | 613 |
| 355.5 | Fabrication d'acide tartrique, citrique et dérivés | 355.10 | 3,2 | 613 |
| 355.6 | Traitement chimique des matières grasses. — Fabrication de détergents synthétiques | 355.11 | 4,8 | 651 |
| 355.7 | Fabrication de produits extraits des algues | 355.12 | 3,2 | 613 |
| 355.8 | Fabrication de colles et gélatines d'origine animale et industrie chimique des os | 355.13 | 3,5 | 613 |
| 355.9 | Fabrication de colles de pâtes et liquides à base de matières amylacées | 355.14 | 3,5 | 613 |
| 356 | Industrie des goudrons et benzols | 356.00 | 3,2 | 613 |
| 358.1 (partiel) | Fabrication d'explosifs autres que ceux d'amorçage | 358.01 | 4,0 | 613 |
| 358.1 (partiel) | Fabrication de cartouches absorbantes pour le tir à l'oxygène liquide | 358.02 | 2,7 | 512 |
| 358.2 (partiel) | Fabrication d'accessoires de mise à feu | 358.03 | 4,0 | 613 |
| 358.2 (partiel) | Fabrication de mèches de mineurs et cordons détonants, amadou | 358.04 | 2,7 | 512 |
| 358.3 | Fabrication d'artifices et engins pyrotechniques | 358.05 | 4,0 | 613 |
| 359 | Fabrication de produits pharmaceutiques | 359.00 | 1,9 | 511 |
| 361 | Fabrication d'abrasifs | 361.00 | 3,2 | 482 |
| 362.1 | Fabrication de charbon artificiel à usage électrique | 362.03 | 2,0 | 482 |
| 362.21 | Fabrication de charbons actifs, de charbons pour filtres (*b*) | 362.04 | 3,2 | 482 |
| 363 (sauf 363.1) | Fabrication de produits d'entretien et connexes | 363.02 | 2,7 | 512 |
| 363.1 | Préparation d'eau de Javel, de lessives et de détergents | 363.01 | 3,4 | 560 |
| 364 (sauf 364.4) | Fabrication de peintures, vernis, pigments broyés et encre d'imprimerie | 364.00 | 3,6 | 512 |
| 364.4 | Fabrication de peintures et vernis bitumeux | 364.04 | 3,6 | 512 |
| 366 (sauf 366.14 366.16 partiel et 366.2) | Fabrication de produits insecticides anticryptogamiques et désinfectants, etc. | 366.00 | 3,5 | 613 |
| 366.14 | Fabrication d'insecticides végétaux | 366.04 | 1,8 | 512 |
| 366.16 (partiel) | Fabrication de mastic de greffage | 366.05 | 1,8 | 512 |
| 366.2 | Fabrication de produits œnologiques, spécialités œnologiques, clarifiants, etc. | 366.06 | 2,7 | 512 |
| 367 | Fabrication de produits photographiques | 367.00 | 2,0 | 640 |
| 368 | Fabrication de produits chimiques à usage mécanique et métallurgique, etc. | 368.00 | 2,7 | 512 |
| 369 | Parfumerie | 369.00 | 1,8 | 512 |
| | Section 39. — *Industrie des corps gras.* | | | |
| 391 | Fabrication de corps gras d'origine végétale, huilerie | 391.00 | 4,8 | 651 |
| 392 | Fabrication de corps gras d'origine animale | 392.00 | 4,8 | 651 |
| 393 | Savonnerie | 393.00 | 3,6 | 606 |
| 394 | Stéarinerie | 394.00 | 2,0 | 613 |
| 395 | Margarinerie | 395.00 | 4,8 | 651 |
| | Section 42. — *Sucrerie, distillerie, fabrication de boissons.* | | | |
| 420.01 | Dénaturation d'alcool | 420.00 | 3,2 | 613 |
| | Section 54. — *Industrie du papier et du carton.* | | | |
| 545.13 | Fabrication de papier carbone, de stencils | 545.07 | 1,8 | 512 |
| | Section 59. — *Brosserie, tabletterie et articles de bureau.* | | | |
| 593.3 et 593.5 | Fabrication de crayons. — Préparation et conditionnement d'encres, de colles et de produits pour le travail de bureau | 593.00 | 1,8 | 512 |
| | Sections 73 et 74. — *Commerce des matières premières, matériaux, combustibles, etc.* | | | |
| 732 | Commerce de gros des carburants liquides, pétroles et lubrifiants | 732.00 | 3,0 | 633 |
| | Section 89. — *Hygiène.* | | | |
| 896.2 | Entreprise de vidanges, de fosses mobiles | 896.02 | 5,8 | 613 |

(*a*) Etablissements exerçant à la fois des activités électrométallurgiques (nos 171 et 172) et des activités électrochimiques (n° 351.8).

(*b*) Cf. Pierres et terres à feu : fabrication de terres activées.

**Approbation du tarif des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies profesionnelles.**

Le ministre du travail,

Vu le décret du 27 mars 1953 complétant le décret n° 47-457 du 14 mars 1947 prévoyant des mesures transitoires pour l'application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle du nouveau régime de sécurité sociale en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles,

Arrête :

Art. 1er. — Sont approuvés, annexés au présent arrêté, les tarifs de risques établis par la caisse régionale de sécurité sociale de Strasbourg au vu des résultats statistiques afférents à la période triennale 1958, 1959, 1960.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du premier jour du trimestre civil suivant sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 novembre 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
FRANÇOIS WATINE.

BARÈME DE LA CAISSE RÉGIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE DE STRASBOURG

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| | | MÉTALLURGIE ET TRAVAIL DES MÉTAUX | |
| | | *Comité technique national n° 1.* | |
| | 16 | Sidérurgie | |
| 1 | 173, 174, 175, 176, 177. | Production des métaux non ferreux. | |
| | 194, 192.01, 802.09. | Grosse forge et gros emboutissage; fabrication de feuillard d'acier; institut de recherches de la sidérurgie | 4,5 |
| 2 | 191 | Fabrication de demi-produits en métaux non ferreux | 2,3 |
| 3 | 192.00, 193 | Tréfilage et étirage à froid de l'acier; fabrication de tubes d'acier | 3,2 |
| | 201 | Fonderie | |
| | 202.04, 06 | Chaudronnerie en acier inoxydable et en métaux non ferreux; soudure | |
| | 21 (sauf 216.01, 02). | Construction de machines et de matériel mécanique pour l'agriculture, l'industrie et les transports ferroviaires; ateliers de constructions métalliques | |
| 4 | 22 (sauf 221, 223). | Mécanique générale; revêtement et traitement des métaux | 3,2 |
| | 234.00 | Fabrication de ressorts, etc | |
| | 235.00 | Fabrication de chaînes mécaniques. | |
| | 26 (sauf 263.01, 264, 265.02, 266.01, 267, 268). | Construction d'automobiles et de motocycles | |
| | 334.07 | Armatures métalliques pour béton armé | |
| 5 | 202.01, 02, 03, 05, 220-01. | Fabrication de chaudières, chaudronnerie lourde, tôlerie; travaux de montage, démontage, entretien de matériel divers dans les usines. | 5,5 |
| | 204 | Fabrication de matériel industriel de chauffage | |
| | 205 | Fabrication de matériel frigorifique; installation de matériel frigorifique industriel | |
| 6 | 206, 207 | Fabrication de moteurs à combustion interne, machines à vapeur | 2,5 |
| | 208, 209, 279 | Fabrication de matériel hydraulique et d'incendie | |
| | 271 à 274 (sauf 274.01). | Constructions aéronautiques, d'engins spéciaux | |
| 7 | 221 | Réparation de machines agricoles | 3,2 |
| | 203 | Robinetterie | |
| | 223, 247, 248 | Mécanique de précision, fabrication de petits articles métalliques, d'objets à base de poudre métallique | |
| | 291.06 | Fabrication de compteurs et de distributeurs-mesureurs | |
| 8 | 292 | Fabrication de balances, bascules | |
| | 294, 296 | Fabrication de matériel photographique, de roulements et butées. | 1,8 |
| | 571.07 | Fabrication de jeux, jouets, articles de sport en métal | |
| | 573 | Fabrication d'articles de puériculture | |
| | 601.00 | Fabrication de bronze, fonte, luminaires et ferronnerie d'art | |
| | 290.01, 02 | Fabrication d'horlogerie, pièces détachées; manufacture d'horlogerie | |
| | 291.01, 05 | Fabrication de manomètres, thermomètres; appareils automatiques de contrôle de marche pour installations industrielles | |
| | 293 (sauf 293.05). | Fabrication d'instruments de précision et d'optique, de matériel de laboratoire | |
| | 295.03 | Réparation d'horlogerie | |
| 9 | 297, 299 | Fabrication et réparation de machines de bureau | 1,0 |
| | 298.00 | Fabrication de matériel médico-chirurgical | |
| | 560.00 | Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie | |
| | 582.01 | Fabrication de machines parlantes, disques | |
| | 593.08 | Fabrication de plumes métalliques et de petits instruments de bureau | |
| | 594.03 | Fabrication de bimbeloterie en métal | |
| | 23 (sauf 234.00, 235.00). | Fabrication d'articles métalliques divers, outillage, quincaillerie, repoussage de métaux en feuilles, sciage de métaux | |
| 10 | 241, 242.00 | Ferblanterie, articles de ménage | 3,7 |
| | 244.03 | Fabrication de lits et sommiers métalliques | |
| 11 | 244 (sauf 244.03). | Fabrication de mobilier métallique. | 4,4 |
| | 245 | Fabrication d'emballages et de conditionnement métallique | |
| 12 | 246 | Fabrication de tuyaux métalliques flexibles | 5,3 |
| | 252, 254.02 | Construction, renflouement de navires en acier et appareils moteurs | |
| 13 | 255.00, 255.02, 256.00. | Réparation de navires en acier et appareils moteurs et activités connexes | 6,1 |
| | 256.03 | Peinture des navires | |
| | 243.00, 249 | Coutellerie, repassage de couteaux, ciseaux | |
| 14 | 28 (sauf 283.03, 284.03, 285.00, 286.02, 05, 288). | Constructions électriques; réparation, entretien de machines et d'appareils électriques et radio-électriques | 2,7 |
| | 242.01 | Décoration sur émail | |
| | 243.03, 04 | Fabrication de rasoirs et lames de rasoirs | |
| | 263.01 | Fabrication d'équipement électrique d'automobile | |
| | 274.01, 275, 277, 278. | Construction de matériels électriques et radio-électriques spéciaux de bord | |
| 15 | 283.03 | Construction d'appareils radio-électriques et radio-électroniques | 1,4 |
| | 284.03 | Fabrication et installation de matériel télégraphique et téléphonique (et apparenté) | |
| | 285.00 | Construction de compteurs et d'appareils électriques de mesure | |
| | 286,02, 05 | Fabrication d'appareils d'électricité médicale; montage de petit matériel et appareillage électrique | |
| | 288 | Fabrication de lampes électriques | |
| 16 | 264, 743.00, 02, 03. | Réparation de véhicules automobiles (associée éventuellement au garage ou au commerce d'automobiles) | 2,5 |
| | 268 | Démolition d'automobiles | |
| | 216.01, 02 | Fabrication de machines à coudre, de machines pour chaussures | |
| 17 | 265.02 | Fabrication de pièces détachées de cycles et motocycles | 1,9 |
| | 266.01 | Fabrication de cycles | |
| | 267 | Réparation de motocycles et cycles. | |
| | | INDUSTRIES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | |
| | | *Comité technique national n° 2.* | |
| | 330.01 | Entreprises de bâtiment, de terrassement, de maçonnerie, canalisations, fondations par puits | |
| 1 | 331 (sauf 04, 06, 07). | Travaux en ciment, béton armé, pierre de taille, ravalement; louage d'échafaudage (avec pose); marbrerie de bâtiment (façonnage et pose); fourniture de béton préparé | 6,1 |
| | 336,02 | Ravalement en peinture | |
| | 804.02 | Location de matériel de travaux publics et de bâtiment | |
| | 976.03 | Paysagiste (sauf horticulteur) | |
| 2 | 331.04 | Carrelage et terrazzo, parquets sans joints | 2,1 |
| | 336.12 | Pose de linoléum, de lincrusta | |
| 3 | 331.06 | Plâtrerie | 2,7 |
| 4 | 332 (sauf 332.03, 05, 08). | Charpente en bois, menuiserie de bâtiment, construction en bois | 5,6 |
| 5 | 333.00, 05, 06 | Couverture associée à la plomberie ou au chauffage central, étanchéité | 4,5 |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| 6 | 742.16 | Commerce d'appareils de radio, de télévision, associé à la pose d'antennes extérieures | 7,7 |
| | 333.01 | Couverture (sans plomberie) | |
| | 336.03 | Peinture industrielle | |
| | 337.12 | Pose de paratonnerre, d'antennes de télévision | |
| | 338.01, 02 | Constructions métalliques pour le bâtiment, travaux publics et génie civil | |
| 7 | 333.02, 03 | Plomberie (sans couverture), installations sanitaires | 3,5 |
| | 335.11, 13 | Installation de chauffage, ventilation, climatisation | |
| 8 | 334.03 | Serrurerie et charpentes métalliques courantes y compris la pose | 4,7 |
| | 334.04 | Serrurerie de bâtiment | |
| | 338.03 | Construction métallique pour le bâtiment (fabrication et pose) | |
| 9 | 335.01, 05, 12 | Fumisterie de bâtiment, isolation | 5,2 |
| | 348.01, 02, 04 | Construction de fours, fumisterie industrielle | |
| 10 | 332.03, 05, 08 | Pose et replanissage de parquets, fabrication de volets roulants en bois | 3,0 |
| | 336.01, 04 | Peinture en bâtiment, papiers peints, décoration, dorure en bâtiment, revêtements muraux liquides | |
| | 336.09, 11, 14, 15. | Vitrerie, installations diverses dans les immeubles, publicité sur les bâtiments | |
| | 337 (sauf 337.12) | Aménagements de locaux divers | |
| | 339.02 | Pose d'enseignes lumineuses | |
| 11 | 339.01 | Installations électriques dans les immeubles d'habitation et autres bâtiments | 3,8 |
| 12 | 802.01 | Ingénieur-conseil, bureau d'études techniques | 0,8 |
| | 976.01, 02, 977, 978 | Architecte, décorateur, paysagiste. Métreur, géomètre, topographe, arpenteur | |
| 13 | 331.07, 348.03 | Entreprise de démolition, construction de cheminées d'usines | 8,0 |
| | 340.00 | Travaux publics et de génie civil | |
| 14 | 340.01 | Caisses de congés payés du bâtiment et des travaux publics (en ce qui concerne les indemnités versées par ces organismes). | Application du taux national |
| | | INDUSTRIES DU BOIS | |
| | | *Comité technique national n° 3.* | |
| 1 | 532.20, 21 | Emballages avec ou sans outillage mécanique | 3,9 |
| | 532.24, 25 | Fabrication en série de menuiserie, fabrication de matériel et d'instruments en bois | |
| | 533.01 à 04 | Ebénisterie et fabrication de cercueils; fabrication de sièges | |
| 2 | 023 | Fabrication de charbons de bois en forêt | 5,2 |
| | 254.01 | Construction d'embarcations fluviales (en bois) | |
| | 255.01 | Réparation de navires en bois | |
| | 523 | Fabrication de sabots, articles en bois pour chaussures | |
| | 572 (sauf 532.20, 21, 532.24 et 532.25). | Travail mécanique du bois (parquets, moulures, caisses), tonnellerie, etc. | |
| 3 | 022 | Travail du bois en forêt | 7,8 |
| | 531 | Scieries fixes et mobiles | |
| 4 | 737.01, 02 | Commerce des bois | 4,5 |
| | 737.03, 749.00 | Commerce d'articles demi-finis en bois et de menuiserie | |
| 5 | 494,11, 12 | Fabrication de cannes et fouets | 2,5 |
| | 533.06 | Fabrication de fonds de sièges sans déroulage | |
| | 534.00 | Industries annexes à l'ameublement. | |
| | 534.01 | Préparation de crin animal et végétal, du kapok | |
| | 535.01 | Manufacture de plumes et duvets | |
| | 535.03 | Fabrication de sommiers, de matelas | |
| | 535.04 | Fabrication de couvre-pieds, d'édredons, etc. | |
| | 536.02 | Réparation de sièges, canneurs, empailleurs | |
| | 571.05, 06 | Fabrication de jeux et jouets | |
| | 572.01, 02 | Fabrication d'articles de sports, de campement, fabrication de canoës et kayaks | |
| | 581 | Fabrication d'instruments de musique | |
| | 591, 592 | Fabrication de brosserie, tabletterie. | |
| | 602, 603, 606 | Vannerie, travail de la paille, du liège | |
| | 61 | Transformation des matières plastiques | |
| 6 | 494.07 | Fabrication de boutons et boucles | 1,7 |
| | 533.05 | Tapissiers en sièges | |
| | 536.01 | Réparation de matelas, de literie | |
| | 572.03, 04 | Fabrication d'articles de pêche, de cordes et boyaux | |
| | 583,00 | Réparateurs et accordeurs de pianos. | |
| | 593,01, 03 | Fabrication d'articles de bureau | |
| | 594.01 | Fabrication d'articles de Paris | |
| | 02, 07 | Fabrication d'articles pour fumeurs, de cure-dents | |
| | | INDUSTRIES CHIMIQUES | |
| | | *Comité technique national n° 4.* | |
| 1 | 156.00 | Produits asphaltés | 3,5 |
| | 179.00 | Electrométallurgie et électrochimie. | |
| | 351.00, 08, 10, 352,01, 09, 12 à 17. | Industrie chimique minérale; fabrication de chlorures de métalloïdes. | |
| | 353.09 | Fabrication d'engrais phosphatés; transformation chimique de sels de potasse naturels; fabrication d'engrais divers | |
| | 354.01, 02 | Fabrication de matières colorantes; industrie de la synthèse organique | |
| | 358.01, 02, 03 | Fabrication d'explosifs, de cartouches absorbantes, d'accessoires de mise à feu | |
| | 420.00 | Dénaturation d'alcool | |
| | 896.02 | Entreprise de vidange | |
| 2 | 100.00 | Recherche et extraction de pétrole, de gaz naturels; raffinage de pétrole brut, etc. | 2,6 |
| | 152.00 | Salines ignigènes | |
| | 350.00, 351.06, 07, 09. | Laboratoires de recherches chimiques; fabrication de carbonate de soude, de chlorure de calcium, etc.; fabrication de gaz comprimés; fabrication de chlorure de soude. | |
| | 353.08 | Industrie de l'azote | |
| | 354.03, 05, 07, 09. | Fabrication de produits odoriférants, arômes; fabrication de matières plastiques, caoutchouc, tanins synthétiques | |
| | 358.04 et 05 | Fabrication de mèches de mineurs, d'artifices et d'engins pyrotechniques | |
| | 368.00 | Fabrication de produits chimiques à usage mécanique et métallurgique, etc. | |
| 3 | 355 | Extraction et transformation de matières animales ou végétales | 3,6 |
| | 356 | Industries des goudrons et benzols | |
| | 391, 392 | Industrie des corps gras. Huilerie | |
| | 393, 395 | Savonnerie. Margarinerie | |
| 4 | 352.18 | Fabrication de compositions et couleurs vitrifiables pour émaux | 2,1 |
| | 361 à 367 (sauf 362.05. | Industrie parachimique | |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| | 359 | Fabrication de produits pharmaceutiques | |
| | 369 | Parfumerie | |
| 5 | 394.00 | Stéarinerie | 1,2 |
| | 545.07 | Fabrication de papier, carbone, stencils | |
| | 593.00 | Fabrication de crayons, encre, colle. | |
| 6 | 732.00 | Commerce de gros des carburants liquides et lubrifiants | 1,8 |
| | | INDUSTRIES DES PIERRES ET TERRES A FEU | |
| | | *Comité technique national n° 5.* | |
| | 112 | Tourbières | |
| | 14 (sauf 148.03) | Carrières de pierres, de sables; dragage, extraction de pierres à plâtre, de pierres à ciment, de pierres à chaux, d'argile | |
| 1 | 158.00, 02, 03.. | Broyage de minéraux et matériaux divers | 8,0 |
| | 362.05 | Fabrication de charbons actifs de terres activées et agents de filtration | |
| | 114 | Agglomération de combustibles | |
| 2 | 32 (sauf 322, 323.00 et 327.09). | Fabrication ou préparation de matériaux de construction | 5,8 |
| 3 | 322, 323.00 | Marbrerie de bâtiment, marbrerie funéraire, fabrication, pose et entretien de monuments funéraires | 4,6 |
| 4 | 293.05 | Travail optique du verre | 2,3 |
| | 30 | Industrie du verre | |
| | 148.03 | Apprêt de craie, usine à craie | |
| | 158.01 | Fabrication de pâtes céramiques | |
| 5 | 311.08 | Fabrication de briques, de tuiles | |
| | 313.00 | Fabrication de produits réfractaires. | 5,5 |
| | 314.01, 02, 03, 04. | Fabrication d'appareils sanitaires en céramique; fabrication de grès, de tuyaux de grès, d'articles de grès. | |
| | 311.03, 04, 05, 07. | Fabrication de poterie et de tuyaux en terre cuite, terres cuites et poterie de terre pour le bâtiment; fabrication de tuyaux de drainage, tuyaux de poterie | |
| | 314.07 | Fabrication de grès divers | |
| | 315 | Fabrication de carreaux de faïence. | |
| | 316 | Fabrication de faïence de mobilier, de vaisselle de faïence | |
| | 317 | Fabrication de porcelaine de mobilier, de vaisselle et d'objets en porcelaine | |
| 6 | 318 | Fabrication de céramique d'art et d'émaux | 2,4 |
| | 327.04 | Fabrication de carreaux thermoplastiques | |
| | 327.09 | Fabrication de matériaux de construction divers | |
| | 593.05 | Fabrication d'ardoises et de craie à écrire | |
| | 594.04 | Fabrication de vaporisateurs | |
| | 601.03 | Fabrication de statuettes en plâtre, stuc, etc. | |
| | 601.05 | Fabrication d'objets en marbre | |
| | 601.06 | Raccommodage de faïence et porcelaine | |
| | | INDUSTRIES DU CAOUTCHOUC, PAPIER, CARTON | |
| | | *Comité technique national n° 6.* | |
| | 354.06 | Fabrication de dérivés de la cellulose | |
| 1 | 37 | Industrie du caoutchouc et de l'amiante | 2,3 |
| | 487.04, 06, 07. | Enduction de tissus, fabrication de linoléum | |
| 2 | 541.00 | Fabrication de pâtes à papier | 6,0 |
| 3 | 540, 542, 543, 544, 545.01. | Fabrication du papier, transformation du papier (associées ou non à la fabrication de pâtes à papier). | 3,6 |
| 4 | 545 (sauf 545.01, 07). | Fabrication d'articles en papier et carton | 1,9 |
| | 571.01 et 02... | Fabrication de papiers peints, jouets, etc. | |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| | | INDUSTRIES DU LIVRE | |
| | | *Comité technique national n° 7.* | |
| | 336.16 | Affiches peintes (pose exclue) | |
| | 550.00 | Agence de presse | |
| | 551.00 | Imprimerie de labeur; imprimerie de livres et d'affiches | |
| 1 | 552.01 | Fonderie de caractères | 1,6 |
| | 555.00, 01 | Journaux d'information (édition et impression ou édition seule) | |
| | 555.04 | Imprimerie de presse | |
| | 550.01 | Entreprise de routage | |
| | 552.02 | Photogravure, clicherie, gravure | |
| | 553.00 | Edition de livres, d'images, cartes postales | |
| | 553.01 | Edition musicale | |
| | 554.01 | Reliure, brochure, dorure | |
| 2 | 555.02 | Publications périodiques, magazines, revues | 1,1 |
| | 556.00 | Studios photographiques | |
| | 557.00 | Entreprises de travaux photographiques | |
| | 558.00 | Travaux de copie | |
| | 973.02, 03 | Imagerie, estampes. Graveurs et gravures, héliogravure | |
| | | INDUSTRIES TEXTILES | |
| | | *Comité technique national n° 8.* | |
| | 470.06 | Effilochage de chiffons | |
| 1 | 471, 472, 473, 474 (sauf 474.10), 475 (sauf 475.14), 476, 477. | Industries du lin et du chanvre, du jute et des fibres dures, du coton, de la laine, de la soie, des fibres artificielles synthétiques (à l'exclusion de la teinture et de l'apprêt). | 2,0 |
| | 486.02 | Impression sur étoffe à la main | |
| | 474.10, 475.14.. | Piqûrage, rentrayage | |
| | 481 | Bonneterie (à l'exclusion de la teinture et de l'apprêt) | |
| | 482 | Fabrication de textiles élastiques | |
| | 483 | Fabrication de dentelles, tulles, broderies, filets de cheveux | |
| 2 | 484 | Fabrication de rubans, tresses, passementeries | 1,0 |
| | 485 | Fabrication de filets, raccomodage de filets | |
| 3 | 486.01, 04 | Teintures et apprêts | 2,7 |
| | 486.03 | Impression sur étoffe | |
| | | INDUSTRIES DU VÊTEMENT | |
| | | *Comité technique national n° 9.* | |
| | 491, 492 | Vêtements et lingerie sur mesure, confection de vêtements | |
| | 493.05 | Mode: fabrication artisanale | |
| | 494.00, 13 | Industries diverses de l'habillement. | |
| | 495 | Fabrication de sacs, bâches, drapeaux, découpage d'étoffes; fabrication de pansements, découpage de bandes plâtrées | |
| | 496 | Fabrication de chapellerie, mode en gros | |
| 1 | 497 | Stoppage, remmaillage de bonneterie, bas, tissus | 0,9 |
| | 514.09 | Fabrication de sacs de dames en tissus | |
| | 571.08 | Fabrication de jeux et jouets en textile | |
| | 572.07, 09 | Fabrication de tentes de campement, de sacs de sports, de ménage, etc. | |
| | 601.04 | Fabrication d'articles funéraires | |
| | 894.02 | Blanchisserie de détail sans outillage mécanique | |
| 2 | 894.01, 897.00, 898.00. | Blanchisserie, lavoirs | 2,2 |
| 3 | 894.03, 897.01.. | Teintureries | 1,6 |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| | | INDUSTRIES DES CUIRS ET PEAUX | |
| | | *Comité technique naional n° 10.* | |
| | 50, 511.07, 513. | Pelleteries et fourrures, lavage de poils, ganterie | |
| 1 | 514 (sauf 514.02, 03). | Fabrication et réparation d'articles de maroquinerie, articles de chasse, empailleurs | 0,9 |
| | 604.01, 758, 759. | Commerce de pelleteries et fourrures | |
| 2 | 511 (sauf 511.07). | Tannerie, corroierie, mégisserie, peaussiers | 5,0 |
| | 512 | Fabrication d'agglomérés de cuir | |
| | 514.02, 03 | Fabrication d'articles de voyage en cuir et autres matières | |
| | 515 | Fabrication d'équipement militaire en cuir | |
| | 516 | Bourrellerie | |
| | 517 | Découpage de cuirs industriels, courroies en cuir | |
| 3 | 521, 522 | Fabrication de chaussures et pantoufles | 1,7 |
| | 524 | Fabrication de talons et semelles | |
| | 527 | Fabrication de galoches et sabots | |
| | 572.05 | Fabrication d'articles de sport (en cuir) | |
| | 735.01 | Commerce des cuirs et peaux bruts | |
| | 525 | Chaussures sur mesure, bottiers | |
| 4 | 526.01, 528 | Cordonniers, réparation industrielle de chaussures | 1,6 |
| | | ALIMENTATION | |
| | | *Comité technique national n° 11.* | |
| 1 | 401 | Meunerie, semoulerie | 3,9 |
| 2 | 403 | Fabrication de pâtes alimentaires et pâtes farcies | 4,1 |
| 3 | 41 | Boulangerie, pâtisserie, biscuiterie | 1,3 |
| 4 | 421 | Sucrerie | 3,6 |
| 5 | 42 (sauf 421, 425, 429). | Industrie de la levure, préparation de vins spéciaux, distillerie | 3,1 |
| | 425.01, 429, 461. | Brasserie, boissons non alcoolisées ou gazeuses | 3,5 |
| 6 | 462 | Fabrication de glace, entrepôts frigorifiques | 6,2 |
| 7 | 425.02 | Malterie | 2,6 |
| 8 | 430 | Industrie du lait | 3,3 |
| 9 | 44 | Conserverie | |
| 10 | 45 | Industries alimentaires diverses | 1,7 |
| | 605.01 | Boyauderie | |
| | 046.00 | Porcherie industrielle | |
| 11 | 701.02 | Commerce de bovins, ovins, caprins et porcins | 4,8 |
| | 404 et 405 | Décorticage et triage de grains et graines, produits amylacés | |
| | | Commerce de gros: | |
| | 692.00 | De fruits et légumes | |
| 12 | 702.01 | De produits agricoles ou destinés à l'agriculture | 2,2 |
| | 707.01 | De denrées d'origine coloniale ou étrangère | |
| | 707-02 | D'épicerie et des sucres | |
| | 708-01 | Des farines et produits pour la boulangerie | |
| | | Commerce de détail: | |
| | 691.08 | De semences, graines et plants | |
| | 696.01 | De fruits et légumes | |
| 13 | 697.01, 08 | D'épicerie et de glace à rafraîchir | 1,1 |
| | 698 | De pâtisserie et confiserie | |
| | 709.00 | Commerce de gros de la confiserie | |
| 14 | 697.03 | Entreprise d'épicerie et d'alimentation générale à succursales multiples | 1,5 |
| | 693.01, 703.00 | Commerce de gros et détail de produits laitiers, œufs, volaille, gibier | |
| 15 | 695.02, 705.00 | Commerce de gros et détail de poissons et coquillages | 1,8 |
| | 705.01 | Expédition de produits de la mer et d'eau douce | |
| | 694.03, 04 | Commerce de détail des viandes | |
| 16 | 704.01 | Abattoirs, coopérative d'abattage | 2,9 |
| | 704.02 | Commerce de gros de viandes | |
| 17 | 700.01 | Coopératives d'alimentation générale, coopératives d'entreprises et d'administrations | 1,8 |
| 18 | 699 | Commerce de gros des boissons; exploitation d'eaux minérales naturelles | 2,6 |
| | | INDUSTRIES DES TRANSPORTS ET DE LA MANUTENTION | |
| | | *Comité technique national n° 12.* | |
| | 623.00 | Transports routiers de marchandises | |
| | 625 | Entreprise d'enlèvement | |
| 1 | 674 | Entreprise de manutention, emballage de marchandises | 5,4 |
| | 675 | Entreprise de déménagement | |
| | 676.01 | Entrepôts, docks, magasins généraux reliés à une voie d'eau | |
| | 621.01 | Transports publics routiers de voyageurs | |
| | 622,01, 02 | Taxis, voitures de places, fiacres, ambulances | |
| 2 | 632 | Chemins de fer d'intérêt général ou local | 2,2 |
| | 633.02 | Transports urbains et suburbains | |
| | 634, 636 | Location de wagons, entreprise de téléphérique, remonte-pente | |
| | 638 | Exploitation d'embranchements particuliers | |
| 3 | 677.00 | Agence de voyage, de tourisme | 0,7 |
| 4 | 626.00 | Entreprise de pompes funèbres | 3,6 |
| | 620.03 | Transports routiers associés | |
| | 623.01 | Transports routiers de courrier | |
| | 623.02 | Transports routiers par véhicules isothermes, frigorifiques ou réfrigérants | |
| 5 | 624 | Location de véhicules divers | 4,5 |
| | 642.01 | Transports par bateaux automoteurs, chalands ou péniches tractées | |
| | 676.02 | Entrepôts, docks, magasins généraux non reliés à une voie d'eau | |
| | 641.00 | Navigation intérieure de plaisance, bac, etc | |
| 6 | 659.01, 644.00 | Ports autonomes et non autonomes, canaux privés | 2,2 |
| | 660.00 | Transports aériens (personnel non navigant) | |
| | 671.00 | Commissionnaires de transports (sans manutention) | |
| 7 | 671.03 | Entreprises de groupages n'effectuant pas directement l'enlèvement ou la livraison à domicile des marchandises | 1,2 |
| | 672.00 | Auxiliaires de transports maritimes et fluviaux (sans manutention) | |
| | 671.02 | Commissionnaires de transports (avec manutention de marchandises) | |
| | 671.01 | Entreprises de groupages effectuant directement l'enlèvement ou la livraison à domicile des marchandises | |
| 8 | 672.09 | Auxiliaires de transports maritimes et fluviaux (avec manutention) | 4,1 |
| | 678.00 | Commissionnaires publics, porteurs en gare | |
| | 679.01 | Entreprises de travaux connexes à la S. N. C. F. | |
| 9 | 676.03 | Entrepôts de liquides en vrac (avec installation de pompage) | 1,8 |
| 10 | 631 | S. N. C. F. (personnel auxiliaire) | Taux national |
| | | INDUSTRIES DE L'EAU, DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ | |
| | | *Comité technique national n° 13.* | |
| 1 | 060.00 | Electricité de France, Gaz de France (agents statutaires) | Taux national |
| 2 | 060.01 | Electricité de France, Gaz de France (agents temporaires) | Taux national |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| 3 | 060.02 ..... | Entreprises privées et régies municipales de production et de distribution d'énergie électrique..... | Taux national (temporaires). |
| | | Entreprises privées et régies municipales de production et de distribution du gaz..... | |
| | 070.00 ..... | Distribution de gaz naturels..... | |
| 4 | 081.00 ..... | Production et distribution publique d'eau ..... | 2,2 |
| | 082.00 ..... | Distribution publique d'air comprimé. | |
| | 083.00 ..... | Distribution publique de chaleur, chauffage urbain..... | |
| | 731.01 ..... | Chauffage d'immeubles à forfait.... | |
| | 896.00 ..... | Usines d'incinération d'ordures..... | |
| | | COMMERCES | |
| | | *Comité technique national n° 14.* | |
| | | Commerces au détail. | |
| 1 | 691.03, 10..... | Commerce de petits animaux; fleurs naturelles ..... | 0,9 |
| | 710.00 ..... | Commerces multiples..... | |
| | 741.03 ..... | Commerce d'articles de liège, bouchons ..... | |
| | 746.00, 01..... | Commerce de machines à coudre; armes ..... | |
| | 747.00 ..... | Commerce et importation de machines, matériel et mobilier de bureau ..... | |
| | 749.02 ..... | Commerce d'articles de vannerie.... | |
| | 754.01 ..... | Commerce d'habillement, tissus, mercerie ..... | |
| | 756.02 ..... | Commerce de chaussures..... | |
| | 760.00 ..... | Commerce d'antiquités, de timbres-poste ..... | |
| | 761.02 ..... | Commerce de céramique mobilière et verrerie..... | |
| | 764.01 ..... | Commerce de livres, journaux, de papier, carton, papeterie..... | |
| | 766.00 ..... | Commerce d'horlogerie, bijouterie.. | |
| | 767.00 ..... | Commerces divers..... | |
| | 784.00 ..... | Débit de tabac..... | |
| | | Commerces en gros. | |
| 1 (*suite*). | 702.02, 03..... | Commerce de plantes médicinales, de plants, produits horticoles, fleurs naturelles..... | 0,9 |
| | 716.00 ..... | Commerce d'articles de bazar, de jouets ..... | |
| | 730.03 ..... | Commerce de pierres gemmes..... | |
| | 733.14, 16..... | Commerce et importation de machines de bureau, de machines à coudre, etc..... | |
| | 736.05 ..... | Commerce de produits pharmaceutiques et vétérinaire..... | |
| | 736.07 ..... | Commerce de caoutchouc, amiante et objets en matière plastique.... | |
| | 737.05 ..... | Commerce de liège..... | |
| | 750.00 ..... | Commerce de l'habillement..... | |
| | 752.00 ..... | Commerce de mercerie et bonneterie | |
| | 755.06 ..... | Commerce de fournitures de bourrellerie ..... | |
| | 765.00 ..... | Commerce d'horlogerie, joaillerie, orfèvrerie ..... | |
| 2 | 701.01 ..... | Commerce de chevaux, ânes, mulets ..... | 10,5 |
| 3 | 730.00, 01..... | Commerce de gros de matières premières, matériaux, combustibles (associés) ..... | 3,7 |
| | 731.00 ..... | Commerce de gros et importation de charbons et combustibles..... | |
| | 734.00, 01..... | Commerce de gros et importation des métaux ferreux et non ferreux (autres que les métaux précieux). | |
| | 748.00 ..... | Commerce de détail de combustibles | |
| | 748.01 ..... | Commerce de détail des combustibles et matériaux de construction (act. associées)..... | |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| 4 | 743.01 ..... | Commerce de véhicules automobiles, garage (sans réparation); commerce de détail de pièces détachées et accessoires; commerce de détail de carburants et lubrifiants, pompistes, station-service, auto-école ..... | 1,2 |
| | 744 ..... | Commerce de gros de pièces détachées, accessoires et pneumatiques pour autos..... | |
| | 745 ..... | Commerce de gros, détail, importation de motocycles et cycles, de pièces détachées, etc.; commerce de véhicules divers (voitures à bras, à chevaux, remorques camping, etc.)..... | |
| 5 | 735.00 ..... | Commerce de matériaux de construction ..... | 3,2 |
| 6 | 733.04 ..... | Commerce de gros de quincaillerie, etc. ..... | 1,4 |
| | 05, 10..... | Commerce de fournitures industrielles et de machines pour les travaux publics..... | |
| | 733.13 ..... | Importation et commerce de machines agricoles..... | |
| | 736.00, 01..... | Commerce en gros et importation de produits chimiques et corps gras; commerce de gros de bougies ..... | |
| | 738.00 ..... | Importation et commerce de gros de papier, carton, pâtes à papier.... | |
| | 740.00 ..... | Commerce de détail de matériel et machines agricoles..... | |
| | 741.02 ..... | Commerce de détail de quincaillerie. | |
| | 760.01 ..... | Commerce de meubles et articles d'ameublement d'occasion..... | |
| | 762.01 ..... | Commerce de détail de la droguerie, des couleurs, vernis..... | |
| | 763.01 ..... | Commerce du meuble..... | |
| | 733.07 ..... | Commerce de fournitures pour boucheries, coiffeurs, blanchisseries, hôtels, etc..... | |
| | 09 ..... | Commerce de machines et moteurs, pompes, outillage mécanique..... | |
| | 11 ..... | Commerce de matériel électrique (gros) ..... | |
| | 12, 15..... | Commerce de machines diverses, matériel d'incendie, d'armes (gros). | |
| | 736.06, 739.00.. | Commerce de gros de parfumerie, de matières premières pour brosserie, vannerie, etc..... | |
| 7 | 742.14 ..... | Commerce de détail de matériel électrique, radio-électrique, d'appareils électroménagers..... | 0,9 |
| | 751.00 ..... | Commerce de gros de produits textiles bruts..... | |
| | 753.00, 755.08.. | Commerce de tissus et tapis (gros et demi-gros), des cuirs et peaux finis ..... | |
| | 757.01 ..... | Commerce de gros de la chaussure. | |
| | 763.03, 05..... | Location de literie; commerce d'objets divers en bois..... | |
| | 763.07 ..... | Décorateur d'ameublement (commerçant) ..... | |
| | 768.01 ..... | Commerce de gros de la céramique mobilière ..... | |
| | 769.00 ..... | Commerce de gros de maroquinerie, tabletterie, bimbeloterie..... | |
| | | INTERPROFESSIONNEL | |
| | | *Comité technique national n° 15.* | |
| 1 | 000.99 ..... | Sièges sociaux et bureaux administratifs isolés, n'ayant aucune exploitation dans la circonscription régionale de Strasbourg. (Lorsque l'exploitation est située dans la circonscription de Strasbourg, le siège social et les bureaux administratifs sont soumis au taux de cotisation applicable à l'exploitation) ..... | 0,7 |
| | 681.00, 677.01.. | Transmission; syndicat d'initiative. | |
| | | Conseils et auxiliaires du commerce et de l'industrie..... | |
| | 801, 802..... | Expertise, recherches techniques... | |
| | 803, 804..... | Travaux à façon, location de machines, de matériel, de compteurs. | |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque. | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| | 807, 809 | Entreprise de conditionnement, entreprise de timbres réclame | |
| | 814, 817 | Bourse de commerce; comptabilité | |
| | 818, 819.01 | Conseils en organisation, publicité sans affichage | |
| | 824 | Régie immobilière, administrateurs de biens | |
| 1 | 830 | Etablissements financiers, banques, etc. | 0,7 |
| | 929, 930 | Représentations diplomatiques; auxiliaires de justice | |
| | 970.04, 972.00, 975. | Activités intellectuelles, scientifiques, etc. | |
| | 987.00, 988.00 | Sécurité sociale, établissements d'assistance (sauf hospices et établissements publics de soins) | |
| | 810.03, 816.01 | Intermédiaires, groupements d'achat (sans manutention) | |
| 2 | 815.00 | Agent commercial | 1,0 |
| | | Représentation (sans manutention) | |
| | 989.00 | Associations, groupements divers | |
| 3 | 950.00 | Enseignement privé (personnel administratif et enseignant) | 1,1 |
| | 805, 806 | Locations et concessions diverses | |
| | 820 | Cession et gestion de biens et de droits industriels et commerciaux. | |
| | 873 | Distribution de films | |
| | 887, 888 | Curiosités naturelles, spectacle son et lumière, Auxiliaires des spectacles | |
| 4 | 960.00, 02 | Education physique et sports (personnel administratif), cadets de golf | 1,0 |
| | 965.01 | Associations de tourisme | |
| | 972.01 | Bibliothèque, monuments, musées, jardins zoologiques | |
| | 986.00 | Organisation professionnelle, économique et sociale | |
| 5 | 849.00 | Assurances | 0,7 |
| 6 | 601.07, 891.00 | Travail du cheveu, salon de coiffure, institut de beauté | 0,7 |
| | 582.02 | Studios d'enregistrement sonore | |
| | 722.00, 723.00, 724.00. | Marchands ambulants, colporteurs, camelots, etc. | |
| 7 | 862.00 | Radiodiffusion, télévision (étrangère ou privée) | 1,0 |
| | 881.01, 882, 884, 885. | Spectacles sédentaires (salles de concert, music-hall, cinéma, dancing, etc.) | |
| | 771, 772, 773 | Hôtel; restaurant, foyer, cantine | |
| | 775.01 | Auberges de la jeunesse | |
| 8 | 780 | Débit de boissons avec vente de tabac | 1,5 |
| | 892 | Etablissement de bains et douches. | |
| | 893 | Toilettes publiques | |
| | 721.02 | Attractions foraines (avec montage de manège) | |
| 9 | 791, 792, 797.03, 798.01. | Industrie et commerce de la récupération (ferrailles, déchets industriels, munitions) | 10,5 |
| | 721.01 | Attractions foraines (sans montage de manège) | |
| 10 | 793 à 796, 797.00, 02. | Industrie et commerce de la récupération (chiffons, déchets animaux et végétaux) | 3,9 |
| | 895 | Nettoyage de locaux et d'objets divers | |
| | 937 | Police privée, surveillance | |
| | 810.04 | Intermédiaires du commerce (avec manutention) | |
| | 816.00 | Représentation (avec manutention de marchandises) | |
| 11 | 815.01 | Agent commercial, avec manutention | 2,1 |
| | 819.02 | Publicité (avec affichage) | |
| | 870.00 | Artistes | |
| | 871, 872 | Production cinématographique | |
| | 881.00, 883.00 | Théâtres, cirques | |
| 12 | 911, 912 | Médecine, stomatologie et soins dentaires | 0,7 |
| | 913 | Auxiliaires médicaux | |
| | 886.03 | Casino, salle de jeu | |
| | 914, 915, 916 | Etablissements de soins, de garde, colonies de vacances | |
| 13 | 917 | Art vétérinaire | 1,2 |
| | 925.03 | Nourrices et gardiennes d'enfants (relevant des services départementaux d'aide sociale à l'enfance) | |
| | 987.01 | Centre de réadaptation fonctionnelle. | |

| NUMÉROS du groupe. | NUMÉROS du risque | NATURE DU RISQUE | TAUX net. |
|---|---|---|---|
| 14 | 797.01 | Récupération de glandes pour produits opothérapiques | 0,9 |
| | 707.88 | Commerce de gros des tabacs | |
| | 918.00 | Pharmacie et commerce auxiliaire de la santé | |
| 15 | 906 | Administration départementale et communale | 2,2 |
| 16 | 940.00 | Cultes | 1,3 |
| 17 | 950.01 | Elèves des écoles d'enseignement technique | Taux national |
| 18 | 950.02 | Elèves des centres d'apprentissage et de formation professionnelle | Taux national |
| 19 | 908.00 | Administration de l'Etat (agents de toutes catégories, membres des cabinets ministériels) | Taux national |
| 20 | 960.01 | Sportifs professionnels et personnel enseignant des sports | Taux national |
| 21 | 965.03 | Sociétés de sports aéronautiques, vol à voile, etc. | Taux national |
| 22 | 990.00 | Service des armées alliées en France. | Taux national |
| | | CATÉGORIES FORFAITAIRES | |
| I | 938.01 | Détenus | (a) |
| II | 938.02 | Pupilles de l'éducation surveillée | Cotisation forfaitaire. |
| III | 903.00 | Représentants au service de plusieurs employeurs; représentants exclusifs (déclarés à une caisse primaire autre que celle de l'entreprise) | Taux national |
| IV | 990.00 | Personnes occupées exclusivement au service de particuliers; gens de maison, femmes de ménage, lingères, couturières, blanchisseuses à la journée, nourrices, gardiennes d'enfants, chauffeurs de maître, concierges | 2,0 |

(a) Taux de l'entreprise ou taux national 2,2 p. 100 pour travaux en régie directe ou taux national 4,4 p. 100 pour travaux agricoles.

**Circulaire n° 125 S. S. du 24 novembre 1961 relative aux tarifs d'honoraires en matière de soins aux assurés sociaux.**

Paris, le 24 novembre 1961.

*Le ministre du travail*
*à Messieurs les directeurs régionaux de la sécurité sociale.*

**Au cours de sa séance du 22 novembre 1961, la commission interministérielle des tarifs a approuvé un certain nombre de conventions ou d'avenants fixant les tarifs d'honoraires applicables aux praticiens et aux dispensaires.**

## PREMIERE PARTIE

### TARIFS MÉDICAUX

### A. — *Tarifs conventionnels.*

**La commission a approuvé une convention intervenue entre la caisse régionale de sécurité sociale « Rhône-Alpes », à Lyon, et le syndicat départemental des médecins électroradiologistes qualifiés de l'Ardèche.**

**Ces tarifs, qui entreront en vigueur à compter du 1er décembre 1961, sont les suivants :**

| C. | V. | V. D. | V. N. | K. | R. | I. K. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | 9 avec I. K.<br>10 sans I. K. | 17 | 23 | 3,60 | 2,60 | 0,60 (1) |

(1) Sous réserve d'un abattement de 1 km, tant sur le trajet aller que retour.

B. — *Tarifs d'autorité et d'adhésions personnelles.*

La convention signée par le syndicat médical des Hautes-Alpes ayant été dénoncée par ce syndicat et cessant d'être applicable à compter du 1er décembre 1961, la commission a fixé les tarifs d'autorité et d'adhésions personnelles dans ce département avec effet de cette même date.

Ces tarifs sont les suivants :

| | C. | V. | V. D. | V. N. | P. C. | K. | R. | ACCOUCHEMENT simple. | ACCOUCHEMENT gémellaire. | I. K. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| a) Adhésions personnelles.... | 7 | 9 avec I. K.<br>10 sans I. K. | 17 | 23 | 3,60 | 3,60 | 2,60 | 150 | 190 | Montagne : 0,60 (1).<br>Haute montagne : 0,70. |
| b) Autres praticiens..... | 2,80 | 3,60 | 5,60 | 8 | 1,85 | 2 | 1,60 | 64 | 76 | Montagne : 0,35 (1).<br>Haute montagne : 0,40. |

(1) La répartition des localités de ce département entre les zones de montagne et de haute montagne reste celle définie par l'arrêté du 5 mai 1939.

Les adhésions personnelles, qui prendront effet à la date de leur réception par la caisse primaire intéressée seront reçues dans les conditions fixées par la circulaire n° 72 S. S. du 12 août 1960, par la caisse primaire de sécurité sociale des Hautes-Alpes, centre administratif Desmichel, à Gap.

DEUXIEME PARTIE

CONVENTIONS AVEC LES DISPENSAIRES

A. — *Approbations définitives.*

La commission a donné son approbation à plusieurs conventions et avenants signés avec les dispensaires ci-après, qui entreront en vigueur le 1er décembre 1961 :

Région de Lyon.

Dispensaire de l'usine de plans de la compagnie Pechiney, à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie).

Région de Marseille.

Service dentaire du dispensaire de la Croix-Rouge italienne, 17, rue Melchion, à Marseille.

Service dentaire de l'hôpital Lenval, 57, avenue de la Californie, à Nice (Alpes-Maritimes).

Région de Paris.

Dispensaire de la compagnie Pechiney, 23, rue de Balzac, Paris (8e). — B.

B. — *Approbation conditionnelle.*

La commission a enfin approuvé un avenant sous condition. Il s'agit de l'avenant signé avec les cliniques dentaires mutualistes du Tarn pour les cabinets de Gaillac et Lavaur.

Cette approbation conditionnelle ne deviendra effective que huit jours après qu'un avenant comportant les modifications demandées par la commission interministérielle des tarifs sera parvenu au directeur régional de la sécurité sociale de Toulouse.

Ce document devra m'être transmis en indiquant la date de réception, afin que je sois en mesure de faire connaître la date d'entrée en vigueur de cet avenant.

Si cet avenant n'était pas parvenu à la direction régionale de la sécurité sociale avant le 15 janvier 1962, l'approbation donnée par la commission deviendrait caduque.

Vous voudrez bien porter les indications qui précèdent à la connaissance des caisses de sécurité sociale de votre circonscription et leur donner le maximum de publicité.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le conseiller d'Etat, directeur général de la sécurité sociale :

*L'inspecteur général de la sécurité sociale, chargé des affaires administratives et financières,*

F. NETTER.

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

**Décret n° 61-1372 du 12 décembre 1961 portant suppression et création d'emplois dans les services extérieurs de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre délégué auprès du Premier ministre, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 55-124 du 20 janvier 1955 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des fonctionnaires des offices départementaux des anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu la loi de finances pour 1961 (loi n° 60-1384 du 23 décembre 1960), et notamment son article 64 ;

Vu l'ordonnance n° 59-69 du 7 janvier 1959 portant réorganisation de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu le décret n° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 1er ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Sont supprimés dans les foyers d'anciens combattants et de victimes de guerre :

Treize postes de directeur.

Quatorze postes de régisseur économe.

Dix postes d'aide comptable.

Deux postes de sténodactylographe.

Trois postes d'ouvrier d'entretien.

Art. 2. — Sont créés dans les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre :

Treize postes de secrétaire administratif.

Treize postes de commis.

Treize postes d'agent de bureau.

Art. 3. — Le Premier ministre, le ministre délégué auprès du Premier ministre, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1er janvier 1961.

Fait à Paris, le 12 décembre 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,*
RAYMOND TRIBOULET.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*
PIERRE GUILLAUMAT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**Services extérieurs.**

Par arrêté du 11 décembre 1961, M. Samouillan (Emile), contrôleur à Paris-Poste, est placé en position de détachement auprès du ministère des affaires étrangères, pour une durée maximum de cinq ans à compter du 1er juillet 1961, pour exercer des fonctions identiques auprès de l'ambassade de France à Rabat.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Décret n° 61-1370 du 11 décembre 1961 relatif à l'hébergement et à la réadaptation des vagabonds.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;

Vu le décret n° 59-143 du 7 janvier 1959 (art. 10) ;

Après avis du Conseil d'Etat (section sociale),

Décrète :

Art. 1er. — Les vagabonds estimés aptes à un reclassement peuvent être hébergés en vue de leur réadaptation dans des établissements publics ou privés agréés à cet effet. L'aptitude des vagabonds à ce reclassement est appréciée dans les conditions fixées par un arrêté.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 décembre 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
JOSEPH FONTANET.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Décret n° 61-1371 du 12 décembre 1961 relatif aux conditions d'intégration dans le corps des fonctionnaires de l'inspection de la santé des médecins inspecteurs de la santé contractuels assurant les fonctions de médecin inspecteur de la santé en Algérie.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, du ministre délégué auprès du Premier ministre, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 complétée et reconduite autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative ;

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 49-962 du 16 juillet 1949 modifié portant règlement d'administration publique pour l'organisation et le statut du corps de l'inspection de la santé ;

Vu le décret n° 58-320 du 26 mars 1958 relatif aux services de la santé publique et de la population en Algérie ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Par dérogation aux règles de recrutement des médecins inspecteurs de la santé fixées à l'article 6 du décret n° 49-962 du 16 juillet 1949 susvisé, pourront être intégrés, sur leur demande, dans le corps des fonctionnaires de l'inspection de la santé les médecins de la santé contractuels exerçant depuis une année au moins, à la date de publication du présent décret, les fonctions de médecin inspecteur de la santé en Algérie.

Art. 2. — Il sera pourvu aux emplois vacants de médecins inspecteurs en Algérie dans la limite de cinq nominations.

Art. 3. — Les intéressés devront satisfaire aux épreuves d'un examen professionnel, dont les modalités seront fixées par arrêté du ministre de la santé publique et de la population.

Art. 4. — Les médecins de la santé contractuels qui auront satisfait aux épreuves de l'examen professionnel prévu à l'article 3 ci-dessus seront, après avis d'une commission de reclassement organisée par arrêté conjoint du ministre de la santé publique et de la population et du ministre délégué auprès du Premier ministre, reclassés dans le corps des fonctionnaires de l'inspection de la santé sur la base de l'avancement moyen dont ils auraient bénéficié s'ils y avaient été admis à la date de leur recrutement par contrat et compte tenu des notes et des promotions accordées. En aucun cas, cette reconstitution de carrière ne doit toutefois permettre aux intéressés d'être reclassés à un indice supérieur à celui détenu en qualité de contractuel.

Art. 5. — Les médecins contractuels, qui auront fait acte de candidature à l'emploi de médecin inspecteur, sont tenus de souscrire l'engagement de servir en Algérie pendant quatre ans à compter de la date de leur nomination.

Art. 6. — Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le ministre délégué auprès du Premier ministre, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au Recueil des actes administratifs de la délégation générale en Algérie.

Fait à Paris, le 12 décembre 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*
JOSEPH FONTANET.

*Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,*
LOUIS JOXE.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*
PIERRE GUILLAUMAT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

**Liste des praticiens autorisés à participer aux épreuves du concours pour l'établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de médecin des services antituberculeux publics et privés (tuberculose extra-pulmonaire).**

Par arrêté du 8 décembre 1961, les praticiens dont les noms suivent sont autorisés à participer aux épreuves du concours qui aura lieu le 18 décembre 1961 pour l'établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de médecin des services antituberculeux publics et privés (tuberculose extra-pulmonaire) :

M. le docteur Darier (Edgard).
Mme le docteur Roquebert (Jacqueline).
M. le docteur Strub (Pierre).

En cas de succès au concours M. le docteur Darier ne pourra solliciter un poste que dans les établissements ou organismes privés.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

1re SESSION ORDINAIRE DE 1961-1962

### Ordre du jour du vendredi 15 décembre 1961.

**A neuf heures trente.** — 1re SÉANCE PUBLIQUE

1. — Questions orales *sans débat :*

Question n° 12397. — M. Guy Ebrard souligne à M. le ministre de l'éducation nationale la situation inéquitable faite aux intendants, sous-intendants et au personnel des services économiques du ministère de l'éducation nationale dans son ensemble, et lui demande les dispositions qu'il compte prendre en vue d'assurer leur reclassement indiciaire et faire cesser une aussi regrettable disparité.

Question n° 11448. — M. Guy Ebrard appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'insuffisance numérique du personnel enseignant et l'appoint précieux que pourraient, à certains égards, lui fournir les adjoints d'enseignement suivant leur titre ou leur spécialisation. Il souligne à son attention l'utilisation souvent discutable faite des services des adjoints d'enseignement licenciés et bacheliers. Il lui demande, en conséquence, s'il compte reconsidérer leurs attributions, définir leur fonction et revaloriser ainsi les services qu'ils peuvent être appelés à rendre à l'enseignement en établissant pour eux les légitimes contreparties que ce personnel est en droit d'attendre.

Question n° 11394. — M. Guy Ebrard demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, à la suite de la revision des traitements du personnel enseignant, les instituteurs bénéficient de la péréquation de leur retraite. Si tel n'était pas le cas, il lui demande de bien vouloir lui exposer les raisons de cette discrimination et les dispositions qu'il compte prendre pour la faire cesser.

Question n° 12248. — M. Cassagne expose à M. le ministre du travail que la diversité des plafonds de ressources qui conditionnent le bénéfice des différentes lois sociales crée des anomalies injustifiables ; que la fixité de ces plafonds depuis 1956 prive un grand nombre de vieillards des prestations instituées à leur profit ; que, de ce fait, les conditions d'existence des vieillards en France s'aggravent sans cesse ; que les études faites par la commission spécialisée auprès de M. le Premier ministre se prolongent sans qu'il soit possible d'en connaître le résultat et de savoir à quel moment des conditions décentes de vie seront enfin assurées à tous les intéressés. Il lui demande, devant l'augmentation générale des prix, qui aggrave encore la situation, quelles mesures il compte prendre pour venir en aide efficacement aux couches âgées de la population.

Question n° 12609. — M. Cassagne expose à M. le ministre du travail qu'une veuve ou invalide dont le mari, assuré social du régime général, est décédé avant l'âge de soixante ans est définitivement privée du droit à une pension de réversion ; que, de ce fait, cette veuve se trouve pratiquement délaissée, alors même que son mari, ayant cotisé durant de nombreuses années, avait acquis un véritable droit à pension. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour combler cette lacune et ouvrir un droit qui s'apparente au moins à celui garanti aux ressortissants de la plupart des régimes spéciaux.

Question n° 12793. — M. Rombeaut demande à M. le ministre du travail si le Gouvernement ne compte pas fixer très prochainement la date des élections des administrateurs des caisses primaires de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Question n° 12623. — M. Durbet rappelle à M. le ministre du travail qu'en vertu des dispositions du code de la sécurité sociale (art. L. 23, L. 32 et L. 39), les diverses caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales sont administrées par des conseils élus pour cinq ans ; que le décret du 6 septembre 1960 avait reporté la date de ces élections au 4 mai 1961, mais que le décret du 28 mars 1961 a eu pour effet de prolonger *sine die* le mandat des administrateurs actuels élus en 1955. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour remédier le plus tôt possible à cette situation d'autant plus anormale que, par application du décret du 12 mai 1960, il est procédé à des fusions de caisses régionales.

Question n° 10357. — M. Antoine Guitton attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le renforcement de la position morale de la France aux conversations d'Evian, si le Gouvernement avait demandé la ratification de la convention européenne des droits de l'Homme au début de la session, comme il en avait pris l'engagement, le 9 décembre 1960. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons qui s'opposent à cette ratification dont l'absence place la France dans une situation humiliante. En effet, elle est le seul pays des quinze qui composent le Conseil de l'Europe à n'avoir pas ratifié cette convention et cependant elle a désigné un vice-président de la cour internationale créée par la convention ; 2° quand il envisage d'en proposer la ratification à l'Assemblée nationale.

Question n° 10981. — Mlle Dienesch rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que, lors de la séance du 2 décembre 1960, il avait pris l'engagement, au nom du Gouvernement, « de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, durant la prochaine session parlementaire, le projet de loi tendant à la ratification de la convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée par les représentants des Etats membres, le 4 novembre 1950 » (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 2 décembre 1960, p. 4262). Elle lui demande si le projet de loi dont il est question sera bien déposé avant la fin de l'actuelle session.

2. — Question orale *avec débat :*

Question n° 12830. — M. Szigeti attire l'attention de M. le ministre du travail sur les conséquences particulièrement graves de l'article 7 du décret n° 59-160 du 7 janvier 1959. La règle d'opposabilité absolue, aussi bien aux parties qu'à la juridiction compétente d'un avis technique d'expert médical, apparaît dans ce texte pour la première fois dans notre droit. Cet exemple est, à sa connaissance, unique dans la législation. L'honneur d'une telle confiance rejaillit sur tout le corps médical mais, il sous-entend une infaillibilité que pas un homme de science ne peut accepter. L'impossibilité dans laquelle se trouvent les parties de solliciter une contre-expertise ou de discuter une décision qui peut, dans ses prémisses, être entachée d'erreurs matériellement graves, peut léser, de façon importante, un assuré social aussi bien que la sécurité sociale elle-même. Il lui demande dans quel sens il compte modifier l'article en question afin de le rendre conforme aux principes fondamentaux du droit et de l'équité.

3. — Eventuellement, discussion en deuxième lecture du projet de loi sur les prix agricoles.

**A quinze heures.** — 2e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Dépôt du rapport de la Cour des comptes au Président de la République.

2. — Nomination, par suite de vacance, d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant de la France à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

3. — Discussion et vote sur la motion de censure déposée par MM. Mercier, Boutard, Chandernagor, Schmitt, Bayou, Dejean, Regaudie, Vals, Max Lejeune, Muller, Var, Montel, Pavot, Lacroix, Privet, Darchicourt, Monnerville, Dumortier, Pic, Privat, Duchâteau, Bourgeois, Arthur Conte, Schaffner, Tony Larue, Widenlocher, Deschizeaux, Cassagne, Gernez, Derancy, Poignant, Denvers, Longequeue, Béchard, Darras, Durroux, Evrard, Forest, Leenhardt, Mazurier, Mollet, Montalat, Padovani, Al-Sid Boubakeur, Very, Brocas, Faure, Gaillard, Billères, Juskiewenski, Dieras, Desouches, Hersant, Ebrard, Gauthier, Delesalle, de Pierrebourg, Georges Bonnet, Mme Delabie, MM. Sable, Ducos. (Application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution.)

4. — Eventuellement, navettes diverses.

**A vingt et une heures trente.** — 3e SÉANCE PUBLIQUE

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la deuxième séance.

### Documents parlementaires mis en distribution le jeudi 14 décembre 1961.

N° 1548. — Proposition de loi de M. Dalbos tendant à instituer un haut-commissariat aux personnes âgées (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 1583. — Proposition de loi de M. Seitlinger tendant à modifier les dispositions de l'article 454 du code de la sécurité sociale permettant aux enfants conçus et nés après l'accident du père de bénéficier, en cas de décès de celui-ci, d'une rente et d'une prise en charge par la sécurité sociale (renvoyée à la commission des affaires culturelles).

N° 1595 (1). — Proposition de résolution de M. Mirguet tendant à compléter l'article 55 du règlement de l'Assemblée nationale (renvoyée a la commission des lois constitutionnelles).

N° 1601. — Rapport supplémentaire de M. Dalbos, au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'assurance-vieillesse.

N° 1616. — Projet de loi portant ratification du décret du 29 novembre 1961 modifiant le décret du 28 juin 1961 portant modification à la composition, aux dates d'appel et aux obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1961 et du décret du 29 novembre 1961 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1962 (renvoyé à la commission de la défense nationale).

N° 1621. — Projet de loi adopté par le Sénat relatif à la prise en compte en ce qui concerne les droits à pension, du temps passé, en congé d'armistice par certains militaires (renvoyé à la commission des affaires culturelles).

N° 1622. — Projet de loi modifié par le Sénat relatif aux corps militaires de contrôle (renvoyé à la commission de la défense nationale).

N° 1624 (1). — Rapport de M. de Montesquiou, au nom de la commission de la défense nationale, sur le projet de loi modifié par le Sénat, relatif aux corps militaires de contrôle.

N° 1629. — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 modifié par le Sénat (renvoyé à la commission des finances).

(1) Tirage restreint.

**Documents parlementaires mis en distribution le vendredi 15 décembre 1961.**

N° 1445. — Rapport de M. Marc Jacquet, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1962. — Annexe n° 45 : Entreprises nationales.

N° 1630 (a) (1). — Rapport de M. Hanin, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté par le Sénat, relatif à la prise en compte, en ce qui concerne les droits à pension, du temps passé en congé d'armistice par certains militaires.

N° 1631 (a) (1). — Rapport de M. Marc Jacquet, au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative pour 1961, modifié par le Sénat.

N° 1632 (a) (1). — Rapport de M. Le Douarec, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer.

1633. — Projet de loi modifié par le Sénat relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé et à la juridiction d'expropriation (renvoyé à une commission spéciale).

(a) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 14 décembre 1961.
(1) Tirage restreint.

**Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.**

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Becker, Biaggi, Bouillol, Boutard, Camino, Cassagne, Cathala, Cerneau, Chazelle, Collomb, Coumaros, Dalainzy, Darchicourt, Debray, Mme Devaud (Marcelle), Mlle Dienesch, MM. Dixmier, Duchâteau, Ducos, Durbet, Fréville, Godonnèche, Grèverie, Hanin, Jouault, Juskiewenski, Karcher, Lacaze, La Combe, Laudrin, Laurent, Le Duc, Mainguy, Marcenet, Mariotte, Orrion, Petit (Eugène-Claudius), Poignant, Privat (Charles), Robichon, Roche-Defrance, Rombeaut, Rouland, Roustan, Sallenave, Terré, Ulrich, Vanier, Vitter (Pierre).

*Excusés.* — MM. Baouya, Bekri, Bernasconi, Bord, Dalbos, Diligent, Duflot, Jouhanneau, Kaouah, Kir, Lecocq, Maridet, Mlle Martinache, MM. Puech-Samson, Roques, Schaffner, Vals.

**Commission des finances, de l'économie générale et du plan.**

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Beauguitte (André), Boisdé (Raymond), Burlot, Chapalain, Clermontel, Courant (Pierre), Deliaune, Dorey, Dreyfous-Ducas, Jacquet (Marc), Lauriol, Lejeune (Max), Liogier, Mazo, Molinet, Nungesser, Rivain, Souchal, Van der Meersch, Yrissou.

*Excusés.* — MM. Ch. Bonnet, Denvers, Ebrard, Palewski, Paul Reynaud, Arnulf, Escudier, Garnier, Liogier, Marcellin, Neuwirth, Pflimlin, Raulet, Taittinger.

**Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.**

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Azem (Ouali), Battesti, Bérard, Bourne, Carous, Chandernagor, Coste-Floret (Paul), Dejean, Delachenal, Delrez, Dubuis, Feuillard, Guillain, Hoguet, Le Douarec, Maziol, Mercier, Mignot, Moras, Palmero, Pigeot, Portolano, Quinson, Ripert, Salliard du Rivault, Sammarcelli, Villedieu, Widenlocher.

*Excusés.* — MM. Barrot (Noël), Bedredine (Mohamed), Benssedick Cheikh, Bourgeois (Georges), Boutalbi (Ahmed), Bricout, Chelha (Mustapha), Gouled (Hassan), Hénault, Ihaddaden (Mohamed), Jacquet (Michel), Junot, Lenormand (Maurice), Marçais, Messaoudi (Kaddour), Pasquini, Sahnouni (Brahim), Vidal, Zeghouf (Mohamed).

**Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux filiales d'entreprises publiques (n° 1088).**

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM Courant (Pierre), Darchicourt, Dolez, Fraissinet, Hénault, Japiot, Labbé, Marcellin, Pezé, Privet, Sarazin, Ulrich.

*Excusé.* — M. Renouard.

**Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé (n° 1224).**

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Boulet, Carous, Coudray, Courant (Pierre), Fanton, Hémain, Japiot, Lacroix, Maziol, Quinson, Rivière (Joseph).

*Excusé.* — M. Denvers.

**Candidatures à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe.**

Un siège de représentant titulaire à pourvoir.

Candidat présenté par le groupe de l'Union pour la Nouvelle République : M. Lurie.

Un siège de représentant suppléant à pourvoir.

Candidat présenté par le groupe de l'entente démocratique : M. Gauthier.

Ces candidatures seront validées par l'Assemblée si, avant la nomination, elles n'ont pas suscité l'opposition de trente députés.

**Nomination de représentants de la France à l'Assemblée parlementaire européenne.**

Dans sa séance du 14 décembre 1961, l'Assemblée nationale a nommé représentants de la France à l'Assemblée parlementaire européenne :

Par suite de vacance, jusqu'au 13 mars 1962.

MM. Liogier et Mariotte.

A compter du 13 mars 1962.

MM. Coulon, Mariotte, Darras, Briot, Drouot-L'Hermine, Liogier, Robert Schuman, Bégué, Bord, Vals, Bernasconi, Charpentier, Motte, Azem Ouali, Peyrefitte, Boscary-Monsservin, Salado, Pleven, Tomasini, Maurice Faure, Vendroux, Jarrosson, Legendre, Pascal Arrighi.

**Nomination d'un membre d'un organisme extraparlementaire.**

La commission des finances, de l'économie générale et du plan, en application du décret n° 60-1099 du 14 novembre 1960, a nommé M. Pascal Arrighi membre du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, en remplacement de M. Arnulf.

**Nomination des membres de la commission de contrôle sur l'union générale cinématographique.**

Dans sa séance du 14 décembre 1961, l'Assemblée a nommé membres de la commission de contrôle sur l'union générale cinématographique :

| | |
|---|---|
| MM. Georges Bonnet. | MM. Dolez. |
| Boutard. | Hostache. |
| Carous. | Labbé. |
| Colonna d'Anfriani. | Marcellin. |
| Pierre Courant. | Marcenet. |
| Djebbour. | Pezé. |

**Commissions « ad hoc ».**

*Nomination des membres de la commission chargée d'examiner une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée* (n° 1604).

Dans sa séance du 14 décembre 1961, l'Assemblée nationale a nommé membres de cette commission :

| | |
|---|---|
| MM. Boscher. | MM. Laurent. |
| Carous. | Marcenet. |
| Chandernagor. | Mignot. |
| Delachenal. | Molinet. |
| Delrez. | Rey. |
| Desouches. | Sy (Michel). |
| Fanton. | Vayron (Philippe). |
| Fric (Guy). | |

*Nomination des membres de la commission chargée d'examiner une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée* (n° 1611).

Dans sa séance du 14 décembre 1961, l'Assemblée nationale a nommé membres de cette commission :

| | |
|---|---|
| MM. Boscher. | MM. Laurent. |
| Carous. | Marcenet. |
| Chandernagor. | Mignot. |
| Delachenal. | Molinet. |
| Delrez. | Rey. |
| Desouches. | Sy (Michel). |
| Fanton. | Vayron (Philippe). |
| Fric (Guy). | |

**Convocation de commissions.**

**La commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée** (n° 1604) **se** réunira le vendredi 15 décembre 1961, à quatorze heures trente (local n° 250) :

Nomination du bureau.

**La commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée** (n° 1611) **se** réunira le vendredi 15 décembre 1961, à quatorze heures quarante-cinq (local n° 250) :

Nomination du bureau.

**La commission de contrôle de l'union générale cinématographique** se réunira le vendredi 15 décembre 1961, à onze heures trente (local n° 249) :

Nomination du bureau.

Convocation rectifiée.

La réunion de la **commission de la production et des échanges,** prévue pour le vendredi 15 décembre 1961, à onze heures, aura lieu à dix heures (salle Colbert) :

I. — Examen en deuxième lecture du projet de loi, adopté par le Sénat, sur les prix agricoles.

II. — Nomination de rapporteurs pour avis.

III. — Questions diverses.

**Réunion de commissions du vendredi 15 décembre 1961.**

Commission chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 1604), à quatorze heures trente. — Local n° 250.

Commission de contrôle de l'union générale cinématographique, à onze heures trente. — Local n° 249.

Commission de la production et des échanges, réunion du bureau, à dix heures. — Local n° 232.

Commission de la production et des échanges, à dix heures. — Salle Colbert.

# SENAT

1re Session ordinaire de 1961-1962

**Ordre du jour du vendredi 15 décembre 1961.**

**A dix heures. — 1re Séance publique**

1. — Examen :

I. — De trois demandes présentées par la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation tendant à obtenir l'autorisation de désigner trois missions d'information chargées respectivement :

1° D'étudier les conditions de réalisation et de financement de certaines dépenses publiques en Algérie, et en particulier sur la création d'une ville administrative nouvelle au Rocher-Noir ;

2° D'étudier dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane les conséquences des différentes mesures financières figurant dans le projet de loi de finances pour 1962, notamment en ce qui concerne le service militaire adapté ;

3° D'étudier en Suède et en Suisse le fonctionnement des services des télécommunications, apprécié en particulier sous l'angle de leur productivité.

II. — D'une demande présentée par la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à obtenir l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier les problèmes d'administration générale dans les départements de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique.

III. — De trois demandes présentées par la commission des affaires économiques et du plan tendant à obtenir l'autorisation de désigner trois missions d'information chargées respectivement d'étudier :

1° Les problèmes posés par le développement économique de Djibouti, des Comores et de la Réunion, tant en ce qui concerne la production que les moyens de communication et le tourisme et, pour Djibouti, l'aménagement portuaire ;

2° La politique agricole des Etats-Unis confrontée avec le problème des excédents nationaux et mondiaux et la réalisation du Marché commun européen ;

3° La situation économique de la Nouvelle-Calédonie orientée notamment sur le problème minier, et les problèmes de transport et de tourisme en Polynésie française.

2. — Discussion en deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, complétant et modifiant le code de la nationalité française et relatif à diverses dispositions concernant la nationalité française. [Nos 208, 277 (1960-1961) ; 114 et 142 (1961-1962). — M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

3. — Discussion en deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, adaptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie. [Nos 148, 163 (1960-1961) ; 115 et 134 (1961-1962). — M. Georges Boulanger, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

4. — Discussion en deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation de cadres et animateurs pour la jeunesse. [Nos 355 (1960-1961), 94 ; 131 et 141 (1961-1962). — M. René Tinant, rapporteur de la commission des affaires culturelles.]

5. — Discussion du projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires. [Nos 314 (1960-1961) et 130 (1961-1962). — M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

6. — Discussion de la proposition de loi organique, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote. [Nos 66 et 129 (1961-1962). — M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

7. — Discussion du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des Comores. [Nos 132 et 143 (1961-1962). — M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.]

8. — Discussion du projet de loi de programme relative à l'équipement électrique, adopté par l'Assemblée nationale. [Nos 90 et 123 (1961-1962). — M. Gustave Alric, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; et n° 117 (1961-1962) ; avis de la commission des affaires économiques et du plan. — M. Henri Cornat, rapporteur.]

9. — Discussion du projet de loi relatif aux transports maritimes d'intérêt national. [Nos 362 (1960-1961) et 116 (1961-1962). — M. Joseph Yvon, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan.]

10. — Examen éventuel de textes en navette.

**A quinze heures. — 2e Séance publique**

1. — Dépôt du rapport établi par la Cour des comptes au cours de la présente année.

2. — Scrutins pour l'élection, par suite de vacance, d'un délégué titulaire et de deux délégués suppléants représentant la France à l'assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe.

*(Ces scrutins auront lieu simultanément pendant la séance publique, dans l'une des salles voisines de la salle des séances, conformément à l'article 61 du règlement. Ils seront ouverts pendant une heure.)*

3. — Suite de l'ordre du jour de la première séance.

**Documents mis en distribution le jeudi 14 décembre 1961.**

N° 123. — Rapport de M. Gustave Alric, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de programme relative à l'équipement électrique, adopté par l'Assemblée nationale.

N° 125. — Projet de loi relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accident lors de leur participation à des séances d'instruction militaire (renvoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées).

N° 129. — Rapport de M. Marcel Prélot, au nom de la commission de législation, sur la proposition de loi organique, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote.

N° 130. — Rapport de M. Marcel Prélot, au nom de la commission de législation, sur le projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires.

N° 131. — Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation de cadres et animateurs pour la jeunesse (renvoyé à la commission des affaires culturelles).

N° 132. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des Comorès (renvoyé à la commission de législation).

N° 133. — Avis de M. Roger Carcassonne, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce.

N° 134. — Rapport de M. Georges Boulanger, au nom de la commission de législation, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, adaptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie.

N° 135. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les prix agricoles (renvoyé à la commission des affaires économiques).

N° 137. — Rapport de M. Jean Deguise, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les prix agricoles.

---

**Documents mis en distribution le vendredi 15 décembre 1961.**

N° 117 (annexe). — Annexe à l'avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme relative à l'équipement électrique, adopté par l'Assemblée nationale, par M. Henri Cornat.

N° 128. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, étendant le bénéfice des dispositions de l'article L. 506 du code de la santé publique relatif à l'exercice de la profession d'opticien lunetier détaillant (renvoyée à la commission des affaires sociales).

N° 139. — Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun (renvoyé à la commission des affaires économiques et du plan).

N° 141. — Rapport de M. René Tinant, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation de cadres et animateurs pour la jeunesse.

N° 142. — Rapport de M. Marcel Prelot, au nom de la commission de législation, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, complétant et modifiant le code de la nationalité française et relatif à diverses dispositions concernant la nationalité française.

N° 143. — Rapport de M. Marcel Prelot, au nom de la commission de législation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des Comores.

N° 145. — Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale (renvoyé à la commission des affaires sociales).

---

**Assemblée unique des Communautés européennes.**

I. — Dans sa séance du 14 décembre 1961, le Sénat a élu M. Jean Berthoin comme délégué représentant la France à l'assemblée unique des Communautés européennes.

II. — Le Sénat a également procédé, au cours de sa séance du 14 décembre 1961, à l'élection des délégués, dont le mandat prendra effet à l'expiration du mandat des délégués actuellement en fonctions, soit à compter du 13 mars 1962.

Ont été élus :

| | |
|---|---|
| MM. Etienne Restat. | MM. Yves Estève. |
| Gustave Alric. | Alain Poher. |
| Roger Carcassonne. | Julien Brunhes. |
| Jean Berthoin. | André Armengaud. |
| Emile Vanrullen. | André Dulin. |
| René Blondelle. | Jean-Eric Bousch. |

---

**Commission des affaires culturelles.**

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Balestra, Baumel, Delpuech, René Dubois, Charles Durand, Hubert Durand, Emaille, Yves Estève, Faggianelli, Ferré, Garaudy, Gros, Isautier, Lamousse, de Maupeou, Noury, Pauly, Philippon, Tinant, Vérillon.

*Excusés.* — MM. Abdellatif, Al Sid Cheikh, de Bagneux, Belabed, Benchérif, Bordeneuve, Bruyas, Chabaraka, Robert Chevalier, Cogniot, Coppenrath, Cornu, Mme Crémieux, MM. Dardel, Delorme, Fruh, Hakiki, Jung, Kamil, Laplace, Mokrane, Mont, Paumelle, Perdereau, Rougeron, Schleiter, Symphor, Tailhades, Viallanes, Vigier, Wach.

---

**Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.**

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Alric, Armengaud, Edouard Bonnefous, Bousch, Brunhes, Paul Chevallier, Chochoy, Courrière, Desaché, Descours Desacres, Driant, Garet, Kistler, Lachèvre, Louvel, Masteau, Pellenc, Peschaud, Mlle Rapuzzi, MM. Raybaud, Richard, Roubert, Soufflet.

*Excusés.* — MM. Auberger, Colin, Coudé du Foresto, Maroselli, Marrane, de Montalembert, Portmann, Tron.

*Assistait, en outre, à la séance.* — M. Coppenrath (auteur d'un amendement).

---

**Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 3, session 1961-1962) relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction.**

(Art. 10 du règlement du Sénat.)

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Bouvard, Delalande, Garet, Geoffroy, Jozeau-Marigné, Messaud, Molle.

*Excusés.* — MM. Bousch, Chochoy, Hugues, Marcilhacy, Rabouin, Raybaud, Vallin, Voyant.

---

**Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat.**

*1re séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Bruyneel, Robert Chevalier, Paul Chevallier, Claireaux, Cornu, Coutrot, Dardel, Dehé, Delalande, Mme Dervaux, MM. Errecart, Estève, Ganeval, Geoffroy, Jozeau-Marigné, Lachèvre, Lemaire, Levacher, Maroselli, Morève, Namy, Patria, Mlle Rapuzzi, MM. Richard, de Rocca Serra, Rougeron, Zussy.

*A délégué son vote.* — M. Fruh à M. Delalande.

**Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat.**

*2e séance du jeudi 14 décembre 1961.*

*Présents.* — MM. Bruyneel, Robert Chevalier, Paul Chevallier, Claireaux, Cornu, Coutrot, Dardel, Dehé, Delalande, Mme Dervaux, MM. Errecart, Estève, Ganeval, Geoffroy, Jozeau-Marigné, Lachèvre, Lemaire, Levacher, Morève, Namy, Patria, Pinsard, Mlle Rapuzzi, MM. Richard, de Rocca Serra, Rougeron, Zussy.

*Ont délégué leur vote.* — M. Fruh à M. Delalande, M. Maroselli à M. Cornu.

**Convocation de commission.**

Additif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la *commission des affaires sociales* le vendredi 15 décembre 1961, à onze heures (salle n° 213) :

III. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi de M. Carrier (n° 108, session 1961-1962) tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1006 du 23 octobre 1958 en vue d'autoriser l'exercice de l'art dentaire en France à certains praticiens ayant exercé en Tunisie.

**Réunion de commissions du vendredi 15 décembre 1961.**

Commission des affaires économiques, à quatorze heures quarante-cinq. — Salle n° 265.

Commission des affaires sociales, à onze heures. — Salle n° 213.

**Avis de concours pour l'emploi de secrétaire des débats.**

Un concours pour l'emploi de secrétaire des débats au Sénat aura lieu à partir du 30 avril 1962.

Ce concours comportera les épreuves suivantes :

Deux lectures durant chacune un quart d'heure, l'une d'un discours politique, l'autre d'un discours financier, seront faites successivement. Les candidats prendront des notes à partir desquelles ils rédigeront en une heure et quart, en style direct, une analyse du discours qu'il auront entendu.

Ceux qui seront déclarés admissibles aux épreuves précédentes seront appelés à assurer pendant quelques séances le même service que les secrétaires des débats.

Pour être admis à concourir, les candidats doivent être titulaires de l'un des diplômes exigés au premier concours d'entrée à l'école nationale d'administration.

Ils doivent, d'autre part, justifier qu'ils possèdent la nationalité française depuis cinq ans au moins et être âgés de plus de vingt ans et de moins de trente ans au 1er juin 1962.

Cette limite d'âge est reculée de la durée des services militaires obligatoires et de guerre effectivement accomplis et d'un an par enfant à charge (1).

Tout candidat doit déposer, avant le 20 avril 1962 inclus, au secrétariat général de la présidence du Sénat, une demande manuscrite accompagnée des documents suivants :

1° Un extrait récent de son acte de naissance ;
2° Un extrait récent de son casier judiciaire ;
3° Ses diplômes universitaires (ou leurs copies certifiées conformes) ;
4° Une note indiquant ses autres titres et ses activités antérieures attestées par des certificats de travail ;
5° Une note indiquant sa situation de famille ;
6° S'il est du sexe masculin, un certificat de position militaire établissant qu'il a satisfait définitivement aux prescriptions des lois sur le recrutement en ce qui concerne le service actif en temps de paix.

L'entrée en fonctions est subordonnée à la production d'un certificat délivré par le médecin chef du Sénat constatant que l'intéressé est apte à un service actif de jour et de nuit. A cette fin, les candidats retenus après les épreuves d'admissibilité seront convoqués par le médecin chef à une date qui sera fixée ultérieurement.

La décision du médecin chef n'est pas susceptible d'appel.

Toutefois, le médecin chef recevra à partir du 5 décembre 1961, de quinze heures à dix-sept heures ou sur rendez-vous (sauf les lundi et samedi), les candidats qui souhaiteraient être fixés sur leurs aptitudes physiques avant de se présenter aux épreuves d'admissibilité.

Tous renseignements complémentaires seront donnés aux candidats par M. Désiré-Jacques Toupance, directeur du service des comptes rendus analytiques, au palais du Sénat, à partir du 15 décembre 1961, de dix-sept heures à dix-neuf heures, les mardi et samedi jusqu'au 15 avril 1962 ou sur rendez-vous.

(1) Certaines conditions particulières pourront éventuellement être consenties au bénéfice des candidats ayant appartenu aux cadres de l'administration de l'ancienne assemblée de l'Union française.

# COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer.**

A la suite des nominations effectuées par le Sénat et par l'Assemblée nationale, dans leur séance du mercredi 13 décembre 1961, cette commission est ainsi composée :

| *Sénateurs.* | *Députés.* |
|---|---|
| Titulaires. | Titulaires. |
| MM. Achour. | MM. Sammarcelli. |
| Armengaud. | Le Douarec. |
| Carrier. | Szigeti. |
| Courroy. | Coste-Floret. |
| Fosset. | Pic. |
| Le Bellegou. | Rippert. |
| Longchambon. | Battesti. |
| Suppléants. | Suppléants. |
| MM. Baratgin. | MM. Maziol. |
| Béthouart. | Karcher. |
| Boulanger (Georges). | Palmero. |
| Fastinger. | Dubuis. |
| Gros. | Var. |
| Motais de Narbonne. | Delachenal. |
| Rabouin. | Hoguet. |

*Séance du jeudi 14 décembre 1961.*

Présents :

| *Sénateurs.* | *Députés.* |
|---|---|
| Titulaires. | Titulaires. |
| MM. Achour. | MM. Sammarcelli. |
| Armengaud. | Le Douarec. |
| Carrier. | Szigeti. |
| Fosset. | Coste-Floret. |
| Longchambon. | Pic. |
| | Rippert. |
| | Battesti. |
| Suppléant. | Suppléants. |
| M. Gros. | MM. Karcher. |
| | Hoguet. |

Dans sa séance du jeudi 14 décembre 1961, la commission a nommé :

Président : M. Sammarcelli.
Vice-président : M. Carrier.
Rapporteurs : MM. Fosset, Le Douarec.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

**Ministère de l'agriculture.**

**Avis de concours pour le recrutement de vétérinaires inspecteurs contractuels d'abattoirs industriels.**

Un concours sur épreuves et sur titres pour le recrutement de vétérinaires inspecteurs contractuels d'abattoirs industriels aura lieu à Paris dans le courant du mois de mars 1962, à une date qui sera précisée ultérieurement.

Le programme du concours et tous autres renseignements peuvent être demandés au ministère de l'agriculture, direction générale de la production et des marchés, service vétérinaire (3e bureau), 3, rue Barbet-de-Jouy, Paris (7e).

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

# MACHINES A TIMBRER

(AUTORISATIONS ET RETRAITS)

**dont l'emploi a été autorisé par la direction générale des impôts pour le timbrage des quittances, des reçus ou décharges de titres ou d'objets, des reçus constatant des dépôts d'espèces, des effets de commerce** (code général des impôts, art. 862, et annexe IV, art. 71 à 93; arrêtés des 9 avril 1932, 24 juillet 1933, 6 novembre 1934, 18 octobre 1935 et 4 février 1950).

*Les chiffres portés dans la colonne « Nature des documents à timbrer. — Valeur des empreintes » correspondent à des centimes du nouveau franc.*

**LISTE DES AUTORISATIONS ACCORDEES PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1961**

**Classement par type d'appareil et par numéro d'empreintes.**

| EMPREINTES | | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers. | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer. — Valeur des empreintes. | DATE de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| Lettres. | Numéros. | | | | |
| | | I. — *Type C de la Société des machines Havas.* | | | |
| H. | 0855 | Société anonyme Proflafroid, 41, avenue de Villiers, à Paris (17e). Lieu d'utilisation: Bailleul-sur-Thérain (Oise). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 25 novembre 1961. | |
| | | II. — *Type M de la Société des machines Havas.* | | | |
| H. M. | 3016 | Société en commandite simple Meaux et Ce (C.E.G.E.CO.), 4, rue de la Michodière, à Paris (2e). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 27 novembre 1961. | Remplace la machine H. M. n° 1048. |
| H. M. | 3457 | Société anonyme Etablissements Louis Rabatou, 84 *bis*, rue Camille-Sauvageau, à Bordeaux (Gironde). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 18 janvier 1960. | Siège social transféré 671, route de Toulouse, à Villenave-d'Ornon (Gironde). |
| H. M. | 4448 | Société anonyme Union de crédit pour le bâtiment (U. C. B.), 25, avenue Kléber, à Paris (16e). | Quittances et effets de commerce: 1 à 999. | 27 novembre 1961. | Remplace la machine H. M. n° 844. |
| H. M. | 4450 | Société à responsabilité limitée Comptoir français d'outillage et matériel moderne, 171, rue du Jardin-Public, à Bordeaux (Gironde). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 20 novembre 1961. | |
| H. M. | 4458 | Société anonyme Mory et Ce, agence de Rouen, 14, quai Gaston-Boulet, à Rouen (Seine-Maritime). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 21 novembre 1961. | |
| H. M. | 4460 | Société anonyme Etablissements Marcel Dentzer Eden (précédemment Société anonyme Marcel Dentzer). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 3 novembre 1961. | Remplace la machine H. M. n° 2318. |
| H. M. | 4462 | Etablissements Crambes (S. N. C.), 20, avenue de Figeac, à Caussade (Tarn-et-Garonne). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 7 novembre 1961. | |
| H. M. | 4472 | Société anonyme Gestetner, 29, rue du Louvre, à Paris (2e). Lieu d'utilisation: 71, rue Camille-Groult, à Vitry-sur-Seine (Seine). | Quittances et effets de commerce: 1 à 999. | 15 novembre 1961. | Remplace la machine H. E. n° 679. |
| H. M. | 4473 | Société anonyme Amplivision (Société industrielle d'électronique appliquée), 30, avenue Saint-Louis, à la Varenne-Saint-Hilaire (Seine). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 3 novembre 1961. | |
| H. M. | 4474 | Société anonyme d'importation et de distribution de produits alimentaires S. O. D. I. M. P. R. A., 69, rue de Provence, à Paris (9e). Lieu d'utilisation: 11, rue Gaston-Dourdin, à Saint-Denis (Seine). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| H. M. | 4475 | Société anonyme Alliance mécanographique, 12, rue d'Anjou, à Versailles (Seine-et-Oise). | Quittances et effets de commerce: 25. | 8 novembre 1961. | |
| H. M. | 4487 | Société à responsabilité limitée Le Burin, 27, rue Péclet, à Paris (15e). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 29 novembre 1961. | |

| EMPREINTES Lettres | EMPREINTES Numéros | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer. — Valeur des empreintes. | DATE de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| H. M. | 4488 | Société anonyme Marcel Avril, 40, rue des Lombards, à Evreux (Eure). | Quittances et effets de commerce: 1 à 999. | 7 novembre 1961. | Remplace la machine H. M. n° 3661. |
| H. M. | 4489 | Société des anciens établissements Larivière et Cᵉ, 52, boulevard du Roi-René, à Angers (Maine-et-Loire). | Quittances et effets de commerce: 1 à 999. | 8 novembre 1961. | Remplace la machine H. M. n° 2128. |
| H. M. | 4493 | Société en nom collectif Jean Hervault et Cᵉ, 31, rue de la Chaussée, à Argentan (Orne). | Quittances et effets de commerce: 25. | 24 novembre 1961. | |
| H. M. | 4494 | M. Bauer (Albert), directeur propriétaire des Etablissements Laflex, 6, rue des Cigales, à Perpignan (Pyrénées-Orientales). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 23 novembre 1961. | |
| H. M. | 4495 | Société anonyme Société d'exploitation d'usines métallurgiques, à Corbehem (Pas-de-Calais). | Effets de commerce: 1 à 99. | 21 novembre 1961. | Remplace la machine H. M. n° 4153. |
| H. M. | 4496 | Société anonyme Commission des ardoisières d'Angers, 52, boulevard du Roi-René, à Angers (Maine-et-Loire). | Effets de commerce: 1 à 999. | 8 novembre 1961. | Remplace la machine H n° 0439. |
| H. M. | 4500 | Dépôt régional de coutellerie, 57, rue de Riaval, à Rennes (Ille-et-Vilaine). Lieu d'installation: 75, route Nationale, le Rheu (Ille-et-Vilaine). | Effets de commerce: 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| H. M. | 4502 | Société anonyme Société toulousaine de minoterie, moulin de Monteausson, à Revel (Haute-Garonne). | Effets de commerce: 1 à 99. | 21 novembre 1961. | |
| H. M. | 4504 | Société anonyme financière et auxiliaire du textile, 126, rue de Provence, à Paris (8ᵉ), et 25, rue Jeanne-d'Arc, à Troyes (Aube). | Effets de commerce: 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| H. M. | 4506 | Société en commandite simple J. Rigal et Cᵉ, Union commerciale du Sud-Ouest, 5 *bis*, rue de Grassi, à Bordeaux (Gironde). | Effets de commerce: 1 à 99. | 4 novembre 1961. | Remplace la machine H n° 0688. |
| H. M. | 4508 | Société anonyme Etablissements Blanchardet et Cᵉ, 48, rue Montpensier, à Pau (Basses-Pyrénées). | Effets de commerce: 1 à 99. | 27 novembre 1961. | |
| H. M. | 4509 | Société de distribution de papiers S.O.D.I.P.A., 8, avenue d'Orléans, à la Baule (Loire-Atlantique). | Effets de commerce: 1 à 99. | 22 novembre 1961. | |
| H. M. | 4512 | Société anonyme Dupont et Cᵉ, 17 et 19, boulevard Richard-Lenoir, à Paris (11ᵉ). | Effets de commerce: 1 à 99. | 29 novembre 1961. | |
| H. M. | 4516 | Société anonyme hispano-française de crédit Crédhifra, 1, rue Gardères, à Biarritz (Basses-Pyrénées). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| H. M. | 4526 | Société anonyme Diffusion des textiles français, 45, quai Gailleton, à Lyon (2ᵉ). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 25 novembre 1961. | |

III. — *Type H. M. D. de la Société des machines Havas.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| H. M. D. | 257 | Société anonyme Crédit à l'équipement électroménager (Cetelem), 25, avenue Kléber, à Paris (16ᵉ). | Ecrits soumis au timbre de dimension: 1 à 999. | 20 novembre 1961. | |
| H. M. D. | 258 | Mᵉ Gourdon, notaire à Ons-en-Bray (Oise). | Quittances, effets de commerce et écrits soumis au timbre de dimension: 1 à 999. | 6 novembre 1961. | |
| H. M. D. | 260 | Mᵉ Dal, notaire, 11, rue Victor-Hugo, à Liévin (Pas-de-Calais). | Quittances, effets de commerce et écrits soumis au timbre de dimension: 1 à 999. | 23 novembre 1961. | |
| H. M. D. | 261 | Mᵉ Michel Garrigues, notaire, 18, boulevard Ney, à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle). | Quittances et écrits soumis au timbre de dimension: 1 à 999. | 9 novembre 1961. | |
| H. M. D. | 262 | Mᵉ Menez, notaire à Méru (Oise). Lieu d'utilisation: 87, rue des Martyrs-de-la-Résistance, à Méru (Oise). | Quittances, effets de commerce et écrits soumis au timbre de dimension: 1 à 99. | 25 novembre 1961. | |

IV. — *Type S. M. de la Société des machines S. A. T. A. S.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| S. M. | 551 | Société à responsabilité limitée Etablissements Charles-Roesch et Cᵉ, 38, rue Eugène-Pons, à Lyon (Rhône). | Quittances et effets de commerce: 1 à 9. | 30 avril 1955. | Appareil utilisé à la Verpillière (Isère). Décision du 21 octobre 1961. |
| S. M. | 1512 | Société anonyme Chomette-Favor, 21, rue du Renard, à Paris (4ᵉ). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 17 novembre 1961. | Remplace la machine S. M. n° 0209. |
| S. M. | 1574 | Société anonyme Les Bas Chesterfield (anciens établissements G.-G. Bomier), 16, rue de la Banque, à Paris (2ᵉ). Lieu d'utilisation: 98, rue du Château, à Boulogne-sur-Seine (Seine). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 12 février 1960. | Transfert du lieu d'utilisation: 163, rue de la Potente, à Tourcoing (Nord). Décision du 22 novembre 1961. |

| EMPREINTES Lettres | EMPREINTES Numéros | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer — Valeur des empreintes | DATE de l'autorisation | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| S. M. | 2224 | Société anonyme des fabriques Aube-Bonneterie, 277, faubourg Croncels, à Troyes (Aube). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 3 novembre 1961. | |
| S. M. | 2233 | Société à responsabilité limitée Pernix, Grauer et Weil, 76, boulevard Richard-Lenoir, à Paris (11e). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 8 novembre 1961. | |
| S. M. | 2246 | Société anonyme Huiles, goudrons et dérivés, à Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 23 novembre 1961. | |
| S. M. | 2251 | Société à responsabilité limitée commerciale et financière S. O. C. O. F. I., 9, traverse Régny, Sainte-Marguerite, à Marseille (9e). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| S. M. | 2252 | Société à responsabilité limitée M. et R. Boutboul, 114, rue Sylvabelle, à Marseille (6e) (Bouches-du-Rhône). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| S. M. | 2253 | Société anonyme Fours Ponton Lemeunier, 107, avenue Michelet, à Saint-Ouen (Seine). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 3 novembre 1961. | |
| S. M. | 2254 | Société anonyme M. Schmeder, 1, rue du Planty, à Saint-Ouen (Seine). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 3 novembre 1961. | |
| S. M. | 2257 | Société anonyme Huiles Veedol France, 25, rue d'Astorg, à Paris (8e). Lieu d'utilisation: 8, rue Godot-de-Mauroy, à Paris (9e). | Effets de commerce: 1 à 99. | 2 novembre 1961. | |
| S. M. | 2259 | Société anonyme Autocoussin, 10, rue de l'Abreuvoir, à Courbevoie. Lieu d'utilisation: 3, rue Volta, à Puteaux (Seine). | Effets de commerce: 1 à 99. | 23 novembre 1961. | |
| S. M. | 2260 | Société anonyme Société d'exploitation Bador, 34, boulevard Jules-Janin, à Saint-Etienne (Loire). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 22 novembre 1961. | |
| S. M. | 2265 | Société anonyme Club bibliophile de France, 5, rue de Savoie, à Paris (6e). | Quittances et effets de commerce: 1 à 999. | 17 novembre 1961. | |
| S. M. | 2267 | M. Chatelard, agent commercial, 58, avenue du Petit-Brogny, à Annecy (Haute-Savoie). | Quittances et effets de commerce: 1 à 99. | 28 novembre 1961. | |
| S. M. | 2269 | Société anonyme Union latine d'éditions, 33, quai des Grands-Augustins, à Paris (6e). | Quittances et effets de commerce: 1 à 999. | 27 novembre 1961. | |
| S. M. | 2277 | Société anonyme Compagnie pour le financement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (Cofica), 37, rue Paul-Valéry, à Paris (16e). | Effets de commerce: 1 à 999. | 29 novembre 1961. | |

V. — *Type S. M. D. de la Société des machines S. A. T. A. S.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| S. M. D. | 0301 | M. Jean-Hubert Robillard, 97, rue du Général-Gallieni, à Montreuil (Seine). | Ecrits soumis au timbre de dimension: 1 à 999. | 20 novembre 1961. | |
| S. M. D. | 0302 | M. Keslacy, expert fiscal, jurisconsulte, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, à Paris (2e). | Ecrits soumis au timbre de dimension: 1 à 999. | 14 novembre 1961. | |
| S. M. D. | 0304 | Me Jacques Lippman, huissier, 41, rue Masséna, à Nice (Alpes-Maritimes). | Quittances, effets de commerce et écrits soumis au timbre de dimension: 1 à 9999. | 27 novembre 1961. | |
| S. M. D. | 305 | Me Nicolas, huissier, rue Bivouac-Napoléon, à Cannes (Alpes-Maritimes). | Quittances, effets de commerce et écrits soumis au timbre de dimension: 1 à 9999. | 25 novembre 1961. | |

VI. — *Type S. U. de la Société des machines S. A. T. A. S.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| S. U. | 0493 | Société anonyme Société centrale de distribution, 26, avenue Julien, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). | Quittances: 25. | 11 août 1961. | Extension de l'autorisation d'emploi au timbrage des effets de commerce. Décision du 30 octobre 1961. |
| S. U. | 0518 | Société anonyme Magic, établissements Favre-Monnet, 331, rue Paul-Bert, à Lyon (3e) (Rhône). | Effets de commerce: 25. | 8 novembre 1961. | |
| S. U. | 0536 | M. Le Bayon (Robert), à Etel (Morbihan).... | Quittances et effets de commerce: 25. | 9 novembre 1961. | Remplace la machine S. M. no 0834. |
| S. U. | 0538 | M. Daniel Veisbein, établissements Carcel, 27-29, rue des Amidonniers, à Toulouse (Haute-Garonne). | Effets de commerce: 25. | 30 novembre 1961. | |
| S. U. | 539 | Société anonyme Etablissements Delvallez, 3, rue de la Cloche, à Douai (Nord). | Quittances et effets de commerce: 25. | 10 novembre 1961. | |
| S. U. | 547 | Société anonyme Maison Lejay-Lagoute, 19, rue Ledru-Rollin, à Dijon (Côte-d'Or). | Quittances et effets de commerce: 25. | 20 novembre 1961. | |

| EMPREINTES | | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers. | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer. — Valeur des empreintes. | DATE de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| Lettres. | Numéros. | | | | |
| | | VII. — *Type S. U. V. de la Société des machines S. A. T. A. S.* | | | |
| S. U. V. | 024 | Société de transports et affrètements industriels et commerciaux (Sotaic), 33, rue d'Hauteville, à Paris (10e). Lieu d'utilisation : cour de la Gare, à Montron (Dordogne). | Lettres de voiture : 25. | 2 décembre 1961. | |
| S. U. V. | 027 | Société anonyme Danzas et Ce, 3, Heilbeinplatz, à Bâle (Suisse). Lieu d'utilisation : 20, boulevard Poniatowski, à Paris (12e). | Lettres de voiture : 25. | 27 novembre 1961. | |
| | | VIII. — *Type N. H. de la Société des machines S. E. C. A. P.* | | | |
| N. H. | 1152 | Société d'exportation des cuirs ou Cuirex, 21, rue Guynemer, à Graulhet (Tarn). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| N. H. | 1425 | Société anonyme Les Ingénieurs radio réunis (L. I. R. A. R.), 72, rue des Grands-Champs, à Paris (20e). | Effets de commerce : 1 à 99. | 10 novembre 1961. | |
| N. H. | 2186 | Société anonyme des pâtes alimentaires Cocorico, à Bédarrides (Vaucluse). | Quittances et effets de commerce : 25. | 21 novembre 1961. | |
| N. H. | 2189 | Société anonyme Sud-Est sanitaire, établissements Claudel et Ce, 180-182, rue Garibaldi, à Lyon (3e) (Rhône). | Effets de commerce : 25. | 21 novembre 1961. | |
| N. H. | 2190 | Société anonyme Richez et Puche, 28, boulevard Faidherbe, à Cambrai (Nord). | Quittances et effets de commerce : 25. | 9 novembre 1961. | |
| N. H. | 2192 | Société anonyme Société de dragages Rhône et Saône, 2, rue de la Baleine, à Lyon (5e) (Rhône). | Effets de commerce : 25. | 8 novembre 1961. | |
| N. H. | 2194 | Société anonyme Société d'exploitation des établissements Steinbach, n° 109, à Obermodern (Bas-Rhin). | Effets de commerce : 25. | 6 novembre 1961. | |
| N. H. | 2195 | Etablissements Keime, 41-43, Grand-Rue, à Sarrelbourg (Moselle). | Effets de commerce : 25. | 8 novembre 1961. | |
| N. H. | 2196 | Société anonyme S. Wolf, G. Wolf et P. Rouart successeurs, 24, rue de la Mésange, à Strasbourg (Bas-Rhin). | Effets de commerce : 25. | 28 novembre 1961. | |
| N. H. | 2199 | Société anonyme Union des fabricants de lingerie fine, 11, rue d'Aboukir, à Paris (2e). Lieu d'utilisation : 130, boulevard Ad.-Pinard (Seine) | Effets de commerce : 25. | 20 novembre 1961. | |
| N. H. | 2200 | Société à responsabilité limitée F. A. P. E. X., 29, rue Tronchet, à Paris (8e). | Quittances et effets de commerce : 25. | 27 novembre 1961. | |
| N. H. | 2201 | Société à responsabilité limitée Etablissements Rehbock, 109, rue de Turenne, à Paris (3e). | Quittances et effets de commerce : 25. | 8 novembre 1961. | |
| N. H. | 2202 | Société à responsabilité limitée L. M. P., 152, rue Montmartre, à Paris (2e). | Effets de commerce : 25. | 8 novembre 1961. | |
| N. H. | 2204 | Société anonyme Chimie-France, 79, route d'Olivet, à Orléans (Loiret). | Effets de commerce : 25. | 15 novembre 1961. | |
| N. H. | 2207 | Société anonyme Etablissements Rame fils, 6, rue de la Poulaillerie, à Lyon (2e) (Rhône). | Quittances et effets de commerce : 1 à 999. | 14 novembre 1961. | Remplace la machine N. H. n° 2056. |
| N. H. | 2209 | Société à responsabilité limitée Lambert et Ce, 3, rue du Commandant-Rivière, à Paris (8e). | Effets de commerce : 25. | 10 novembre 1961. | |
| N. H. | 2210 | Société anonyme Etablissements Dietsch et Ce, 6, rue du Trésor, à Paris (4e). | Quittances et effets de commerce : 25. | 17 novembre 1961. | |
| N. H. | 2212 | Société anonyme Serlabo, 26, rue Saint-Gilles, à Paris (3e). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 16 novembre 1961. | |
| N. H. | 2213 | Société à responsabilité limitée La Tréfilerie Périllat, à Marignier (Haute-Savoie). | Quittances et effets de commerce : 25. | 28 novembre 1961. | |
| N. H. | 2217 | Société anonyme Biscuiterie Azur, 106, rue de la Jarry, à Vincennes (Seine). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 20 novembre 1961. | |
| N. H. | 2218 | Société anonyme Etablissements Cuvelier, 8, place Vendôme, à Paris (1er). | Effets de commerce : 25. | 29 novembre 1961. | |
| N. H. | 2219 | Société à responsabilité limitée Amirol-Service, 19, avenue George-V, à Paris (8e). | Effets de commerce : 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| N. H. | 2223 | Société à responsabilité limitée Voilor, 6, rue du Sentier, à Paris (2e). | Effets de commerce : 25. | 27 novembre 1961. | |
| N. H. | 2225 | Société à responsabilité limitée Djeranian et Dziranian, à Bourg-lès-Valence (Drôme). | Effets de commerce : 1 à 99. | 17 novembre 1961. | |
| N. H. | 2233 | Société à responsabilité limitée Fabrique d'horlogerie Odo, à Morez (Jura). | Effets de commerce : 1 à 99. | 24 novembre 1961. | |
| N. H. | 2237 | Société anonyme Chaussures Unic, usines Fenestrier, 54, boulevard Gambetta, à Romans (Drôme). | Quittances et effets de commerce : 25. | 28 novembre 1961. | |

**LISTE DES AUTORISATIONS DONT LES USAGERS ONT CESSE DE BENEFICIER PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1961**

| EMPREINTES | | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer — Valeur des empreintes. | DATE de la décision de retrait de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|
| Lettres | Numéros. | | | | |
| | | **I. — *Type C de la Société des machines Havas.*** | | | |
| H. | 0139 | Société anonyme Commission des ardoisières, 52, boulevard du Roi-René, à Angers (Maine-et-Loire). | Quittances et effets de commerce : 0,10 à 999,9. | 8 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 4496. |
| H. | 0688 | Société à responsabilité limitée Union commerciale du Sud-Ouest, 17, place des Martyrs-de-la-Résistance, à Bordeaux (Gironde). | Quittances et effets de commerce : 0,10 à 99,90. | 4 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 4506. |
| | | **II. — *Type H. E. de la Société des machines Havas.*** | | | |
| H. E. | 679 | Société anonyme Gestetner, 29, rue du Louvre, à Paris. | Quittances et effets de commerce : 0,10 à 999,90. | 15 novembre 1961. | |
| | | **III. — *Type M de la Société des machines Havas.*** | | | |
| H. M. | 276 | Société à responsabilité limitée Toileries du Nord réunies (Toilnord), 8, rue Beauregard, à Paris (2e). | Quittances et effets de commerce : 0,10 à 999,90. | 7 novembre 1961. | Machine retirée le 7 novembre 1961. |
| H. M. | 844 | Société anonyme Union de crédit pour le bâtiment (U. C. B.), 23, avenue Kléber, à Paris. Utilisation : 19, rue Lapérouse, à Paris. | Quittances et effets de commerce : 1 à 9. | 27 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 4448. |
| H. M. | 1048 | Société en commandite simple Meaux et Ce (Cégéco), 4, rue de la Michodière, à Paris. | Quittances et effets de commerce : 0,1 à 99,9. | 27 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 3016. |
| H. M. | 1758 | Société à responsabilité limitée Berty, 44, rue de l'Aqueduc, à Paris (10e). | Quittances et effets de commerce : 0,1 à 99,9. | 25 novembre 1961. | Machine retirée le 31 octobre 1961. |
| H. M. | 2128 | Société anonyme Anciens Etablissements Larivière et Ce, 52, boulevard du Roi-René, à Angers (Maine-et-Loire). | Quittances et effets de commerce : 1 à 999. | 8 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 4489. |
| H. M. | 2318 | Société anonyme Etablissements Marcel Dentzer, 13 *bis*, rue Rabelais, à Montreuil-sous-Bois (Seine). | Quittances et effets de commerce : 0,1 à 99,9. | 3 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 4460. |
| H. M. | 3652 | Société anonyme Etablissements du Delta, 6, rue du Delta, à Paris (9e). | Quittances et effets de commerce : 1 à 999. | 3 novembre 1961. | Machine retirée le 3 novembre 1961. |
| H. M. | 3661 | Société anonyme Marcel Avril, 40, rue des Lombards, à Evreux (Eure). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 7 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 4488. |
| H. M. | 4153 | Société anonyme Exploitation d'usines métallurgiques (S. E. U. M.), à Corbehem (Pas-de-Calais). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 21 novembre 1961. | Remplacée par la machine H. M. n° 4495. |
| H. M. | 4254 | Société anonyme Banque hispano-française, 1, rue Gardères, à Biarritz (Basses-Pyrénées). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 16 novembre 1961. | Machine retirée le 16 novembre 1961. |
| | | **IV. — *Type S. M. de la Société des machines S. A. T. A. S.*** | | | |
| S. M. | 209 | Société anonyme Etablissements Chomette-Favor, 21, rue du Renard, à Paris. | Quittances et effets de commerce : 1 à 99,9. | 17 novembre 1961. | |
| S. M. | 0834 | M. Robert Le Bayon, fabricant de conserves alimentaires, à Etel (Morbihan). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 9 novembre 1961. | Remplacée par la machine S. U. n° 536. |
| S. M. | 1342 | M. André Gaitz-Hocky, propriétaire des établissements Gaitz-Hocky, 67, rue Réaumur, à Paris (2e). | Quittances et effets de commerce : 1 à 9. | 2 novembre 1961. | Machine retirée le 2 novembre 1961. |
| | | **V. — *Type S. M. D. de la Société des machines S. A. T. A. S.*** | | | |
| S. M. D. | 0169 | Me Jean Czulowski, greffier en chef du tribunal de grande instance de Montauban, palais de justice, à Montauban (Tarn-et-Garonne). | Quittances, effets de commerce et écrits soumis au timbre de dimension : 1 à 999. | 10 novembre 1961. | Machine retirée le 10 novembre 1961. |
| S. M. D. | 0255 | Société anonyme Société privée d'études financières et immobilières (S. O. P. E. F. I.), 51, rue La Fayette, à Paris (9e). | Quittances, effets de commerce et écrits soumis au timbre de dimension : 1 à 999. | 9 novembre 1961. | Machine retirée le 9 novembre 1961. |
| | | **VI. — *Type N. H. de la Société des machines S. E. C. A. P.*** | | | |
| N. H. | 1850 | Société à responsabilité limitée National Corporation Fastener, 25, rue Bouret, à Paris (19e). Lieu d'utilisation : 39, rue du Sentier, à Paris (2e). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 13 novembre 1961. | Machine retirée le 13 novembre 1961. |
| N. H. | 2056 | Société anonyme Etablissements Rame fils, 6, rue de la Poulaillerie, à Lyon (2e). | Quittances et effets de commerce : 1 à 99. | 14 novembre 1961. | Remplacée par la machine N. H. n° 2207. |

### Ministère du travail.

**Avis de concours pour le recrutement d'attachés d'administration à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.**

Un concours, ouvert notamment aux candidats titulaires d'une licence, aura lieu à la caisse autonome nationale en mai 1962 pour le recrutement de deux attachés d'administration.

Clôture des inscriptions : 1er mai 1962.

Les notices contenant tous renseignements utiles sont remises ou envoyées aux personnes qui en font la demande à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, service du personnel, 77, avenue de Ségur, Paris (15e). (Tél. FONtenoy 25-00.)

### Ministère de la santé publique et de la population.

**Avis de concours pour le recrutement d'un adjoint des cadres hospitaliers (rédacteur) à l'hôpital-hospice d'Abbeville (Somme).**

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un adjoint des cadres hospitaliers (rédacteur) à l'hôpital-hospice d'Abbeville (Somme) aura lieu les 20 et 21 février 1962.

Peuvent faire acte de candidature :

1° Les personnes des deux sexes possédant la nationalité française depuis cinq ans au moins, titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, du certificat de capacité en droit, du brevet professionnel de comptable ou d'un diplôme équivalent et âgées de dix-huit à trente ans au 1er janvier de l'année du concours ;

2° Les fonctionnaires et agents âgés de moins de trente-cinq ans au 1er janvier de l'année du concours et ayant accompli cinq ans de services effectifs dans une administration de l'Etat ou des collectivités locales, dont deux ans au moins dans un établissement d'hospitalisation, de soins ou de cure public.

Les limites d'âge prévues aux 1° et 2° ci-dessus sont reculées dans les conditions déterminées à l'article L. 810 du code de la santé publique.

Les candidats masculins doivent se trouver en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'armée.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 19 janvier 1962 à la direction départementale de la population et de l'action sociale de la Somme, préfecture, à Amiens, qui adressera à toute personne en faisant la demande le programme des épreuves et la liste des pièces à produire par les candidats pour constituer leur dossier.

## INFORMATIONS

### Chambre nationale des avoués près les cours d'appel.

Le bureau de la chambre nationale des avoués près les cours d'appel vient d'être constitué de la façon suivante pour les années 1962 et 1963 :

*Président.*

Me A. Magnan, avoué près la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

*Vice-président.*

Me R. Gaultier, avoué près la cour d'appel de Paris.

*Secrétaire trésorier.*

Me G. d'Hauterive, avoué près la cour d'appel de Riom.

*Membres du bureau.*

Me J. Rivel, avoué près la cour d'appel de Bordeaux.

Me P. Gautron, avoué près la cour d'appel de Rennes.

Les abonnements au *Journal officiel* partent du 1er de chaque mois. Envoyer le montant net en un mandat-poste, chèque ou chèque postal (compte courant 9063-13 Paris).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels 26, rue Desaix.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels.*
HENRI MOREL

## COTE DES CHANGES

**En nouveaux francs.**

| DERNIERS cours cotés en Bourse. | PAYS | DEVISES | PARITÉ | COURS LIMITES (1) | | COURS EXTRÊMES cotés à la Bourse du 14 décembre 1961. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4,9000 | Etats-Unis | 1 dollar U. S. A. | 4,93706 | 4,90 | 4,9740 | 4,90025 | 4,9000 |
| 4,7015 | Canada | 1 dollar canadien. | ..... | ..... | ..... | 4,6980 | 4,6930 |
| 2,315 | Côte française des Somalis | 100 francs Djibouti. | 2,30281 | 2,2625 | 2,3430 | ..... | ..... |
| 39,30 | Mexique | 100 pesos mexicains. | 39,4965 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| 122,565 | Allemagne occidentale | 100 deutsche marks. | 123,4265 | 121,590 | 125,290 | 122,570 | 122,505 |
| 18,981 | Autriche | 100 schilling. | 18,98869 | 18,7025 | 19,2790 | 18,982 | 18,971 |
| 9,8480 | Belgique | 100 francs belges. | 9,87412 | 9,727 | 10,023 | 9,8480 | 9,8425 |
| 71,325 | Danemark | 100 couronnes danoises. | 71,47763 | 70,4275 | 72,5335 | 71,290 | 71,230 |
| 13,7705 | Grande-Bretagne | 1 livre sterling. | 13,82376 | 13,6220 | 14,0265 | 13,7690 | 13,7630 |
| 7,8975 | Italie | 1.000 lires. | 7,899296 | 7,78395 | 8,01610 | 7,8960 | 7,8950 |
| 68,880 | Norvège | 100 couronnes norvégiennes. | 69,1188 | 68,055 | 70,155 | 68,890 | 68,830 |
| 136,180 | Pays-Bas | 100 florins. | 136,3828 | 134,339 | 138,455 | 136,185 | 136,125 |
| 17,190 | Portugal | 100 escudos. | 17,17238 | 16,85 | 17,5020 | 17,185 | 17,155 |
| 94,910 | Suède | 100 couronnes suédoises. | 95,43513 | 94,0048 | 96,8646 | 94,960 | 94,890 |
| 113,590 | Suisse | 100 francs suisses. | 112,9033 | 110,110 | 115,810 | 113,590 | 113,540 |
| 69,08 | Tchécoslovaquie | 100 couron. tchécoslovaques. | 68,57027 | 68,05 | 69,08 | 69,08 | ..... |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Maroc | 1 dirham | 0,9756 | Zone C. F. A. | 100 francs C. F. A. | 2 |
| Tunisie | 1 dinar | 11,7549 | Zone C. F. P. | 100 francs C. F. P. | 5,50 |

(1) Pour le dollar U. S. A. et la couronne tchécoslovaque, cours limites d'intervention de la Banque de France.

Pour chacune des autres devises, cours résultant des limites d'intervention sur le dollar, fixées par l'institut émetteur de la monnaie considérée d'une part et la Banque de France d'autre part.

# BANQUE DE FRANCE

## SITUATION HEBDOMADAIRE

| | | AU 7 DECEMBRE 1961 | AU 30 NOVEMBRE 1961 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | |
| Encaisse or | | 4.322.225.572,77 | 4.322.225.572,77 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | | 9.748.000.000 » | 9.719.300.000 » |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes (1) | | 1.314.000.000 » | 1.314.000.000 » |
| Monnaies divisionnaires | | 14.487.514,25 | 16.034.676,52 |
| Comptes courants postaux | | 535.729.204,41 | 606.029.540,25 |
| Prêts à l'Etat (2) | | 6.500.000.000 » | 6.500.000.000 » |
| Avances à l'Etat (2) | | 3.421.000.000 » | 2.899.000.000 » |
| Portefeuille d'escompte : | | | |
| Effets escomptés sur la France | 5.396.868.659,74 | 16.262.420.754,97 | 15.981.817.045,73 |
| Effets escomptés sur l'étranger | 1.110.507,82 | | |
| Effets garantis par l'office des céréales (3) | 735.187.877,68 | | |
| Effets de mobilisation de crédits à moyen terme | 10.129.253.709,73 | | |
| Effets négociables achetés en France (4) | | 2.351.997.396,56 | 2.488.425.842,52 |
| Avances à 30 jours sur effets publics | | 175.672.480 » | 157.407.360 » |
| Avances sur titres | | 66.014.290,59 | 68.663.879,60 |
| Avances sur or | | » | » |
| Effets en cours de recouvrement | | 356.725.530,77 | 843.311.833,92 |
| Divers | | 745.693.646,98 | 777.731.329,12 |
| Total | | 45.813.966.391,30 NF | 45.693.947.080,43 NF |
| **PASSIF** | | | |
| Engagements à vue : | | | |
| Billets au porteur en circulation | | 42.233.631.461,55 | 42.173.694.976,70 |
| Comptes courants créditeurs | | | |
| Compte courant du Trésor public | 86.550,10 | | |
| Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères | 974.300.242,63 | 2.133.090.570,28 | 2.230.624.376,14 |
| Autres comptes courants et de dépôts de fonds : dispositions et autres engagements à vue | 1.158.703.777,55 | | |
| Capital de la Banque | | 150.000.000 » | 150.000.000 » |
| Divers | | 1.297.244.359,47 | 1.139.627.727,59 |
| Total | | 45.813.966.391,30 NF | 45.693.947.080,43 NF |

(1) (Convention du 27 juin 1949.)

(2) (Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.)

(3) (Loi du 15 août 1936 décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.)

(4) (Décret du 17 juin 1938.)

**Certifié conforme aux écritures:**
*Le Gouverneur,*
J. BRUNET.

**TAUX DES OPERATIONS**

| | |
|---|---|
| Escompte | 3 1/2 0/0 |
| Avances sur titres | 5 0/0 |
| Avances à 30 jours | 3 0/0 |
| Achats des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois | 3 0/0 |
| Escompte d'effets mobilisant des créances nées sur l'étranger | 3 0/0 |

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 26, RUE FEYDEAU, PARIS**

Téléphone : GUT 18-72 — Compte chèque postal : 1.014.00, Paris,

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### CREDIT FONCIER DE FRANCE

19, RUE DES CAPUCINES, PARIS (1er)

TIRAGE DU 16 NOVEMBRE 1961

**Obligations communales 3 % 1946 (regroupées).**

Code valeur : obligations de 100 NF n° 223.077 ; obligations de 50 NF n° 223.078.

16.500 obligations ont été appelées au remboursement, dont 235 par un lot et 16.265 au pair.

A. — *Obligations remboursables par un lot.*

L'obligation n° 889.995 sera remboursée par **100.000** NF.

Les obligations n°s 390.112 et 1.024.978 seront remboursées par **20.000** NF.

Les obligations n°s 57.536 et 86.312 seront remboursées par **10.000** NF.

Les 25 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **2.000** NF :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 101.527 | 147.027 | 147.427 | 576.327 | 793.227 | 957.127 |
| 101.627 | 147.127 | 576.027 | 576.427 | 793.327 | 957.227 |
| 101.727 | 147.227 | 576.127 | 793.027 | 793.427 | 957.327 |
| 101.827 | 147.327 | 576.227 | 793.127 | 957.027 | 957.427 |
| 101.927 | | | | | |

Les 25 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **1.000** NF :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 2.534 | 240.034 | 240.434 | 776.834 | 960.734 | 971.634 |
| 2.634 | 240.134 | 776.534 | 776.934 | 960.834 | 971.734 |
| 2.734 | 240.234 | 776.634 | 960.534 | 960.934 | 971.834 |
| 2.834 | 240.334 | 776.734 | 960.634 | 971.534 | 971.934 |
| 2.934 | | | | | |

Les 180 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **500** NF :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 169.010 | 385.510 | 538.010 | 604.010 | 748.010 | 877.510 |
| 169.025 | 385.525 | 538.025 | 604.025 | 748.025 | 877.525 |
| 169.037 | 385.537 | 538.037 | 604.037 | 748.037 | 877.537 |
| 169.110 | 385.610 | 538.110 | 604.110 | 748.110 | 877.610 |
| 169.125 | 385.625 | 538.125 | 604.125 | 748.125 | 877.625 |
| 169.137 | 385.637 | 538.137 | 604.137 | 748.137 | 877.637 |
| 169.210 | 385.710 | 538.210 | 604.210 | 748.210 | 877.710 |
| 169.225 | 385.725 | 538.225 | 604.225 | 748.225 | 877.725 |
| 169.237 | 385.737 | 538.237 | 604.237 | 748.237 | 877.737 |
| 169.310 | 385.810 | 538.310 | 604.310 | 748.310 | 877.810 |
| 169.325 | 385.825 | 538.325 | 604.325 | 748.325 | 877.825 |
| 169.337 | 385.837 | 538.337 | 604.337 | 748.337 | 877.837 |
| 169.410 | 385.910 | 538.410 | 604.410 | 748.410 | 877.910 |
| 169.425 | 385.925 | 538.425 | 604.425 | 748.425 | 877.925 |
| 169.437 | 385.937 | 538.437 | 604.437 | 748.437 | 877.937 |
| 187.510 | 427.510 | 584.510 | 663.510 | 828.510 | 957.510 |
| 187.525 | 427.525 | 584.525 | 663.525 | 828.525 | 957.525 |
| 187.537 | 427.537 | 584.537 | 663.537 | 828.537 | 957.537 |
| 187.610 | 427.610 | 584.610 | 663.610 | 828.610 | 957.610 |
| 187.625 | 427.625 | 584.625 | 663.625 | 828.625 | 957.625 |
| 187.637 | 427.637 | 584.637 | 663.637 | 828.637 | 957.637 |
| 187.710 | 427.710 | 584.710 | 663.710 | 828.710 | 957.710 |
| 187.725 | 427.725 | 584.725 | 663.725 | 828.725 | 957.725 |
| 187.737 | 427.737 | 584.737 | 663.737 | 828.737 | 957.737 |
| 187.810 | 427.810 | 584.810 | 663.810 | 828.810 | 957.810 |
| 187.825 | 427.825 | 584.825 | 663.825 | 828.825 | 957.825 |
| 187.837 | 427.837 | 584.837 | 663.837 | 828.837 | 957.837 |
| 187.910 | 427.910 | 584.910 | 663.910 | 828.910 | 957.910 |
| 187.925 | 427.925 | 584.925 | 663.925 | 828.925 | 957.925 |
| 187.937 | 427.937 | 584.937 | 663.937 | 828.937 | 957.937 |

Les titres de 50 NF ont droit à la moitié du lot.

B. — *Obligations remboursables au pair.*

A l'exception des obligations ci-dessus, remboursables par un lot, les numéros des 33 séries suivantes.

(Les séries marquées d'un astérisque sont celles qui contiennent un ou plusieurs numéros remboursables par un lot.)

NOTA. — Chaque série de 500 titres est représentée par le premier numéro de la série. Ex. : 2.501 pour 2.501 à 3.000.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| *2.501 | *147.001 | 265.501 | *576.001 | *776.501 | *957.001 |
| *57.501 | *169.001 | 286.001 | *584.501 | *793.001 | *957.501 |
| *86.001 | *187.501 | *385.501 | *604.001 | *828.501 | *960.501 |
| *101.501 | 216.001 | *390.001 | *663.501 | *877.501 | *971.501 |
| 129.501 | *240.001 | *427.501 | *748.001 | *889.501 | *1.024.501 |
| 141.501 | 263.001 | *538.001 | | | |

Le remboursement de toutes ces obligations sera effectué à partir du 16 janvier 1962.

**Liste récapitulative des séries de cinq cents obligations sorties aux tirages et dans lesquelles il reste des numéros à rembourser.**

NOTA. — Les séries marquées d'un astérisque sont celles qui contiennent un ou plusieurs numéros remboursables par un lot.

Chaque série de 500 titres est représentée par le premier numéro de la série. Ex. : 202.501 pour 202.501 à 203.000.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 202.501 | 459.501 | 594.001 | 732.501 | 846.001 | 975.001 |
| 221.501 | *468.001 | *601.001 | 735.501 | *855.001 | *982.501 |
| 238.501 | 471.001 | *607.501 | 739.001 | 857.001 | 992.501 |
| 278.001 | *475.501 | 611.001 | 754.001 | 868.001 | *993.001 |
| 282.001 | 479.501 | 612.501 | *758.501 | 872.001 | *1.009.501 |
| 291.501 | *482.501 | 613.001 | 764.001 | 890.001 | *1.013.001 |
| *294.501 | 492.501 | 624.001 | *771.001 | 891.001 | *1.016.001 |
| 298.001 | 501.501 | 626.001 | 772.001 | 897.001 | *1.019.501 |
| 301.001 | 502.001 | 638.001 | 775.501 | 905.501 | *1.029.001 |
| 307.501 | 537.501 | 640.001 | 782.001 | 918.501 | *1.036.001 |
| 308.501 | 540.001 | 652.501 | 790.001 | *923.501 | *1.040.001 |
| 333.001 | 549.001 | 658.001 | 807.501 | 931.501 | 1.050.501 |
| 371.001 | 565.001 | *659.501 | 821.501 | *951.001 | *1.058.001 |
| *375.501 | 571.001 | *666.001 | *826.001 | *956.501 | 1.071.001 |
| 394.501 | 571.501 | *680.501 | 828.001 | 962.001 | 1.076.001 |
| 398.501 | 572.501 | 724.001 | *843.001 | 962.501 | 1.081.001 |
| 400.501 | | | | | |

### SOCIETE de DEVELOPPEMENT REGIONAL du SUD-OUEST

**EXPANSO S. D. R.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 5.180.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 2, PLACE DE LA BOURSE, BORDEAUX

R. C. : Bordeaux n° 57-B 507.

*Obligations* 5 0/0 1959 *de* 200 *NF.*

**LISTE NUMERIQUE**

1° **De la série comprenant les 1.263 obligations sorties au deuxième tirage d'amortissement effectué le 8 décembre 1961** (1.260 titres ayant été rachetés d'autre part par la société en vue de cet amortissement) ;

2° **De la série comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMEROS | DATE de remboursement. | NUMEROS | DATE de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 3.893 à 5.170 | 10 janvier 1962. | 22.274 à 23.481 | 10 janvier 1961. |

## ETABLISSEMENTS GINDRE ET C°

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 432.000 NF
SIÈGE SOCIAL : 104, RUE HÉNON, A LYON (RHÔNE)
R. C. : Lyon 56 B 353.

**Obligations 4 0/0 1946 de 50 NF.**

*Seizième amortissement au 15 janvier 1962.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 64 obligations sorties au tirage du 1er décembre 1961, remboursables à partir du 15 janvier 1962;**

**2° Des séries sorties aux précédents tirages parmi lesquelles figurent des obligations non présentées au remboursement.**

| NUMEROS | ANNÉE de remboursement. | NUMEROS | ANNÉE de remboursement. | NUMEROS | ANNÉE de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 583 à 652 | 60 | 1.356 à 1.472 | 61 | 1.483 à 1.604 | 62 |

# CONCESSIONS DIVERSES

**Préfecture du département du Var.**

## AVIS

**Demande de permis exclusif de recherches pour fluorine, plomb, zinc et substances connexes.**

*Permis des Baraques.*

Par pétition du 9 octobre 1961, complétée le 7 novembre 1961, M. René-Jean Antonioli, domicilié à Cannes (Alpes-Maritimes), boulevard Montfleury, villa Mezzo Monte, sollicite l'octroi, pour une durée de trois ans, d'un permis exclusif de recherches pour fluorine, plomb, zinc et substances connexes, d'une superficie de 4,50 kilomètres carrés environ, portant sur une partie du département du Var.

Le permis sollicité serait valable à l'intérieur d'un périmètre limité par les lignes droites joignant successivement les sommets suivants, définis par leurs coordonnées Lambert :

| SOMMETS | COORDONNÉES | REPRÉSENTATION APPROXIMATIVE des sommets. |
|---|---|---|
| A | 966,760<br>144,160 | Sommet du Marsaou, cote 548,20. |
| B | 963,200<br>144,430 | Intersection R. N. 7 et du chemin d'accès à la maison forestière de la Duchesse. |
| C | 963,680<br>146,220 | Clocher de l'église des Adrets. |
| D | 965,680<br>145,680 | Intersection R. N. 7 et du Vallat de la Reynarde. |

En exécution de l'article 5 du décret n° 55-1684 du 27 décembre 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches de substances minérales autres que les combustibles minéraux solides, les sels de potassium et les hydrocarbures, une enquête sur cette demande sera ouverte du 10 décembre 1961 au 9 janvier 1962.

Un exemplaire de la demande et de ses annexes seront déposés à la préfecture du Var, où le public pourra en prendre connaissance pendant la période d'ouverture de l'enquête tous les jours ouvrables, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, sauf le samedi après-midi.

Les observations seront soit consignées par leurs auteurs sur les registres ouverts à cet effet à la préfecture du Var, soit adressées par lettre recommandée au préfet.

Les oppositions éventuelles devront être adressées par leurs auteurs au préfet avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 9 janvier 1962.

Les demandes en concurrence, constituées dans les formes prescrites aux articles 2 et 3 du décret n° 55-1684 du 27 décembre 1955, devront être déposées à la préfecture du Var avant l'expiration d'un délai de quinze jours à partir de la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 24 janvier 1962.

Les demandes en concurrence et les oppositons devront en outre être notifiées par leurs auteurs à M. Antonioli, villa Mezzo Monte, boulevard Montfleury, à Cannes (Alpes-Maritimes), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cet avis, ou à défaut le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste constatant que la lettre n'a pu être remise, devra être adressé au préfet du Var.

Les propriétaires des parcelles intéressées par cette demande sont invités à fournir avant la fin de l'enquête tous renseignements et justifications concernant les redevances attachées aux droits d'exploitation qu'ils ont loués ou cédés.

Draguignan, le 23 novembre 1961.

*Le préfet,*
Pour le préfet :
*Le secrétaire général,*
ROLAND DEROUBAIX.

**Préfecture des Bouches-du-Rhône.**

## AVIS

**Demande de permis d'exploitation pour bauxite et substances connexes.**

*Permis des Arcoules.*

Par pétition déposée à la préfecture des Bouches-du-Rhône le 12 octobre 1961, M. Pierre Rondani, domicilié à Grans (Bouches-du-Rhône), sollicite l'octroi pour une durée de cinq ans d'un permis d'exploitation pour bauxite et substances connexes, d'une superficie de 0,28 kilomètre carré environ, portant sur le territoire de la commune des Baux, arrondissement d'Arles.

Le périmètre serait limité par les lignes droites joignant les différents sommets définis par leurs coordonnées Lambert et pris dans l'ordre alphabétique.

| SOMMETS | COORDONNÉES X | COORDONNÉES Y |
|---|---|---|
| A | 796.440 E | 162.970 N |
| B | 796.870 E | 162.970 N |
| C | 796.870 E | 162.520 N |
| D | 796.050 E | 162.520 N |
| E | 796.070 E | 162.630 N |
| F | 796.250 E | 162.720 N |

En exécution des prescriptions du décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955, une enquête sur cette demande sera ouverte du 5 décembre 1961 au 4 janvier 1962.

Un exemplaire de la demande avec ses annexes et un extrait de la carte au 1/50.000 sur les limites du périmètre sollicité seront déposés à la préfecture des Bouches-du-Rhône, où le public pourra en prendre connaissance au cours de l'enquête tous les jours ouvrables.

Les observations seront soit consignées par leurs auteurs sur le registre ouvert à cet effet à la préfecture des Bouches-du-Rhône, soit adressées au préfet par lettre recommandée.

Les oppositions devront être adressées par leurs auteurs au préfet des Bouches-du-Rhône avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard avant le 4 janvier 1962.

Les demandes en concurrence, constituées dans les formes prescrites aux articles 2 et 3 du décret n° 55-1343 du 12 octobre 1955, devront être déposées à la préfecture des Bouches-du-Rhône avant l'expiration du délai d'un mois à partir de la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 3 février 1962.

Les demandes en concurrence et les oppositions devront en outre être notifiées par leurs auteurs à M. Pierre Rondani, la Mère-de-Dieu, Grans (Bouches-du-Rhône), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cet avis, ou à défaut le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste constatant que la lettre n'a pu être remise, devra être adressé au préfet des Bouches-du-Rhône.

Les propriétaires des parcelles intéressées par cette demande de permis d'exploitation sont invités à fournir avant la fin de l'enquête tous renseignements et justifications concernant les redevances attachées aux droits d'exploitation qu'ils ont loués ou cédés.

# DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Kon (Abraham), né le 20 novembre 1933 à Paris (12e), demeurant 44, rue du Président-Wilson, à Levallois, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs: Richard, né le 9 janvier 1959 à Paris (13e), et Franck, né le 25 janvier 1961 à Paris (13e), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Cartier.

M. Chiapusso (Alexandre-Grégoire), né à Lanslebourg (Savoie) le 5 avril 1918, demeurant à Barberaz (Savoie), agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son enfant mineure, Nicole-Colette-Huguette, née le 14 octobre 1947 à Chambéry (Savoie), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Chapuis.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

15 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Pontivy. **Amicale laïque de Melraud - Saint-Rivalain.** But: défendre l'école laïque, établir un lien entre les familles et l'école, promouvoir l'éducation populaire. Siège social: école publique de Saint-Rivalain (Morbihan).

15 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Rochefort-sur-Mer. **Union générale des commerçants, industriels, artisans et tous patentés de Royan et environs.** But: défendre les intérêts matériels et moraux de tous ses adhérents. Siège social: mairie de Royan (Charente-Maritime).

16 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Condom. **Comité des fêtes de Marsolan.** But: organisation des fêtes dans la commune. Siège social: salle des fêtes de Marsolan (Gers).

18 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Association cupricienne municipale omnisports.** But: pratique des sports. Siège social: mairie de Coupvray (Seine-et-Marne).

20 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Provins. **Amicale du personnel de l'hôpital civil de Montereau.** But: resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les divers membres du personnel. Siège social: hôpital civil, 1, rue Victor-Hugo, à Montereau (Seine-et-Marne).

20 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Charolles. **Association communale des parents d'élèves fréquentant les écoles de Moulins.** But: étudier tout problème que poserait aux élèves le fait de fréquenter des établissements scolaires éloignés de leur domicile, organiser un transport entre Gueugnon et Moulins pour toutes les sorties. Siège social: mairie de Gueugnon (Saône-et-Loire).

21 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Association départementale des parents d'élèves des écoles publiques, collèges d'enseignement général et collèges d'enseignement technique de Meurthe-et-Moselle.** But: rechercher tout ce qui concerne l'intérêt des élèves; représenter les parents auprès de l'administration et des pouvoirs publics. Siège social: 26, rue des Carmes, Nancy.

21 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Club olympique Fabien.** But: pratique des sports. Siège social: 31, rue de Flandre, Paris.

24 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Association populaire familiale.** But: grouper les familles de condition ouvrière ou appartenant au milieu populaire pour l'étude et la défense de leurs droits et de leurs intérêts matériels et moraux dans tous les domaines. Siège social: 53, rue Lamendin, Neuville-sur-Escaut (Nord).

24 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube. **Groupe artistique de Bar-sur-Aube.** But: encourager l'art pictural et organiser des expositions. Siège social: hôtel de ville de Bar-sur-Aube (Aube).

26 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Lunéville. **Association sportive du collège d'enseignement général de Bénaménil.** But: organiser et favoriser la pratique du sport par les élèves de l'établissement. Siège social: collège d'enseignement général, Bénaménil (Meurthe-et-Moselle).

27 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Langres. **Moto-Club de Langres.** But: grouper des possesseurs d'automobiles, motocyclettes, véolomoteurs et cyclomoteurs; propager parmi eux le goût du tourisme, du sport, organiser des sorties, rallyes, excursions et compétitions sportives. Siège social: chez M. Jean Ollivier, faubourg de Brévoines, Langres (Haute-Marne).

27 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Arnaud. **Foyer rural de Rasfa.** But: distraire, instruire et éduquer la population par les moyens suivants: cinéma, bibliothèque, cercle de lecture, manifestations sportives, représentations théâtrales ou musicales, études et voyages, entraide sociale. Siège social: foyer rural de Rasfa, à Rasfa, par Pascal (Sétif).

27 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Mayenne. **Groupement de défense sanitaire de l'élevage de Montreuil.** But: lutter contre les maladies contagieuses et parasitaires des animaux domestiques chez ses adhérents en vue d'assurer le bon état de santé du cheptel. Siège social: mairie de Montreuil (Mayenne).

27 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Association de parents d'élèves.** But: encourager et aider matériellement les enfants d'âge scolaire. Siège social: mairie de Bessay-sur-Allier.

28 novembre 1961. Déclaration à la préfecture des Oasis. **Club bouliste d'El Goléa.** But: pratiquer le sport boules: jeu national, pétanque, provençal ou autres; encourager et faciliter la pratique de ce sport; organiser des fêtes sportives; resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les familles des membres de l'association; participer à l'entraide sociale en organisant quelques concours au profit des œuvres de bienfaisance. Siège social: jardin municipal, El Goléa.

28 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Cholet. **Association choletaise des déportés et internés, résistants et patriotes.** But: unir, sans distinction de tendances, de conceptions philosophiques ou religieuses, tous les patriotes qui furent internés ou déportés au cours des guerres 1914-1918 et 1939-1945 pour leur activité patriotique, leurs origines ou leurs opinions, ainsi que les familles des disparus (exécutés, assassinés ou décédés en cours d'internement, de déportation ou depuis leur libération) et des exécutés au cours d'opérations dites de représailles. Siège social: 10, rue de Roussel, Cholet (Maine-et-Loire).

29 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Groupement des donneurs de sang volontaires du Marignane, Saint-Victoret et de Gignac-la-Nerthe.** But: grouper tous les donneurs volontaires du sang de ces trois communes; organiser la propagande pour le don du sang; assurer la défense de ses adhérents. Siège social: foyer des vieillards, à Marignane (Bouches-du-Rhône).

29 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. **Pétanque voujeaucourtoise.** But: pratique du sport de la pétanque. Siège social: café Loeuvray, Voujeaucourt (Doubs).

30 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. **Association des pêcheurs de Montours.** But: répression du braconnage, alevinage. Siège social: chez M. Balusson (Victor), maçonnerie, à Montours (Ille-et-Vilaine).

30 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Quentin. **Association d'entraide sociale Bohain-Fresnoy.** But: essentiellement, dispenser des soins divers aux habitants de la région Bohain-Fresnoy, consistant en piqûres sous-cutanées, intraveineuses, intramusculaires, pansements et soins parachirurgicaux par personnel diplômé ou autorisé; constitution et transmision de tous dossiers aux différents organismes sociaux, etc. Siège social: rue Curie, Bohain (Aisne).

30 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Mayenne. **Groupement de défense sanitaire de l'élevage de Jublains.** But: lutter contre les maladies contagieuses et parasitaires des animaux domestiques chez ses adhérents en vue d'assurer le bon état de santé du cheptel. Siège social: mairie de Jublains (Mayenne).

30 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Mayenne. **Groupement de défense sanitaire de l'élevage de Vaucé.** But: lutter contre les maladies contagieuses et parasitaires des animaux domestiques chez ses adhérents en vue d'assurer le bon état de santé du cheptel. Siège social: mairie de Vaucé (Mayenne).

30 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Bonneville. **Comité des fêtes de Sallanches.** But: promouvoir le développement des fêtes et activités culturelles à Sallanches. Siège social: syndicat d'initiative, Sallanches (Haute-Savoie).

2 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Loisirs et culture de Brichambeau.** But: loisirs et culture. Siège social: presbytère Saint-François-d'Assise, à Brichambeau.

2 décembre 1961. Déclaration à la préfecture du Morbihan. **Association des Maisons familiales de Carentoir.** But: éducation populaire en milieu rural et organisation familiale de l'apprentissage agricole et de l'enseignement ménager rural. Siège social: chez M. Armel Guillemot, secrétaire de la Maison familiale, Carentoir.

2 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de la Haute-Marne. **Association sportive lafertoise.** But: pratique des sports et de l'éducation physique. Siège social: mairie de Laferté-sur-Aube.

4 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de Mostaganem. **Karting-Club de Mostaganem.** But: introduire et promouvoir les compétitions entre véhicules dits « karts ». Siège social: 1, rue Grosclaude, à Mostaganem.

4 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de Lons-le-Saunier. **Association des propriétaires fonciers de Véria.** But: défense de la propriété foncière, rurale, agricole et forestière. Siège social: chez M. Rochet, président, à Véria, par Saint-Amour.

5 décembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Parthenay. **Comité de gestion des cours d'enseignement général de Moncoutant.** But: assurer la création et le fonctionnement des cours d'enseignement général. Siège social: presbytère de Moncoutant (Deux-Sèvres).

5 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Amicale des cadres et techniciens des usines d'aviation Louis Breguet de Toulouse.** But: maintien et renforcement des liens de solidarité, étude de problèmes culturels, organisation de loisirs et entraide. Siège social: usine Breguet, avenue Louis-Breguet, Toulouse.

6 décembre 1961. Déclaration à la préfecture du Morbihan. **Association d'enseignement libre, d'éducation populaire et de sport Saint-Guen, Vannes.** But: promouvoir, soutenir les œuvres d'enseignement libre, d'éducation populaire et de sport de Saint-Guen, Vannes. Siège social: presbytère de Saint-Guen, Vannes.

6 décembre 1961. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Olympic-Kart de la province d'Alger.** But: usage des véhicules dits karts, resserrer les liens de communauté et d'intérêts entre les propriétaires des karts, initier et favoriser la pratique des karts. Siège social: 10, rue de Lyon, Alger.

6 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Club des jeunes Notre-Dame-de-Lourdes.** But: éducation sociale et culturelle des jeunes des deux sexes en offrant à ses membres une saine utilisation de leurs loisirs. Siège social: 149, avenue du Général-Leclerc, Nancy.

6 décembre 1961. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Cantine du service des études scientifiques appliquées à l'hydraulique.** But: permettre à ses membres de prendre au service des études scientifiques le repas de midi. Siège social: lotissement Clairbois, Birmandreis.

6 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de l'Ain. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménagers agricoles (C. I. V. A. M.) du canton de Pont-de-Veyle.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales nécessaires aux agriculteurs pour élever leur niveau de vie par l'amélioration de la productivité des exploitations. Siège social: cours postscolaire agricole et ménager agricole de Pont-de-Veyle.

6 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Association française d'Engineering.** But: réunir les techniciens de l'Engineering pour l'étude des différentes formes d'implantation à l'étranger. Siège social: 116, avenue des Champs-Elysées, Paris.

7 décembre 1961. Déclaration à la préfecture des Côtes-du-Nord. **Club n° 1 de Pléneuf.** But: organisation des loisirs. Siège social: mairie de Pléneuf.

7 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de l'Ain. **Société du livre zootechnique et de contrôle de précocité des bovins.** But: rendre possible les opérations d'identification des animaux et organiser le contrôle de la précocité. Siège social: Coopérative d'élevage de l'Ain « Les Soudanières », à Ceyzériat.

8 décembre 1961. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **Comité d'action sociale en faveur du personnel municipal de la ville de Nancy.** But: assistance matérielle et morale à tous les agents. Siège social: hôtel de ville, Nancy.

13 décembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Mortagne. **L'Aide à l'enfance.** But: éducation, rééducation, réinsertion sociale d'enfants inadaptés, extension de Champthierry, sise à Saint-Denis-sur-Huisne. Siège social: Champthierry, Saint-Maurice-lès-Charencey (Orne).

## MODIFICATIONS

15 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de la Vienne. Le Centre Saint-Exupéry change son titre, qui devient: **Centre Saint-Fortunat,** et transfère son siège social du 34, rue Arsène-Orillard, Poitiers, au 3, rue Saint-Fortunat, Poitiers.

16 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de police. **L'Association d'éducation de l'école Molitor** transfère son siège social du 9, avenue Victor-Hugo, Boulogne-sur-Seine, au 41, rue de Chézy, à Neuilly-sur-Seine.

18 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de police. L'association **Les Amis des Iles d'Hyères** transfère son siège social du 4, rue Gît-le-Cœur, Paris, au 10, rue du Sommerard, Paris.

21 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de police. **L'Association nationale pour la protection des eaux** transfère son siège social du 7, rue de Phalsbourg, au 292, rue Saint-Martin, Paris.

23 novembre 1961. Déclaration à la préfecture du Morbihan. L'Association des parents d'élèves de l'école privée de filles de Rieux change son titre, qui devient: **Association des parents d'élèves de l'école privée mixte de Rieux.** Siège social: école privée mixte de Rieux.

24 novembre 1961. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. **L'Union départementale des associations d'éducation populaire du Pas-de-Calais** transfère son siège social du 36, rue Baudimont, Arras, au 11, rue Saint-Maurice, Arras.

26 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de Toulouse. L'Association du cycle supérieur de l'école supérieure d'agriculture de Purpan fusionne avec la société Comité des élèves, et le titre devient: **Association des élèves de l'école supérieure d'agriculture de Purpan.** Siège social: école supérieure d'agriculture de Purpan, 271, avenue de Grande-Bretagne, Toulouse.

30 novembre 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Miliana. L'Association des parenst d'élèves des lycées et annexes de Miliana change son titre, qui devient: **Association des parents d'élèves des lycées et collèges de Miliana,** et transfère son siège social du lycée de garçons, à Miliana, à la mairie de Miliana (Orléansville).

30 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Le Centre d'études de la productivité dans les industries des moules et modèles métalliques de précision (C. E. P. I. M.)** transfère son siège social du 29, avenue Gambetta, Montrouge, au 10, avenue Hoche, Paris.

30 novembre 1961. Déclaration à la préfecture de police. **L'Aide fraternelle missionnaire aux petits frères de Jésus (du Père de Foucauld)** transfère son siège social du 23, rue Oudinot, Paris, au 20, rue Pierre-Leroux, Paris.

## ASSOCIATIONS ETRANGERES

### AUTORISATIONS

(Décret-loi du 12 avril 1939.)

22 novembre 1961. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture de Toulouse le 2 décembre 1961.) **Association des étudiants vietnamiens de Toulouse.** But: resserrer les liens entre les étudiants vietnamiens et défense de leurs intérêts. Siège social: 31, rue Denfert-Rochereau, Toulouse.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.

## Sont en vente

# les Publications suivantes éditées par la Direction des Journaux officiels pendant les mois d'octobre et novembre 1961 :

NF.

**Armées :**

**N° 61-202.** — Classe 1964 (*décret et arrêté du 16 novembre publiés au J. O. du 18*) ..... **0,20**

**Bourses de valeurs :**

**N° 61-191.** — Réforme (*décrets du 30 octobre publiés au J. O. du 31*) ..... **0,30**

**Canalisations :**

**N° 61-187.** — Canalisations de transport de fluides non inflammables, ni nocifs (*arrêté du 13 octobre publié au J. O. du 22*) ..... **0,15**

**Code du travail :**

**N° 1196.** — Sécurité dans les établissements de fabrication, de chargement et d'encartouchage de substances explosives (*décret n° 55-1188 du 3 septembre 1955*) ..... **0,50**

**Collectivités locales :**

**N° 1023.** — Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (*nouvelle édition mise à jour au 1er novembre 1961*) .... **2,50**

**N° 61-193.** — Conseil d'administration du district de la région de Paris (*décret du 31 octobre et arrêté du 2 novembre publiés au J. O. du 3*) ..... **0,25**

**Commerce :**

**N° 1204.** — Construction, aménagement, création, extension et transfert de boulangeries (*édition mise à jour au 15 novembre 1961*) .... **0,75**

**Construction, logement, urbanisme :**

**Sup. C. 27.** — Equipement commercial, sanitaire et social des grands ensembles (*circulaires du 24 août 1961*) ..... **1,50**

**Conventions collectives :**

**N° 1197.** — Industries de fabrication mécanique du verre (*arrêté du 7 septembre 1956*) .... **2,50**

**N° 1198.** — Industrie pharmaceutique (*arrêté du 15 novembre 1956*) ..... **2,50**

**N° 1199.** — Notariat (*édition mise à jour au 15 octobre 1961*) ..... **1,50**

**N° 1201.** — Personnel des tramways, autobus et trolleybus (*édition mise à jour au 15 octobre 1961*) ..... **1 »**

**N° 61-201.** — Dessinateurs pour textiles, papiers peints, toiles cirées, linoléums de la région parisienne (*arrêté du 27 octobre publié au J. O. du 16 novembre*) ..... **0,20**

**N° 61-203.** — Industrie des cuirs et peaux (*arrêté du 27 octobre publié au J. O. du 18 novembre*) ..... **0,60**

**N° 61-204.** — Verrerie à la main travaillée au chalumeau (*arrêté du 3 novembre publié au J. O. du 19*) ..... **0,75**

NF.

**Conventions internationales :**

**N° 1200.** — Convention de Genève sur le statut des réfugiés (*décret du 14 octobre 1954*) .. **0,75**

**Douanes, exportations, importations :**

**N° 61-207.** — Avis aux importateurs et avis n° 727 relatif aux importations de marchandises en provenance de l'étranger (*publié au J. O. du 25 novembre*) ..... **0,20**

**Electricité et gaz :**

**N° 61-194.** — Cahier des charges type pour la concession des distributions publiques de gaz (*décret du 27 octobre publié au J. O. du 3 novembre*) ..... **0,40**

**Fonctionnaires :**

**N° 1014.** — Traitements, soldes et indemnités (*à compter du 1er novembre 1961*) ..... **3 »**

**Gouvernement :**

Composition du Gouvernement et des cabinets ministériels (*édition mise à jour au 20 novembre 1961*) ..... **0,60**

**Lait :**

**N° 1037.** — Contrôle des laits (*nouvelle édition mise à jour au 1er octobre 1961*) ..... **1,50**

**Marchés d'intérêt national :**

**N° 1203.** — Organisation générale (*édition mise à jour au 15 novembre 1961*) ..... **1,50**

**Officiers publics et ministériels :**

**N° 1202.** — Tarif des notaires (*édition mise à jour au 15 octobre 1961*) ..... **1 »**

**Parcs nationaux :**

**N° 1205.** — Loi du 22 juillet 1960 et décret du 31 octobre 1961 ..... **0,75**

**Pharmacie :**

**N° 61-189.** — Médicaments spécialisés remboursables aux assurés sociaux (*arrêté du 18 octobre publié au J. O. du 27*) ..... **0,25**

**N° 61-195.** — Produits sous cachet agréés à l'usage des collectivités publiques (*arrêté du 19 octobre publié au J. O. du 3 novembre*) ..... **0,15**

**N° 61-198.** — Produits sous cachet remboursables aux assurés sociaux (*arrêté du 30 octobre publié au J. O. du 10 novembre*) ..... **0,15**

**Plans d'action régionale :**

**N° 1206.** — Franche-Comté ..... **7 »**